

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'ADMISSION DES ÉTRANGERS

AU

Service Militaire en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 25 février 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Michel ARIN

Président : M. SAUZET, professeur
Suffragants { MM. LARNAUDE, professeur
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur

PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'ADMISION DES ÉTRANGERS

AU

Service Militaire en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 25 février 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Michel ARIN



Président : M. SAUZET, *professeur*

Suffragants { MM. LARNAUDE, *professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *professeur*

PARIS (V^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE L'ADMISSION DES ÉTRANGERS

au Service Militaire en France

INTRODUCTION

« Nul n'est admis dans les troupes françaises s'il n'est Français ou naturalisé français... » Tel est le principe posé par nos lois sur le recrutement de l'armée (1), et adopté aujourd'hui par la plupart des États modernes.

Sans doute, quelques pays imposent l'obligation du service militaire aux étrangers domiciliés depuis un certain temps sur leur territoire. Mais c'est là une sorte de naturalisation tacite, une simple assimilation aux nationaux, de ceux qui, en fait, peuvent être considérés comme tels. D'autres pays ont constitué des corps spéciaux destinés à recevoir les étrangers qui désirent entrer à leur service. Mais ces légions étrangères ou

1. Loi du 21 mars 1905, art. 3. — Cf. L. 15 juillet 1889, art. 3. — L. 27 juillet 1872, art. 7. — L. 21 mars 1832, art. 2.

régiments étrangers sont ordinairement consacrés à un service colonial, et soumis à une réglementation spéciale qui marque bien leur caractère exceptionnel. Ce sont là des cas spéciaux qui ne portent pas atteinte au principe bien établi de la nationalité des armées.

Cependant, il suffit de consulter l'Histoire pour constater que cette conception d'une armée purement nationale est relativement récente, et que longtemps les peuples, depuis l'antiquité jusqu'aux temps modernes, ne refusèrent pas d'accueillir l'étranger qui leur offrait ses services, et ne dédaignèrent pas de chercher, dans les nations voisines, les compléments de troupes dont ils avaient besoin. Les époques les plus reculées peuvent en fournir des exemples. Les Perses employaient, à titre d'auxiliaires des mercenaires étrangers ; l'armée de Darius comprenait trente mille Grecs que commandait Timondas. Les Grecs, en effet, s'enrôlaient assez souvent dans les armées des peuples voisins ; les Étoliens et les Arcadiens en avaient spécialement la réputation, et Tite-Live rapporte qu'ils se trouvaient souvent obligés de combattre contre leurs compatriotes. En Grèce même, ce mode de recrutement fut souvent pratiqué : les Spartiates soldaient des Crétois ; leurs cavalerie était pleine de mercenaires. Athènes enrôlait dans les besoins pressants les étrangers établis dans l'Attique, et l'on cite un général athénien, Iphicrate, qui, vers la fin du v^e siècle avant Jésus-Christ comptait sous ses

ordres vingt mille étrangers. A Rome, à l'origine et pendant trois cents ans, aucun étranger ne fut admis dans les armées. Sous la République, les citoyens seuls entraient dans les légions ; mais les étrangers servaient à titre auxiliaire. Scipion l'Africain introduisit dans les armées romaines une nombreuse cavalerie auxiliaire de Numides, d'Espagnols et de Siciliens. Après que Caracalla eut accordé le droit de cité à tous les sujets de l'Empire, Claude II ouvrit aux barbares eux-mêmes l'entrée des légions et y incorpora une foule de Goths. Dix ans plus tard Probus tirait de la Germanie dix mille soldats qu'il distribuait dans son armée. On sait que Carthage recrutait ses armées dans tous les pays ; ses mercenaires sont restés fameux dans l'Histoire. En Occident, les Gaulois paraissent être le premier peuple qui vendit des troupes à des puissances étrangères. Au moyen âge, toute l'Histoire de l'Angleterre et de l'Italie nous fournit des exemples de troupes mercenaires. Les républiques et principautés italiennes en firent un usage constant. Aussi, les villes les plus riches étaient-elles en même temps les plus puissantes et c'est ce qui explique la longue suprématie dont jouirent Milan et Florence. Dès le ^{xiii}^e siècle, Gênes stipendiait le duc de Savoie et deux cents cavaliers, et Florence avait à sa solde cinq cents lances françaises. Au ^{xiv}^e siècle, le système se répandit dans toute l'Europe à travers laquelle les armées allemandes éparpillaient des aventuriers qui se ven-

daient et se revendaient à qui payait le mieux. La France et la Hongrie fournirent beaucoup de soldats de fortune à l'Italie ; ils y étaient attirés par un beau ciel, des vins abondants, une paie large et une réputation de supériorité auprès des Italiens qui regardaient comme synonymes les mots « bons soldats » et « oltramontani ». La France n'échappa point à ce mouvement général ; les nations les plus diverses se sont rencontrées dans ses armées, et le nombre des étrangers y a été parfois considérable.

Dans quelle mesure et pour quels motifs la France a-t-elle admis les étrangers sous ses drapeaux ? Pourquoi les a-t-elle proscrits ensuite ? Quand et comment l'état actuel s'est-il substitué à l'état ancien ?

C'est ce que nous allons rechercher.

Avant d'aborder l'étude de cette question à travers les différentes périodes de notre Histoire, il nous faut examiner les diverses formes que peut revêtir l'admission des étrangers au service militaire, et pour cela nous distinguerons d'abord les cas où l'enrôlement se fait à l'intérieur du pays, et ceux où il s'opère à l'étranger.

I. — ENROLEMENT A L'INTÉRIEUR

Lorsqu'un État veut introduire des étrangers dans son armée, il peut se contenter d'offrir une place sous ses drapeaux à ceux qui demandent à s'y

enrôler ; pour cela, il crée généralement un corps spécial destiné à recevoir des volontaires de toute nationalité ; ceux-ci sont enrôlés individuellement et sont assimilés aux engagés volontaires nationaux. La France a eu longtemps des régiments de ce genre, et aujourd'hui la légion étrangère n'en est que la continuation.

Ces corps sont souvent alimentés, pour une grande partie, par les déserteurs des armées étrangères. En temps de paix, l'opération ne soulève pas de difficulté ; les nationaux de tous les pays sont admis sans distinction. Les cas de désertion en temps de guerre, qui ont été si fréquents à certaines époques, touchent à des points plus délicats. Le soldat qui passe à l'ennemi peut être ou très utile par les renseignements qu'il peut fournir, ou très nuisible, car il peut toujours cacher un espion. Aussi, les solutions données sur ce point ont-elles subi des variations fréquentes. Il paraît difficile, à la vérité, d'asseoir une législation fixe sur un pareil sujet. En fait, les dispositions à prendre à l'égard des déserteurs étrangers ont été souvent laissées à l'appréciation des généraux d'armées ; il ne peut y avoir là que des règles locales, momentanées, appropriées à la politique du temps. On a vu successivement les transfuges des armées ennemies appelés en France par des menées secrètes, attirés par des récompenses, enrôlés sous les drapeaux, et pensionnés, puis

éloignés de l'armée, réputés suspects, emprisonnés ou rassemblés en corps d'ouvriers employés aux travaux champêtres. Il va sans dire que les déserteurs étrangers qui servent contre leur pays d'origine s'exposent, en cas de capture, à la rigueur des lois de ce pays ; mais, hors ce cas particulier, les étrangers servant volontairement, en vertu d'un engagement régulier, sont régis par les lois générales de la guerre, et assimilés en tout aux troupes nationales.

A côté de ce recrutement individuel dont il subsiste encore aujourd'hui quelques applications, on peut retrouver, dans les institutions de l'ancienne France, des exemples d'une sorte de recrutement collectif. Avant l'organisation des armées permanentes, les rois de France durent souvent faire appel à des troupes non organisées régulièrement, qu'ils prenaient à leur solde pendant une guerre et licenciaient ensuite. Certaines de ces bandes étaient réunies en France par recrutement volontaire : un capitaine recevait du roi une commission l'autorisant à lever des gens de guerre dans une région fixée et en nombre déterminé, avec promesse de solde. D'autres étaient engagées toutes formées moyennant un prix débattu ; elles avaient ordinairement été levées en pays étranger par un capitaine qui les commandait et se mettait avec elles au service de la royauté. Malgré leur peu de fidélité et les ravages qu'elles exercèrent sans

cesse, ces bandes irrégulières, composées en grande partie d'étrangers, furent longtemps la force principale de nos armées, et devinrent, par la fréquence des guerres, des troupes permanentes et régulières d'où furent tirés, sous Henri III, les éléments des premiers régiments français.

II. — ENROLEMENT A L'ÉTRANGER

Le recrutement interne dont nous venons de parler ne peut fournir, en raison des éléments restreints dont il dispose, que de faibles contingents. Aussi les États qui ont voulu faire un appel plus large aux étrangers, se sont trouvés dans l'obligation d'aller chercher des recrues en dehors de leurs frontières.

L'enrôlement ainsi effectué peut être individuel : tel celui qu'opéraient autrefois les capitaines pourvus d'une commission du roi qui leur permettait de lever un régiment dans un pays donné, ou les racleurs auxquels ceux-ci déléguaient leurs pouvoirs. Mais ces opérations ne pouvaient se faire régulièrement qu'avec l'autorisation de l'État sur le territoire duquel la levée était pratiquée, d'où nécessité d'un accord préalable entre les deux États, déterminant le nombre d'hommes à fournir et réglant les conditions du marché. La nécessité de ce traité, qui portait le nom de capitulation, amena tout naturellement l'État qui autorisait la levée à l'effectuer lui-même et à fournir directement,

moyennant une somme convenue, les contingents demandés.

L'enrôlement devint ainsi collectif et se présenta alors comme une véritable cession de troupes d'une nation à une autre. La France a conclu des conventions de ce genre avec divers pays, mais c'est dans les capitulations suisses, qui ont été de beaucoup les plus nombreuses et les plus développées, que nous chercherons quelques renseignements sur le mécanisme et les caractères généraux de ces traités.

Lorsque le roi de France désirait faire une levée, il chargeait son ambassadeur près des Ligues suisses, d'en transmettre la demande à la Diète. La réquisition était examinée et discutée par cette assemblée ; le plus souvent, l'accord se faisait et la capitulation était signée. Le mode de recrutement variait suivant que les régiments et compagnies suisses étaient ou non avoués des Cantons. On désignait ainsi ceux que les Cantons levaient eux-mêmes et fournissaient entièrement constitués. Ils se chargeaient de réunir un nombre suffisant de recrues, ce qui leur était en général assez facile ; les engagements étaient, en principe, purement volontaires ; mais les populations des campagnes de Suisse étaient peu fortunées et beaucoup de montagnards n'hésitaient pas à quitter leurs pays, pour embrasser le métier des armes qui offrait un champ nouveau à leurs jeunes ambitions, en leur permettant d'aller chercher fortune à l'étranger. Néan-

moins, les engagements se trouvèrent parfois insuffisants ; les Cantons durent alors employer la contrainte pour forcer les nationaux à prendre du service. Ils allèrent même, sous Napoléon I^{er}, jusqu'à recourir à cet expédient ingénieux de tirer les détenus de leurs prisons pour les envoyer combler les vides des armées impériales.

Certains Cantons, pour éviter sans doute de se voir réduits à de pareilles extrémités, laissaient à la charge de la France le soin d'effectuer les enrôlements. Ils se contentaient de donner à l'ambassadeur l'autorisation de faire la levée. Celui-ci se mettait alors en relations avec des notables du pays et leur délivrait des commissions de capitaines au moyen desquelles chacun d'eux procédait au recrutement de sa compagnie. Ces capitaines choisissaient, à leur tour, des racleurs qui, dépêchés dans un ou plusieurs Cantons, y pratiquaient l'embauchage par tous les moyens en usage à cette époque. L'opération n'était pas toujours facile ; plusieurs Cantons, peu soucieux d'envoyer leurs jeunes hommes se faire tuer sur les champs de bataille étrangers, défendirent tout enrôlement de ce genre sur leur territoire ; tels Berne et Zurich qui refusèrent longtemps leur adhésion à ces levées. Les agents royaux durent alors recourir à des moyens clandestins. Souvent, les « orateurs royaux », établis à Soleure, surent, par d'adroites libéralités, fermer les yeux des magistrats. Souvent aussi, le recrutement

était opéré par des émissaires secrets qui invitaient les habitants des campagnes à venir s'enrôler hors des limites du Canton. La seule sanction possible était alors une protestation de l'Avoyer auprès de la légation française, sanction purement morale et dépourvue de tout effet pratique.

Les premières capitulations étaient fort simples ; elles se contentaient de fixer en deux ou trois articles le nombre d'hommes que les Cantons devaient fournir en cas de guerre et la somme qu'ils devaient recevoir en retour. Les clauses devinrent peu à peu plus nombreuses et arrivèrent à comprendre toute une série de stipulations qui fixaient non seulement le contingent à lever, mais encore son organisation, le genre de services auxquels il pouvait être employé, la solde des officiers et soldats, le mode de collation des grades, la juridiction et les lois disciplinaires.

A l'origine, les contingents que la Couronne levait dans les Cantons n'étaient pas permanents. Ils ne devaient s'assembler qu'au moment où le roi s'en faisait besoin et étaient congédiés dès la fin de la campagne. Le roi s'engageait seulement à leur fournir la solde convenue et une indemnité de route, et à leur verser la paie d'un trimestre, même s'il les licenciait avant l'expiration de ce délai. A cette époque les contingents étaient répartis en compagnies indépendantes les unes des autres. Au début du xvi^e siècle,

ces compagnies furent formées en régiments ; mais les corps n'étaient constitués que pour la durée d'une expédition après laquelle ils étaient licenciés. Ils ne commencèrent à être entretenus d'une façon permanente qu'au cours du xvii^e siècle ; le régiment des gardes suisses subit le premier la transformation en 1616.

Les régiments capitulés relevaient directement du roi de France et du ministre de la Guerre. Ils étaient assimilés aux troupes nationales et jouissaient de toutes les franchises, immunités et privilèges accordés aux Français⁽¹⁾ ; cependant, les Suisses conservaient leur nationalité et restaient en relations étroites avec les autorités de leur pays natal, qui veillaient à l'observation stricte des capitulations. La dépendance était plus étroite pour les régiments ou compagnies avoués, et surtout pour les unités appartenant à un seul Canton ; tels les régiments de Steiner et d'Ernst qui appartenaient l'un à Zurich, l'autre à Berne, tandis que d'autres, comme Castella, Vigier, Châteaueux étaient composés de compagnies fournies par différents Cantons.

Les capitulations contenaient souvent des clauses restrictives qui défendaient l'emploi des troupes

1. Des lettres patentes de 1841 déclarent les Suisses en France « exempts de toutes taxes, pour quelque cause, nom, occasion et prétexte que ce soit, et affranchis de toutes tailles et impôts, aides et subventions mis et à mettre soit pour fait de guerre ou autrement, ensemble de guet et de garde des portes ».

suisses pour certains genres de services, et qui allèrent en se multipliant. C'est ainsi qu'elles furent dispensées de servir contre certains pays alliés, et de porter les armes sur mer et aux colonies ; les traités s'opposèrent même parfois à ce qu'elles fussent employées au delà des Alpes, du Rhin et des Pyrénées ; encore devaient-elles combattre seulement en rase campagne et non dans la guerre de sièges. Les Suisses furent aussi dispensés de servir contre les puissances qui employaient des troupes de leur nation. En effet, le droit de faire des levées dans les Cantons helvétiques n'était pas spécial à la France, et plus d'une nation enrôlait pareillement des Suisses. Aussi, vit-on parfois des compatriotes appartenant à deux armées ennemies, obligés de combattre les uns contre les autres. Au commencement de xvi^e siècle, une loi fut promulguée dans les Cantons, qui défendait de donner par autorité publique des troupes à un parti quand on en avait accordé à l'autre. Mais les particuliers n'en continuèrent pas moins à s'enrôler individuellement sous les drapeaux des différents États, de sorte qu'il arriva quelquefois que l'infanterie de deux armées ennemies se trouvât presque uniquement composée de Suisses, ce qui obligeait les Cantons à envoyer à leurs sujets l'ordre de quitter les deux camps, pour revenir dans leur pays.

Les troupes suisses, avouées ou non, étaient toujours commandées par des officiers de leur nation. A

l'origine, quand les compagnies étaient indépendantes, les capitaines étaient nommés par le roi. Mais son choix était souvent limité, surtout pour les compagnies avouées dont le capitaine était pris dans le Canton titulaire de la compagnie. Lorsque la formation par régiments fut adoptée, les colonels furent, en principe, élus par l'assemblée des capitaines ; mais, en fait, le roi sut s'attribuer cette prérogative, en désignant lui-même cet officier avant la réunion des effectifs. Les autres officiers étaient pris dans les grandes familles des différents Cantons, qui les présentaient eux-mêmes à la nomination du roi ou du colonel-général.

La charge très importante de colonel-général fut érigée en office permanent en 1571. Il exista bien, auparavant, des officiers portant le titre de capitaine ou colonel des Suisses ; mais ils ne commandaient généralement que dans une armée et pour le temps d'une campagne. Au contraire, l'autorité du colonel-général s'étendit à toutes les troupes suisses servant en France, excepté la compagnie des Cent Suisses de la garde. Ses fonctions étaient considérables. Il nomma les colonels et les capitaines jusqu'à ce que Louis XIV se réservât ce droit en 1673 : mais il conserva le droit de présentation. De plus, il continua à délivrer les commissions des officiers subalternes, à apposer son visa aux ordres royaux concernant les troupes suisses, à transmettre les mémoires et remontrances de ses subordonnés.

Une dernière prérogative, et des plus curieuses, était accordée aux troupes suisses, au point de vue de la juridiction : la justice était rendue dans chacun des corps par des magistrats de leur nation. A l'origine, chaque compagnie avait un officier judiciaire ; et plus tard, les régiments eurent chacun leur juge général, ou grand juge assisté de conseillers de justice, de prévôts et d'un exécuteur des arrêts. Sauf certains délits particulièrement graves, pour lesquels la justice royale pouvait réclamer le coupable, ce tribunal était compétent pour tous les crimes ou délits commis par un militaire du régiment, même contre un Français.

Grâce à ces privilèges et à ces dispositions rigoureuses, les régiments suisses conservèrent mieux que les autres leur caractère étranger. Il faut dire aussi qu'ils furent toujours soigneusement séparés des troupes françaises, puisque l'on reconnut même aux officiers suisses le droit de tirer des autres troupes les soldats de leur nation qu'ils y rencontraient. Une ordonnance du 5 avril 1674 déclare que s'il se trouve dans les régiments suisses quelques soldats français, le capitaine est tenu de les remettre au premier capitaine français qui les lui demandera, sans que ce capitaine soit tenu de rien payer au capitaine suisse ; mais si un capitaine suisse trouve un soldat suisse dans un régiment français, il est en droit de le reprendre en donnant 22 livres au capitaine français.

La même préoccupation se retrouve dans l'ordonnance du 1^{er} décembre 1696 qui fit sortir des troupes suisses tous les soldats de nationalité autre que Suisses, Allemands, Polonais, Liégeois ou Danois. Au XVIII^e siècle, plusieurs ordonnances furent rendues dans le même sens, et tentèrent de rendre leur caractère primitif aux troupes suisses, et aux autres troupes étrangères dont la composition était encore plus mêlée. En effet, ces troupes qui se réduisaient, à la fin de la monarchie, aux régiments allemands irlandais et liégeois, ne servaient plus depuis longtemps en vertu de capitulations, mais comme troupes étrangères recrutées en France par enrôlement individuel. Aussi, y voyait-on non seulement des soldats originaires de nations très diverses, mais aussi une grande quantité de Français. Il n'en est pas moins vrai qu'avant cette décadence, un grand nombre de corps étrangers servirent dans l'armée française avec une organisation plus ou moins semblable à celle que nous avons décrite pour les troupes suisses. Ces corps représentèrent même des fractions importantes, puisqu'il exista des charges de colonels-généraux pour les troupes italiennes, corses, allemandes, écossaises, anglaises et polonaises.

Nous allons suivre à travers les différentes époques de l'Histoire de France, les applications des modes de recrutement que nous venons d'examiner; nous en rechercherons les causes, et nous étudierons les trans-

formations successives qui ont abouti à l'état de choses actuellement existant. L'ancien régime nous montrera le recrutement étranger largement pratiqué par les rois de France et fort utile à nombre d'entre eux, mais déjà critiqué par beaucoup d'historiens et d'hommes de guerre. Avec la Révolution, nous verrons les tendances hostiles s'accroître sous l'influence des idées nouvelles et aboutir à des résultats importants mais peu durables. L'Empire nous fera assister à une nouvelle éclosion de régiments étrangers et la Restauration, après un retour aux anciens usages, les abandonnera définitivement pour consacrer le principe de l'armée nationale tel qu'il se trouve aujourd'hui dans nos lois de recrutement.

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN RÉGIME

PREMIÈRE SECTION

LES FAITS

Les rois de France de la première race ne semblent pas avoir soudoyé de troupes étrangères. Clovis était entré en Gaule avec une armée formidable, et, les Francs qui passèrent le Rhin à sa suite étant tous guerriers, il n'eut pas besoin d'autres troupes. Quelques historiens rapportent que, quarante-trois ans après sa mort, l'armée des Francs avec laquelle Bucelin franchit les Alpes pour marcher contre Narsès, général de l'empereur Justinien, comprenait des Allemands et des Italiens. Mais ces étrangers étaient sans doute des alliés indépendants qui s'étaient joints à l'armée des Francs, et n'étaient point à leur solde. Sous Clovis I^{er}, les Gaulois et les peuples soumis à l'empire français commencèrent à figurer dans les armées en cas de guerre, mais il n'y eut pas de véritables enrô-

lements de troupes étrangères. Suivant d'autres auteurs, Charles le Gros aurait institué, en 886, une garde pour sa personne et y aurait fait entrer vingt-quatre Écossais en reconnaissance de la fidélité de leur nation depuis l'alliance conclue entre la France et l'Écosse, au cours du siècle précédent. Mais ces suppositions ne sont pas vérifiées, et s'il y eut quelques faits isolés, l'exemple n'en fut pas suivi. Ce fut seulement sous la troisième race que les troupes étrangères commencèrent à servir en qualité d'auxiliaires. Tout d'abord, il s'en trouva un grand nombre parmi les aventuriers dont les bandes irrégulières et pillardes constituèrent longtemps la force principale de l'armée royale. Il s'y trouvait une certaine quantité de Français mêlés à un grand nombre d'étrangers de toutes nations, qui s'unissaient pour combattre ou piller sous un chef de leur choix. Le nom de troupes étrangères ne peut donc leur être exactement appliqué ; nous le réserverons aux corps recrutés uniquement d'étrangers, et principalement aux troupes réglées que les souverains étrangers envoyaient aux rois de France, pour servir dans leurs armées, en vertu de capitulations ou traités d'alliance.

I. — LES AVENTURIERS

Dans les principes de la féodalité pure, le vassal devait le service militaire à celui dont il tenait son

fief, mais il ne pouvait prétendre à aucune récompense, sauf la part du butin que le roi ou le seigneur voulait bien lui accorder après la victoire. Cependant, dès le ix^e siècle, les seigneurs commencèrent à joindre à leurs vassaux des troupes soldées ; ce furent d'abord des vassaux des seigneurs voisins enrôlés moyennant une solde ou plus souvent un fief de soudée, c'est-à-dire une rente viagère ou perpétuelle accordée à titre de fief. Au x^e siècle, des bandes se formèrent sous le commandement de chefs audacieux qui réunissaient sous leurs ordres un certain nombre d'hommes courageux, et vendaient leurs services à ceux qui avaient besoin de troupes ; ce furent les premiers aventuriers. Cet usage se généralisa bientôt. Au xii^e siècle, les grands feudataires avaient souvent recours à des bandes soldées qui se recrutaient aussi bien d'étrangers que de Français ; les noms de Brabançons, Cotereaux, Navarrais qu'on leur donna indiquent clairement leur composition en grande partie étrangère. Louis VI le Gros, en accordant aux villes le droit de lever et d'entretenir des milices communales, pour réprimer l'insolence et le brigandage des gentilshommes, favorisa sans le vouloir le développement de ces bandes ou routes. En effet, les compagnies ainsi créées ne tardèrent pas à user de représailles et se mirent à ravager et piller les campagnes. La licence qui régnait dans ces corps, et l'impunité dont ils jouissaient y attirèrent une foule de

gens qui virent dans le métier des armes ainsi pratiqué, une précieuse occasion de satisfaire leurs vices. Aussi, après le départ de Louis VII à la première Croisade, on vit se former sur plusieurs points du royaume des bandes considérables de brigands, auxquels se mêlèrent bientôt celles qui revinrent de l'expédition en Terre sainte, ramenant avec elles une foule d'étrangers coureurs d'aventures. Ces bandits passèrent bientôt à la solde des rois de France et d'Angleterre. Henri II d'Angleterre s'en servit le premier pour combattre ses sujets révoltés et ses fils ligués contre lui avec Louis VII. Celui-ci, pour les lui soustraire, en prit vingt mille à son service; mais il y renonça bientôt, et conclut, en 1165, avec l'empereur d'Allemagne Frédéric Barberousse, qu'il rencontra à Vaucouleurs, un traité par lequel les deux souverains s'engageaient, ainsi qu'un grand nombre de barons et de prélats, à ne plus prendre de Brabançons à leur service. Les routiers licenciés se répandirent à travers la France et y exercèrent leurs ravages que Louis VII, n'ayant pu les payer, fut contraint d'autoriser. Leurs excès devinrent tels qu'une armée fut envoyée contre eux, et les défit près de Brives, en 1177; mais les bandes ne tardèrent pas à se reformer, et recommencèrent bientôt leurs ravages.

Sous le règne de Philippe-Auguste, les routiers commencèrent à jouer un rôle important dans les expéditions militaires. Désireux d'assurer son indé-

pendance vis-à-vis de ses vassaux, dans les guerres qu'il méditait, le roi, par de sages économies, amassa, en quelques années, de grosses sommes d'argent et s'en servit ensuite pour soudoyer des aventuriers, qu'il introduisit dans la milice des communes. Ce premier essai fut de courte durée, car, à Bouvines, les routiers combattaient contre la France, sous la conduite du chevalier de Boves, allié du comte de Flandre. Philippe-Auguste fut même obligé d'envoyer contre eux une armée qui les écrasa. Bien que plus de 7.000 hommes aient trouvé la mort en cette occasion, les bandes se reconstituèrent rapidement et, quelques années après, elles entraient en grand nombre dans les armées française et anglaise. Ce fut l'époque des fameux capitaines Lupicaire, qui servait le roi d'Angleterre, et Cadoc qui, d'après un poème du temps (1), recevait journallement du roi de France mille livres de paie pour lui et ses gens. Ce chiffre est peut-être exagéré, mais il est la preuve que ce fameux routier entretenait un corps très nombreux et touchait des sommes considérables.

Sous la discipline sévère à laquelle ils étaient astreints et grâce à la solde élevée qu'ils recevaient, les mœurs des routiers s'améliorèrent à cette époque, mais au cours du règne suivant, la guerre des Albigeois, auxquels ils se mêlèrent, fut une nouvelle occa-

1. Poème de Guillaume Le Breton en l'honneur de Philippe-Auguste, intitulé *Philippide*.

sion de ravages et de violences. Le traité de Meaux qui termina cette guerre décréta leur suppression. Pendant la minorité de Louis IX, les débris de ces bandes furent poursuivis impitoyablement. Les villes du Midi s'associèrent pour les détruire, et ce but semble avoir été atteint, car, au milieu du ^{xiii}e siècle, il n'en était plus question. Cependant, les routiers ne furent pas entièrement détruits. Ils se transformèrent et s'épurèrent au contact des troupes seigneuriales et des milices communales. Les compagnies soldées continuèrent à exister, mais elles se recrutèrent plutôt de chevaliers, qui, suivant un système pratiqué jusqu'au milieu du ^{xiv}e siècle, traitaient directement avec le roi pour eux et un ou deux écuyers, et parfois quelques-uns de leurs vassaux.

En 1351, le roi Jean décida que les chevaliers et autres combattants seraient mis par grosses routes, c'est-à-dire en troupes de trente à quatre-vingts chevaliers environ. La guerre de Cent ans qui épuisait l'armée féodale, obligea le roi à élargir le recrutement de ces troupes soldées, qui devinrent les Grandes Compagnies. Un chef hardi, qui était souvent un noble, rassemblait un certain nombre d'hommes courageux, nobles pour la plupart, mais d'origines diverses, et vendait ses services à qui en offrait le meilleur prix. Ainsi, nous nous retrouvons en présence d'aventuriers, recrutés au hasard, sans dis-

tion de nationalité. Dès le début de son règne, Jean le Bon s'en servit contre le Prince Noir, mais après la bataille de Poitiers, ces bandes, ne recevant plus de paie, se mirent à rançonner le pays. Sous la conduite de chefs éprouvés, et tout en conservant leur organisation intérieure, les Grandes Compagnies commencèrent à semer la terreur dans toute la France. Pendant la captivité du roi, 16.000 Brabançons se jetèrent dans le Lyonnais et le Beaujolais. Jacques de Bourbon, connétable de France, marcha contre eux et leur livra bataille; mais il fut tué ainsi que son fils, dans le combat, et son armée fut mise en déroute par les aventuriers qui menacèrent Avignon. Sur les instances du pape, le marquis de Montferrat traita avec ces pillards pour 60.000 florins, et les emmena en Italie.

Beaucoup étaient restés en France. En 1366, Bertrand du Guesclin les conduisit en Castille combattre Pierre le Cruel. Lorsqu'il eut remplacé sur le trône Henri de Transtamare, il licencia ses troupes qui rentrèrent en France. Le Prince Noir les ramena à son tour en Espagne et après la victoire de Navarrette, elles repassèrent la frontière et dévastèrent la Bourgogne et la Champagne.

Après un essai infructueux pour les envoyer en Alsace, Charles V trouva dans la guerre avec l'Angleterre, l'occasion de délivrer la France des Grandes Compagnies en les joignant à son armée pour la con-

quête de la Guyenne. Elles servirent encore dans les armées royales, sous les règnes de Charles VI et Charles VII qui virent l'apogée des Grandes Compagnies. Ces bandes conservaient, même au service du roi, leurs habitudes de pillage, et comme on les licenciait dès qu'on n'en avait plus besoin, elles étaient alors livrées à elles-mêmes et les désordres étaient d'autant plus terribles que l'irrégularité du paiement de la solde obligeait à fermer les yeux sur leurs brigandages. Pendant les guerres d'Italie, les aventuriers servirent en grand nombre et firent merveille. Mais sous François I^{er} leurs excès devinrent tels que la répression s'imposa. L'audace des aventuriers ne connaissait plus de bornes ; réunis en grosses bandes et compagnies, ils rançonnaient le pays et non contents de s'emparer des châteaux forts qui ne pouvaient leur résister, ils avaient osé attaquer et forcer des villes fermées, où ils avaient exercé les plus horribles cruautés. Aussi, dans une ordonnance du 25 septembre 1523 (1), le roi les déclarait ennemis de l'État, et, « résolu à les exterminer, il les abandonnait à quiconque pourrait les prendre pour les tuer impunément, partout où ils se trouveraient. » Les bourgeois d'Autun furent, si l'on en croit le président de Chassigne (2), les premiers qui osèrent

1. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XII, p. 216.

2. Chasaneus, *Catalogus gloriæ mundi*, V. P. Daniel, *Histoire de la milice française*, t. I, p. 264.

exécuter cette ordonnance. Ils levèrent des milices pour marcher contre les aventuriers, les battirent, et en prirent plusieurs qu'ils firent pendre. Un grand nombre de villes suivirent cet exemple et arrivèrent ainsi à purger leur territoire de ces brigands. Après la bataille de Pavie, les désordres recommencèrent. La captivité du roi, l'irruption de Charles-Quint dans la Provence permirent aux aventuriers de se rassembler et d'exercer à nouveau leurs ravages, De nouvelles ordonnances furent rendues par François I^{er} en 1537 et 1543 dans le même sens que la précédente (1). L'année suivante, un édit réglementa les levées d'aventuriers, car le roi, tout en les condamnant, continuait à s'en servir, pour les besoins de ses expéditions. Sous Henri II, les désordres semblèrent cesser mais ils furent bientôt ranimés par les guerres de Religion. Pendant cette période, il ne fut point de gentilhomme qui ne se crût en droit de lever des troupes, et comme ces soldats n'étaient guère payés que par les ravages et les pillages qu'ils exerçaient dans le royaume, toute discipline était impossible.

Cependant la fréquence des guerres amena une transformation dans les bandes, qui devinrent peu à peu des troupes permanentes et régulières. Sous Charles IX, les bandes de Piémont et de Picardie avaient déjà pris ce caractère. Elles devaient peu

1. Isambert, t. XII, 26 mai 1537 et 18 juin 1543.

après disparaître complètement, pour faire place aux premiers régiments français.

Il nous faut maintenant rechercher la place qu'ont tenue les étrangers dans les troupes dont nous venons de tracer un rapide historique.

Au ^{xiii} siècle, les routiers furent d'abord recrutés dans la noblesse pauvre et le peuple, mais bientôt, l'attrait d'une vie libre et aventureuse, l'espoir d'une solde élevée, et, à défaut, de brigandages et de rapines, amenèrent dans leurs rangs une foule de gens sans aveu, venus de différents pays et prêts à servir le plus offrant. Ce mélange se trouva grandement favorisé par les Croisades, d'où revenaient des bandes cosmopolites qui se répandaient dans toute l'Europe. Dans son *Histoire de la milice française*, le P. Daniel signale cette diversité dans la composition des anciennes routes. Il affirme que ces troupes, bien que servant principalement l'Angleterre et la France, n'étaient « ni anglaises, ni françaises mais mêlées de diverses nations ». Il ajoute que, d'après des lettres rapportées par Duchesne, il y avait parmi eux beaucoup d'Allemands et de Brabançons (1).

Les Grandes Compagnies furent d'abord recrutées exclusivement parmi la noblesse. Les cadets de famille, les bâtards nobles, très nombreux à cette époque, se trouvant à leur majorité sans patrimoine,

1. P. Daniel, *Histoire de la milice française*, t. I, p. 140-142.

s'y engagèrent en foule. Mais dès le début, les étrangers y furent accueillis aussi bien que les Français, et dans la suite on se préoccupa de moins en moins de l'origine pour ne considérer que la bravoure et l'audace. Beaucoup de seigneurs anglais, ruinés par la guerre, servirent dans les bandes françaises. Les compagnies que du Guesclin conduisit en Espagne étaient pour la plupart composées d'Anglais et de Gascons ; aussi, passèrent-elles avec la plus grande facilité du service du roi de France à celui du Prince Noir. *La Chronique manuscrite de Bertrand du Guesclin*, citée par Ducange et le P. Daniel (1), est fort instructive à ce sujet ; elle nous rapporte qu'on y voyait :

« Gent de maint pays et de mainte nation.
L'un Anglois, l'autre Escot, si on avait maint Breton,
Hannuyers et Normants y avaient à foison... »

Brantôme, dans son *Discours sur les colonels*, raconte qu'on les appelait aussi « aventuriers de guerre tirés de delà les monts », d'où l'on peut encore conclure qu'une partie venait de l'étranger. Rien d'étonnant d'ailleurs à ce mélange, si l'on se souvient que ces mercenaires passaient successivement à la solde de diverses puissances ; ils s'augmentaient à mesure d'unités recrutées dans tous les pays. Les aventuriers étaient même souvent commandés par des étrangers, tels Rodrigue de Villandrando et Tristan de

1. *Ibid.*, p. 143.

Salazar qui commandèrent dans le Midi des routiers espagnols à la solde de Charles VII. Signalons encore qu'un auteur du temps désigne les aventuriers par cette appellation : *Filii Belial, guerratores de variis nationibus, non habentes titulum...* D'ailleurs, quelques-uns des noms divers qu'on leur donna révèlent aussi leur caractère cosmopolite : Aragonais, Basques, Brabançons, Comtois, Lansquenets... mais la plupart des appellations sous lesquelles on les désigna leur vinrent de leur excès et de leur détestable réputation ; les plus usuelles étaient celles-ci : bandits, barbutés, brigands, cantatours, cotereaux, malandrins, marauds, millediables, fendeurs, écorcheurs, laquais, lances vertes, rustres, tard-venus, tondeurs et varlets. Les chroniques des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles sont pleines de récits des crimes monstrueux commis par les aventuriers, et des souffrances qu'ils infligèrent aux habitants des campagnes.

Devant ce tableau, on se demande comment de telles troupes ont été si longtemps mêlées aux armées. C'est que, d'abord, les guerres si fréquentes à cette époque exigeaient un nombre de soldats que les troupes régulières étaient impuissantes à fournir ; les rois se trouvaient dans l'obligation de prendre des soutiens là où ils en trouvaient. D'autre part, les aventuriers étaient devenus puissants, leur nombre augmentait sans cesse, et le seul moyen d'en délivrer le pays était de les enrôler dans les armées où la discipline les contenait quelque

peu. Mais la solde n'étant pas payée régulièrement, les bandes se rattrapaient par le pillage, et une fois licenciées, elles continuaient leurs ravages.

Ce n'est donc que par nécessité, dans l'impuissance où ils se trouvaient d'alimenter leurs armées, que les rois de France employèrent les aventuriers. Ils en ressentirent tous les inconvénients et firent tous leurs efforts pour en délivrer le pays.

Dès le ^{xiv}^e siècle, de nombreuses ordonnances dirigées contre les Grandes Compagnies tentèrent de réprimer leurs excès et leurs incursions et même de leur défendre de se réunir sans l'aveu du roi (1). Les ordonnances du 29 avril 1407 (2) et du 25 mai 1413 (3) permirent aux habitants de s'assembler pour s'opposer aux excès commis par les compagnies ou troupes sans aveu, et de leur résister par la force. Le texte de l'ordonnance de 1523 (4) marque bien que si François I^{er} se servit de ces bandes, c'est qu'il y fut contraint par les grandes guerres qu'il eut à soutenir. « Et par lesdites longues guerres, dit-il, se sont levés quelques aventuriers, gens vagabonds, oiseux, perdus, méchants flagitieux, abandonnez à tous vices, larrons, meurtriers, rupteurs et violeurs de femmes et de filles, blasphémateurs et renieurs de Dieu, cruels, inhu-

1. Voir ordonnance, 19 juillet 1367. — Isambert, t. V, p. 270 et ord. 23 mai 1388, t. VI, p. 627.

2. Isambert, t. VII, p. 142.

3. Ordonnance cabochienne, § 250. — Isambert, t. VII, p. 380.

4. V. plus haut, p. 24.

mains, immiséricordieux qui font de vice vertu et sont précipitez en l'abîme de tous maux, loups ravissans, faits pour nuire à chacun et qui ne veulent et ne savent nul bien ne service faire, lesquels sont coutumiers de manger et dévorer le peuple, le dénuer et dépouiller de tout son bien, perdre, gâter et dissiper tout ce qu'ils trouvent, battre, mutiler et chasser et mettre le bon homme hors sa maison, tuer meurtrir et tyranniser nos pauvres sujets, et leur faire plus d'opresse, de violence et cruauté que nuls ennemis, fussent-ils Turcs ou infidèles ne voudraient faire ne penser... » Ce jugement sévère n'empêcha pas François I^{er} de continuer à les employer. Mais il réglementa les levées qui ne durent plus se faire qu'avec sa permission. Jusque-là il arrivait souvent qu'un gentilhomme ou officier qui avait servi prit sans commission le titre de capitaine; il levait alors des compagnies de vagabonds et de scélérats et se joignait avec eux à l'armée. François I^{er} décida qu'aucune levée ne pourrait se faire sans commission délivrée par le général des aventuriers, signée de sa main et scellée de son scel.

Ces réglementations ne semblent pas avoir produit des résultats appréciables. Les excès des aventuriers ne devaient disparaître qu'avec eux. Ils tenaient au caractère même de ces troupes, à leur recrutement, à leur composition. Cependant il ne faudrait pas chercher la cause de ces désordres dans le grand

nombre d'étrangers qui servaient dans les bandes les Français y furent souvent en majorité et se comportèrent de la même façon. Les uns comme les autres étaient des scélérats et des bandits qui ne connaissaient ni loi ni patrie.

Les aventuriers ne peuvent donc être considérés comme des troupes étrangères, mais comme des bandes sans nationalité auxquelles les rois eurent recours par force, dans leur impuissance à se procurer des soldats en nombre suffisant. D'ailleurs, leurs services furent parfois fort utiles ; leur audace et leurs violences devenaient des qualités à la guerre ; aussi se battirent-ils souvent avec une bravoure peu commune et l'armée française leur fut-elle redevable d'une bonne partie de ses succès.

II. — LES TROUPES ÉTRANGÈRES

Les troupes étrangères n'apparurent réellement, dans l'armée française, qu'au début du ^{xiv}^e siècle. Jusque-là le régime féodal qui florissait non seulement en France, mais encore dans les pays voisins tels que l'Angleterre, l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie s'opposait à toute convention de ce genre. Les princes ne pouvaient guère disposer que des troupes que leur amenaient leurs vassaux, en vertu de l'obligation attachée aux fiefs ; et il leur était évidemment impos-

sible de les envoyer hors de leur pays, au service d'un autre souverain. De plus, il eût fallu soudoyer ces étrangers, et la Couronne n'avait pas alors de revenus suffisants pour subvenir à cette dépense. Nous avons vu que les rois pouvaient à peine payer les routiers qu'ils employaient alors, et que Philippe-Auguste dut, dans ce but, réduire ses dépenses et pratiquer une stricte économie. Enfin nos rois, à cette époque, songeaient plus à affermir leur trône à l'intérieur qu'à faire des conquêtes à l'extérieur. Aussi les alliances avec les puissances voisines étaient-elles rares, et les traités ayant pour but des secours en troupes à peu près impossibles. Si des corps de combattants étrangers se joignirent parfois aux armées nationales, ce fut de leur plein gré, sans qu'ils fussent à la solde du pays qu'ils servaient; tels furent les Français qui, sous Philippe I^{er}, firent quelques expéditions en Espagne contre les Sarrasins. Cependant quelques corps étrangers entrèrent dès les XII^e et XIII^e siècles dans les armées françaises. Philippe-Auguste paraît y avoir recouru le premier en enrôlant un corps nombreux d'arbalétriers génois. Saint Louis, d'après certains documents, s'entoura d'une garde de gentilshommes écossais. Philippe le Hardi soudoya des reîtres et des lansquenets allemands. Mais ce fut seulement sous Philippe le Bel, et surtout sous Philippe de Valois que l'usage des troupes étrangères s'établit définitivement. Philippe le Bel conclut

des traités en ce sens avec Jean de Bailleul, roi d'Écosse, et Erick roi de Norvège ; mais il ne semble pas qu'ils aient été suivis d'exécution. Au contraire, plusieurs princes allemands, et notamment Albert duc d'Autriche, reçurent des pensions du roi de France, à condition de « lui faire service dans les guerres qu'il aurait contre ses ennemis. » Ces pensions leur étaient données à titre de fief, et ils étaient tenus de faire hommage lige au roi. Outre des engagements semblables de Humbert, dauphin de Vienne, de Hugues de Longwy et Jacques de Châtillon, il faut signaler un traité fort curieux conclu par Philippe le Bel, non pas avec le roi de Castille, mais avec quelques villes de ce royaume, ainsi que les communes de Fontarabie et Saint-Sébastien, qui s'engagèrent à lui fournir des troupes quand il en aurait besoin.

Le nombre des corps étrangers s'accrut dans de notables proportions sous le règne de Philippe de Valois. Un traité conclu en 1337 obligea Henri, comte palatin du Rhin et duc de Bavière, à fournir ses services au roi de France, avec 300 chevaux, moyennant une somme de 5.600 florins (1). Le duc de Bavière s'engageait en outre à ne jamais faire la guerre au roi Philippe ni à ses enfants sous quelque prétexte que ce soit, et le roi Jean de Bohême se constituait fidéjusseur de cette promesse. Ce même

1. P. Daniel, *Histoire de la milice française*, t. I, p. 147.

roi de Bohême servit aussi la France, car il combattit avec ses troupes à la bataille de Crécy ; l'Histoire a conservé le récit de la mort héroïque de ce vieux roi aveugle qui fit attacher la bride de son cheval à celles de ses gentilshommes et se jeta avec eux dans la mêlée. L'infanterie française comprenait encore à cette bataille, outre les 1.500 arbalétriers génois, des troupes espagnoles. En effet, Philippe de Valois avait conclu avec Alphonse XI de Castille un traité solennel par lequel celui-ci s'engageait, ainsi que ses successeurs, à fournir à la France des troupes et des vaisseaux.

A partir de ce moment les troupes étrangères se multiplièrent rapidement. En passant en revue les étrangers qui servirent la France depuis cette époque jusqu'à la Révolution, nous allons voir presque toutes les nations de l'Europe figurer dans l'armée française.

I. — *Suisses*

Bien que les Suisses n'aient pas été chronologiquement les premiers étrangers admis au service de la France, il convient d'en parler d'abord, car ils furent, à n'en pas douter, ceux qui servirent le mieux et le plus longtemps. En 1444, Louis XI, encore Dauphin, éprouva le courage et la tactique des Suisses en se battant contre eux. A Saint-Jacques 6.000 hommes

se firent tuer plutôt que de fuir. « Jamais, disait le prince au soir du combat, je n'ai eu à lutter contre de plus fermes ennemis. » Touché de cet héroïsme, le Dauphin signa avec les vaincus, à Ensishheim, le 28 octobre 1444, un traité d'amitié réciproque et de libre commerce. Renouvelé en 1463, ce traité fut violé par les Suisses qui entrèrent dans la Ligue du bien public, dirigée contre Louis XI par les princes et seigneurs, et firent à cette occasion, au nombre de 500, leurs premières armes en France. Louis XI sut néanmoins les détacher de la coalition et conclut avec la Suisse une alliance défensive en 1475. Les Cantons, moyennant une somme annuelle de 20.000 francs, et l'octroi à leurs nationaux des franchises, immunités et privilèges dont jouissaient les sujets du roi, permettaient au roi de France de lever des soldats en Suisse quand il s'en ferait besoin. Ils s'engageaient à fournir, s'ils n'étaient eux-mêmes en guerre, tel nombre d'hommes d'armes qu'ils jugeraient convenable. C'est alors que les victoires des Suisses sur Charles le Téméraire les rendirent tout à coup célèbres; les journées de Granson et de Morat en firent, aux yeux de l'Europe entière, la première infanterie du monde, et montrèrent à Louis XI où il trouverait de bons soldats. Celui-ci, usant du droit que lui conférait le traité de 1475, convoqua, en 1480, 6.000 Suisses, qui conduits par Guillaume de Diesbach au camp du Pont-de-l'Arche, furent chargés

d'instruire 10.000 Français qui venaient d'être levés par enrôlement volontaire. Congédiés à la suite d'une trêve, les Suisses furent rappelés sous la régence d'Anne de Beaujeu qui, en 1484, conclut avec eux un nouveau traité. Chacun des deux pays s'engageait à refuser tout secours aux ennemis de l'autre et à laisser libre circulation aux nationaux de son allié ; et le roi « très Chrétien » s'interdisait de lever pour ses guerres plus d'hommes que ne lui en accorderaient les Cantons et d'en enrôler par fraude ou en usant de l'intermédiaire d'agents clandestins. Cette clause n'empêcha pas Charles VIII d'user largement des enrôlements secrets dans sa lutte contre l'empereur Maximilien ; en février et mars 1490, les capitaines Stephan Schaller et Christian Brander recrutaient, pour le compte de la France, 2.000 hommes dans la Suisse centrale, malgré les protestations des Diètes. La paix faite avec l'Autriche, Charles VIII porta ses armes en Italie où les Suisses figurèrent dans son armée pour une part importante ; on y comptait plus de 25.000 hommes qui étaient, au dire de Commines, « l'esperance de l'ost. » Louis XII n'en garda à son service que 9.000 engagés pour dix ans. En 1509, devant son refus d'augmenter la somme payée annuellement à la Confédération des Ligues Grises, les Suisses se tournèrent contre la France. François I^{er} les écrasa à Marignan, mais il montra tant de générosité dans sa victoire qu'il se concilia les sympathies des Cantons

qui signèrent la paix en 1616. Un nouveau traité d'alliance fut conclu en 1521 qui permettait au roi de France de faire des levées de troupes suisses de 6.000 à 16.000 hommes, et même au-dessus de ce chiffre, s'il se mettait lui-même à la tête de l'armée (1). Ce traité resserra définitivement les liens entre la France et la Suisse, dont l'entente devait se maintenir jusqu'en 1792.

De nouvelles capitulations, signées par Henri II, le 7 juin 1549 et le 2 juin 1553, portèrent à 12.000 hommes le nombre des mercenaires suisses ; la seconde contenait capitulation générale de toutes les troupes suisses au service royal.

Durant les guerres de Religion, la monarchie trouva dans les Suisses ses plus fermes soutiens. Charles IX et Henri III surent se conserver l'alliance des Cantons dont ils obtinrent à plusieurs reprises des levées importantes. Sous Henri IV, de nombreux régiments suisses figuraient encore dans l'armée ; ils furent congédiés à la paix de Vervins, à l'exception des Cent-Suisses, mais quatre ans plus tard, en 1602, le roi traita avec les Cantons pour toute la durée de son règne et de celui de son successeur. La fin du règne de Henri IV ne fut qu'une longue suite d'étroites relations avec les Suisses, dont les historiens considèrent cette période et celle de la Régence, comme l'âge

1. Cette restriction fut supprimée en 1658.

d'or de leur alliance avec la monarchie d'Occident, qui les comblait d'honneurs et de privilèges.

Ce fut sous Louis XIII qu'un régiment de troupes helvétiques fut, pour la première fois admis d'une façon permanente au service de la France : ce fut le régiment des gardes suisses, que le roi attacha à sa personne en 1616.

Louis XIII leva de nombreux régiments suisses, notamment ceux de Fugly et de Salis, de Brugger et de Schawestein. Les Cantons fournirent encore trois régiments pour l'expédition de la Valteline, et Richelieu obtint, en 1639, neuf autres régiments, de sorte qu'à la fin du règne de Louis XIII, on comptait dans les armées françaises plus de 20.000 hommes de nationalité helvétique.

A l'expiration des capitulations, Louis XIV s'empressa de les renouveler, et attacha, d'une façon permanente, à ses armées un certain nombre de régiments suisses. En vertu des capitulations du 14 août 1671, les quatre régiments d'Erlach, de Pierre Stuppa, de Salis-Zizers et de Pfiffer de Wyher prirent rang dans l'armée le 17 février 1672, à la suite des corps surpiéd. D'autres régiments furent successivement créés suivant les besoins : Greder en 1673, Stuppa jeune en 1677, Salis en 1689, Monnin, Courten, Oberkampf en 1690. Cette époque est celle où la France employa le plus grand nombre de Suisses ; avant le traité de Ryswick, on en comptait 32.000. A la mort de Louis XIV, il y

en avait encore 19.000 en 10 régiments. Ils continuèrent à servir pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI, pendant lesquels de nouveaux régiments vinrent s'ajouter aux précédents : le régiment de Karrer, créé en 1719 pour le service des colonies, et licencié en 1763, le régiment Grison de Travers levé en 1734 enfin ceux de Lochmann en 1752 et d'Eptingen offert à Louis XV en 1758 par le prince-évêque de Bâle.

En 1789, sur les 23 régiments étrangers qui servaient dans l'infanterie française, on comptait 11 régiments suisses, sans compter la compagnie des Cent-Suisses et le régiment des gardes suisses qui figuraient dans la maison militaire du roi.

Créée en 1496 et 1497, par deux ordonnances de Charles VIII qui en fit sa garde ordinaire, la compagnie des Cent-Suisses était plutôt un corps de parade ; elle eut cependant un rôle militaire, car en cas de guerre, elle marchait avec le régiment des gardes suisses dont elle formait la première compagnie. La charge de capitaine des Cent-Suisses était considérable et très recherchée, car cet officier jouissait des mêmes prérogatives que les capitaines des gardes du corps. A l'origine, le lieutenant était Suisse ; la fonction fut ensuite dédoublée et partagée entre un Français et un Suisse.

Le régiment des Gardes suisses avait été formé par Louis XIII à Tours, en réunissant le régiment de Galatti aux trois compagnies suisses que déjà Henri IV

avait attachées, en 1580, à la garde royale. Ce régiment qui monta sa première garde devant le logis du roi, le 12 mars 1616, eut le premier rang parmi les régiments suisses et chaque compagnie en fut affectée à un Canton particulier où les officiers pouvaient lever des recrues. Il combattit souvent dans les campagnes des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles et son dévouement à la royauté s'affirma d'une façon éclatante jusqu'aux derniers jours de la monarchie.

II. — *Anglais, Écossais, Irlandais*

Quelques vieux auteurs Écossais affirment que Charles le Gros institua, vers l'an 886, une garde de 24 Écossais pour être nuit et jour auprès de sa personne, et qu'il choisit des gentilshommes de cette nation pour la fidélité qu'ils avaient montrée à la France depuis l'alliance des deux pays. D'après une plainte manuscrite adressée à Louis XIII et intitulée « Remontrances des Écossais », saint Louis aurait pareillement confié à 24 gentilshommes Écossais la garde de son corps, lors de son voyage en Terre sainte.

Ces faits ne paraissent pas solidement établis ; le P. Daniel en conteste l'authenticité (1) ; d'après lui, Charles V mit peut-être quelques Écossais dans ses

1. P. Daniel, *Hist. de la milice française*, t. II, p. 117.

gardes, mais c'est à Charles VII qu'il attribue la création définitive des gardes écossaises en reconnaissance de l'appui que lui apportèrent les Écossais pour la conquête de son trône. En effet, au cours de sa lutte contre les Anglais, il avait eu à son service 7.000 Écossais qui, sous la conduite de Jean Stuart, comte de Boncan et de Douglas, remportèrent, en 1521, une victoire près de Baugé-en-Aryon, sur l'armée d'Angleterre. Charles VII accorda au vainqueur le titre de connétable, et quelques années après, créa la compagnie des gens d'armes écossais. Enfin, pour bien marquer son estime et sa confiance à la nation qui l'avait si bien servi, il fit choix d'un certain nombre d'Écossais d'une valeur et d'une fidélité reconnues, et s'en composa une garde. Ce fut la première des quatre compagnies des gardes du corps, car les trois compagnies de gardes françaises ne furent créées que postérieurement, sous Charles VII, Louis XI et François I^{er}. Aussi, la compagnie écossaise eut-elle toujours le premier rang et les privilèges les plus considérables (1). A l'origine les gentils-

1. Ces privilèges étaient, d'après la remontrance des Écossais : « La garde des clefs du logis du roi au soir ; la garde du chœur de l'église ; la garde des bateaux quand le roi passe des rivières ; l'honneur de garder la crépine de soye blanche à leurs armes, qui est la couleur couronnale en France ; les clefs de toutes les villes où le roi fait son entrée, données à leur capitaine en quartier ou hors de quartier ; le privilège qu'il a, étant hors de quartier, aux cérémonies comme aux sacres, mariages, et funérailles des rois, baptêmes et mariages de leurs enfants de se mettre en charge ; la robe du sacro qui lui appartient ; et que cette compagnie par la mort ou le changement de capitaine ne change jamais de rang comme font les autres compagnies... »

hommes écossais y entrèrent seuls, mais cette composition première ne se conserva pas. La charge de capitaine fut bientôt donnée à des gentilshommes originaires d'Écosse, mais Français de nationalité. Tels furent Jacques et Gabriel de Lorge, comtes de Montgomery, qui se disaient issus des comtes d'Egland, maison d'Écosse, et qui exercèrent cette fonction, l'un sous François I^{er}, l'autre sous Henri II. Le second, à la mort d'Henri II dont il fut le meurtrier involontaire au tournoi de la place des Tournelles, fut dépossédé de sa charge qui fut donnée et resta toujours dans la suite à un gentilhomme français. La transformation de la compagnie s'accomplit principalement sous François II, Charles IX, Henri III et Henri IV. Le mariage de François II avec Marie Stuart eût pu, sans doute, favoriser le maintien des anciennes règles, mais la mort prématurée de ce prince et le retour de la reine d'Écosse dans ses États détournèrent l'attention de ce sujet, et les remontrances des ambassadeurs d'Écosse restèrent sans effet. L'introduction du protestantisme en Écosse contribua aussi à indisposer la cour de France à l'égard de cette nation et l'habitude se fit jour de remplacer les gardes qui moururent ou se retirèrent par des Français catholiques. Enfin, la réunion des trois couronnes sur la tête de Jacques I^{er} entraînant la confusion des intérêts écossais et anglais, contribua à ébranler fortement l'amitié de la France et de l'Écosse. Cependant, Henri IV confirma les privilèges de la

compagnie des gardes, qui comptait encore, sous son règne et même sous celui de Louis XIII, un certain nombre d'officiers et de gardes écossais, puisque la plainte de 1616 fut faite en leur nom. Le lieutenant était resté Écossais. Louis XIV voulut qu'il y eut deux lieutenants, l'un Écossais, l'autre Français, qui exerçaient leur charge alternativement, par six semaines. Bientôt, les deux lieutenants devinrent Français, mais l'un conserva quelque temps le titre de lieutenant écossais. Sous Louis XV, on ne trouvait plus que des Français dans les gardes du corps ; la compagnie écossaise negarda de son origine que son nom et quelques anciens usages, tel celui qui consistait à répondre à l'appel du guet par le mot « Hamir » (1) qui fut conservé.

En dehors de la compagnie des gardes, l'armée française reçut d'Outre-Manche une longue suite de corps d'infanterie et de cavalerie. En 1553, quatre enseignes écossaises et deux enseignes anglaises figuraient dans l'armée de Picardie. Le règne de Louis XIII vit se former plusieurs régiments irlandais : Rodrigh en 1615, Coosle en 1635, puis O' Reilly, Lynno, Wall, Blyn et Kiswielm.

Un régiment écossais, levé en 1633 par John Hepburn, connu en France sous le nom du colonel Hebron, éndit de nombreux services jusqu'en 1678, date à

1. Mot corrompu et abrégé de *hhay hamier* qui veut dire, en écossais : Me voilà.

laquelle il fut rappelé en Angleterre. Il avait pris, en 1637, le nom de son nouveau capitaine Jacques, comte de Douglas, et avait été combattre en Angleterre pour Charles II en 1661. Composé de 8 compagnies en partant de France, il revint un an après avec 33 compagnies. Louis XIII demanda encore à l'Écosse, en 1642, un régiment qui eut le titre de régiment des gardes écossaises, et ne doit pas être confondu avec la compagnie écossaise des gardes du corps. Ce ne fut là qu'un titre honorifique ; ce régiment qui fut sans fonction dans la garde du roi servit jusqu'à la paix des Pyrénées après laquelle Louis XIV l'incorpora dans le régiment de Douglas.

Les régiments anglais apparurent en grand nombre sous le règne de Louis XIV. En 1645, Thomas de Rokeby en leva un premier qui fut incorporé, en 1659, dans les régiments des gardes écossaises et de Douglas. En 1647, un nouveau régiment anglais fut levé par le prince Robert de Bavière, neveu de Charles I^{er} d'Angleterre, et versé dans Rokeby un an après. En 1667, le Parlement anglais ayant renvoyé la garde de Charles II, le comte George Hamilton en amena en France une compagnie composée d'Anglais, Écossais et Irlandais catholiques ; Louis XIV en forma une compagnie de gendarmes et s'en fit capitaine. De 1671 à 1678, l'armée s'enrichit encore des régiments de Reynell, Carlisle, Dunkan, Churchill, ce dernier levé par John Churchill qui devint plus tard duc de

Malborough. Le régiment de Royal-Anglais, levé en 1672 par Jacques Fitz-Roy, duc de Monmouth, fils naturel de Charles II d'Angleterre, ne servit que pendant deux ans. En 1691, Richard Talbot passa en France avec le régiment anglais de Limerick, dont il était colonel. En 1698, la réunion des dragons à pied de la reine d'Angleterre et du régiment anglais de Charlemont forma le régiment d'infanterie de Galmoy, qui fut incorporé dans Dillon en 1715.

On voit ensuite apparaître, successivement, en 1650, un régiment anglais de Castelnan ; en 1652, un régiment de Jacques Stuart, duc d'York, le futur Jacques II, qui devint Royal-Irlandais en 1657 ; en 1632, un régiment de Dillon, puis les régiments de Landsford, Klough, Glotz, Campbell, Fleissey, Nuper, Digby, O'Sullivan, Cuttler, Muskry et Preston ; enfin, en 1690, les trois régiments de Mont-Cashel, Dillon et Clare qui furent maintenus jusqu'au XVIII^e siècle.

Citons encore, dans l'infanterie, le régiment d'infanterie irlandaise de la marine, devenu successivement Albermale, Fitz-Gerald et O'Donnel, et réformé en 1715 ; le régiment d'Atlhone qui passa en France en 1691 ; le régiment Dorington formé, en 1698, des anciens régiments des gardes irlandaises et des gardes du roi d'Angleterre ; enfin, Berwick-Étranger formé, en 1702, des déserteurs de l'armée britannique.

Dans la cavalerie, nous relevons une compagnie de cheval-légers anglais de 100 hommes qui servit, en

1672, dans la campagne de Hollande; un régiment de cavalerie anglaise donné, en 1673, au duc de Monmouth, sous le nom de Royal-Anglais; un régiment de Galmoy, formé en 1691, du régiment de cavalerie de la reine d'Angleterre, ces deux derniers licenciés en 1698: enfin, le régiment du roi d'Angleterre qui devint successivement Sheldon, Nugent, Fitz-James.

Sous Louis XV les sujets britanniques qui désiraient servir étaient admis dans les régiments tirés d'Écosse et d'Irlande. En 1734, le roi, ayant besoin de soldats, voulut contraindre à y entrer tous ceux qui se trouvaient dans le royaume et étaient sans emploi. L'ordonnance du 2 novembre 1734 (1) s'exprimait ainsi : « Sa Majesté, étant informée qu'il se trouve un nombre considérable d'Anglais, Écossais, Irlandais tant dans sa bonne ville de Paris que dans les autres villes et lieux des provinces de son royaume, dont la plupart ont servi dans les troupes, même dans les régiments de leur nation qui sont à sa solde; et ne voulant point souffrir dans ses États des gens qui y sont comme vagabonds et sans aveu, pendant qu'ils peuvent être utilement employés dans lesdits régiments; Sa Majesté enjoint très expressément à tous les Irlandais, Anglais et Écossais qui sont dans sa bonne ville de Paris et dans les autres villes et lieux de son royaume sans vacation et sans emploi,

1. Une ordonnance semblable fut rendue le 25 avril 1744. — V. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XXII, p. 172.

âgés depuis dix-huit ans ou environ jusqu'à cinquante ans, et en état de porter les armes, soient qu'ils aient été ci-devant ou non dans les régiments irlandais qui sont au service de Sa Majesté, de se rendre incessamment dans les provinces et armées marquées dans l'état qui est à la fin de la présente, pour y joindre cesdits régiments et y prendre part ; à peine ceux qui y ont déjà servi d'être traités comme déserteurs, suivant la rigueur de ses ordonnances et aux autres d'être punis comme vagabonds et condamnés aux galères. » Une ordonnance du 25 du même mois précise qu'il s'agit seulement des Anglais, Écossais et Irlandais « qui n'ont aucun moyen de subsister, et qui sont errants dans le royaume, sans domicile, sans estat, sans occupation et sans aveu ». Il n'en est pas moins vrai qu'il y avait là une contrainte envers des étrangers qui se voyaient enrôlés de force sous les drapeaux français.

Au cours du XVIII^e siècle quelques nouveaux régiments britanniques vinrent s'ajouter aux précédents : Royal-Écossais en 1744, incorporé plus tard dans Bulkley ; en 1847 Gilivy, incorporé dans Clare en 1762, et Albani, incorporé l'année suivante dans Royal-Écossais ; Lally, créé en 1744, envoyé aux Indes en 1757 et incorporé dans Dillon en 1762.

En 1789 il ne restait dans l'infanterie étrangère que trois régiments irlandais : Berwick, Dillon et Walsh.

III. — *Allemands*

Les premiers mercenaires allemands furent levés par Philippe le Hardi en 1284 ; ce furent d'abord des cavaliers appelés reîtres, puis des fantassins portant le nom de lansquenets. Charles VIII soudoya un grand nombre de ces derniers qui formaient, lorsqu'il entra en Italie, la majeure partie de son armée. Louis XII porta cette infanterie à 8.000 hommes qui comprenaient des bandes de coulevriniers, de piquiers, de halbardiers et de joueurs d'épée à deux mains. Lors de la rupture avec les Suisses en 1510, Louis XII les remplaça par un corps de 6.000 vieux lansquenets fort redoutés, appartenant au duc Charles de Gueldre, qui furent appelés les bandes noires allemandes et qui, malgré leurs désertions et trahisons fréquentes, rendirent d'éminents services à François I^{er} ; il leur dut notamment sa victoire de Marignan. Sous Henri II on comptait dans l'armée 20.000 lansquenets qui continuèrent, ainsi que les reîtres, à servir la France jusqu'à l'organisation définitive des régiments.

Le règne de Louis XIII donna naissance à un grand nombre de régiments allemands. Le 31 janvier 1617, Henri de Schomberg levait un corps de 4.000 lansquenets, qui fut licencié à la mort du maréchal d'Ancre. Son fils Charles de Schomberg en forma un nouveau le 14 février 1623. De 1635 à 1641 furent

créés les régiments d'infanterie de Nassau-Saarbruck, de Rantzau, appelé en 1644 Royal-Allemand, le Schmidberg, et le régiment de cavalerie d'Heucourt. Par le traité du 26 octobre 1635, le duc Bernard de Saxe-Weimar et ses régiments passèrent à la solde de la France. L'infanterie s'augmenta en 1638 des régiments de Wumbrand, Oehm, Kalemback, Schomberg et Colhass, et la cavalerie en 1647 de ceux de Rosen et de Schomberg.

Sous le règne de Louis XIV quelques régiments furent encore levés pour un temps limité, suivant l'ancien système de levées proportionnées aux besoins de l'État ; mais on vit bientôt apparaître les premiers corps allemands entretenus d'une façon permanente. Le premier en date fut le régiment d'Alsace levé en 1654 par Guillaume de Nassau-Saarbruck, qui resta sur pied jusqu'à la Révolution. Ce furent ensuite les régiments de Furstenberg (1670), de Konigsmarch (1688) et Royal-Bavière (1701).

Dans la cavalerie, Louis XIV créa les régiments de Rantzau (1643), le régiment des dragons allemands du cardinal Mazarin (1648) et Royal-Allemand en 1688.

Sous Louis XV quelques nouveaux corps apparurent, mais ils furent successivement incorporés dans les régiments plus anciens : Lowendahl, créé en 1743, incorporé en 1760 dans Anhalt et La Mark : Bergh, en 1744 incorporé dans Alsace en 1760 ; Fersen en 1745, incorporé dans Nassau-Saarbruck en 1758 :

enfin les régiments de la Dauphine, de Saint-Germain et de Royal-Pologne, incorporés en 1760 dans Royal-Bavière, Nassau et Royal-Suédois. L'infanterie allemande comprit à cette époque 19 bataillons, 525 officiers, et 7.604 soldats. Quant à la cavalerie, depuis la paix de Ryswick, elle ne comptait plus que trois régiments allemands, Royal-Allemand, Furstenberg et Rosen. Les deux derniers furent remplacés sous Louis XV par Wurtemberg et Nassau-Saarbruck qui devint Nassau-Usingen en 1758 et fut réformé en 1763.

En 1789 l'infanterie de ligne comprenait six régiments allemands : Alsace, La Marck, Nassau, Royal-Deux-Ponts, Royal-Hesse-Darmstadt et Royal-Suédois. Dans la cavalerie il n'en restait que deux : Nassau-Saarbruck et Royal-Allemand.

IV. — *Italiens, Corses, Savoisiens, Piémontais*

La première apparition des troupes italiennes dans l'armée française date de Philippe-Auguste. Les Anglais commençaient alors à user de l'arbalète dont ils tiraient de grands avantages. Devant le refus des nobles de se servir de cette arme que le Concile de Latran avait condamnée en 1139, « comme étant une arme très meurtrière et odieuse à Dieu », le roi de France se décida à recourir à l'étranger. Il soudoya un corps considérable d'arbalétriers génois qui lui

rendirent des services éminents. Nous avons dit qu'ils figurèrent à la bataille de Crécy où ils combattirent avec bravoure. Compris dans le renvoi des troupes étrangères par Charles VII en 1453, les Italiens repa-rurent sous Charles VIII et François I^{er} qui, au cours de leurs campagnes d'Italie, en enrôlèrent un grand nombre ; c'est l'époque des bandes noires italiennes, et des fameux condottieri Jean-Jacques Trivulzio, Frédéric de Bozzolo, Ludovic Beljiojozo.

Les premiers régiments réguliers s'organisèrent pendant les guerres de Religion pour lesquelles Catherine et Marie de Médicis firent largement appel aux Italiens. Mais ils ne furent enrégimentés définitivement que sous Louis XIII. Les régiments de Jean du Caylar de Toiras et de Mercurino datent de Richelieu ; Mazarin, en 1642, en fit lever un autre par le comte Degli Oddi. La Savoie fournit les régiments de Moncha et d'Attichy, la Corse celui d'Antemari.

Louis XIV, poursuivant la pensée de Mazarin, donna des pouvoirs au comte Mazalotti, en 1671, pour lever en Italie et en Piémont un régiment d'infanterie qui prit le nom de Royal-Italien et servit jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. A citer encore dans l'infanterie le régiment de Montroux levé en 1690, licencié en 1715, et les régiments de Beltrambi, Rangoni, Grimaldi qui terminent la série des régiments italiens.

Louis XIV tira de la Savoie le régiment Genevois en 1673, le régiment Ducal en 1674, et les régiments

de Savoie, Chablais, Saluces et Royal-Savoie en 1690.

Le Piémont fournit les régiments de Carignan et de Villé en 1644, de la Vogadera en 1653, Saint-Laurent en 1679, Montferrat, Aoste et Nice-Santena en 1688, Thouy en 1690, Casal en 1692 et Montanègre en 1704. Enfin deux régiments de Perri furent levés en Corse en 1674 et 1690.

Quant à la cavalerie, beaucoup d'Italiens attirés en France par Mazarin s'y enrôlèrent au commencement du règne de Louis XIV. Mazarin organisa lui-même en 1643 un régiment de cavalerie italienne auquel il donna son nom ; le 6 mars 1644 il chargeait le comte de Gritti d'en constituer un nouveau. La cavalerie compta encore deux régiments italiens levés l'un en 1644 par Pierre du Pont, chevalier de Gault, l'autre en 1654 par Alphonse Cariffa, duc de Castelnovi, et le régiment de Royal-Piémont levé en Piémont en 1671.

Au XVIII^e siècle l'infanterie italienne ne comprenait plus que Royal-Italien et Royal-Corse ; ce dernier créé en 1739 fut incorporé en 1762 dans le précédent. Une ordonnance du 17 mars 1688 transforma Royal-Italien en deux régiments d'infanterie légère, sous les noms de Chasseurs royaux de Provence, et Chasseurs royaux du Dauphiné.

V. — *Flamands, Liégeois, Wallons*

Pour remplacer les compagnies de Brabançons qui figuraient en grand nombre dans les bandes d'aventuriers et qui disparurent complètement au cours du xiv^e siècle, Louis XII organisa des corps réguliers formés de Liégeois et de Wallons qui servirent pendant les guerres de Religion. Il s'entoura même d'une garde flamande très nombreuse qui se distingua à la bataille de Ravennes, mais disparut peu après sans laisser aucune trace. Sous Louis XIII le régiment d'Ancre, que Concini conduisit en Picardie, était composé de Liégeois et de Wallons. Le maréchal leva un autre régiment liégeois de 500 chevaux qui fut licencié à sa mort et remplacé par les régiments d'Hessin (1629) et de Vernancourt (1634). En 1635 un nouveau régiment de cavalerie liégeoise fut encore créé.

Sous Louis XIV toute une série de régiments flamands se succédèrent dans l'armée : Bournonville (1645), Bouillon (1666), Royal-Wallon et Vierzet (1673), Piéternont (1667), Lallement (1684), de Zurlauben (1685); en 1688 les régiments d'infanterie wallonne de Boufflers, Robeck, de Mérode et celui de Philippe Emmanuel-Ferdinand de Croï, comte de Sobre. Enfin de 1702 à 1707, dix-huit régiments flamands furent à la solde de la France et occupèrent les frontières

des Pays-Bas. Ils furent supprimés par les traités d'Utrecht et de Rastadt.

Sous Louis XVI l'infanterie wallonne fut représentée par Royal-Wallon, créé en 1744, licencié en 1748, Boufflers-Wallon, qui eut la même carrière, l'infanterie liégeoise par Vierzet levé en 1757, cédé à l'Autriche en 1757 et Horion, levé en 1757, licencié en 1762.

Au commencement du règne de Louis XVI aucune troupe flamande n'existait plus en France. En 1787 le régiment de Royal-Liégeois fut levé par le prince évêque de Liège et servit jusqu'à la Révolution.

VI. — Grecs

Charles VIII prit à son service 400 soldats grecs appelés Stradiots ou Albanais. Il les avait connus et appréciés en Italie où ils servaient depuis longtemps. Commines, qui fait cette remarque, nous dit qu'ils étaient tous Grecs, « venus des places que les Vénitiens y ont, les uns de Napoli, de Roumanie, de la Morée, les autres d'Albanie devers Duras ». Leurs mœurs durent rester assez sauvages, car le chroniqueur ajoute : « Ils sont vaillants hommes et qui fort travaillent un ost quand ils s'y mettent, ils emportent les testes, telle est leur coutume. » Louis XII, marchant contre les Génois en 1507, en enrôla 2000 et nomma M. de Fontailles colonel général des Albanais. Les Stradiots

restèrent à la solde de la France jusque sous Henri III ; le duc de Joyeuse en avait un escadron à la bataille de Coutras contre Henri de Navarre. En 1589 ils furent incorporés avec les argoulets dans les compagnies de carabins qui furent réunies aux troupes françaises à l'avènement d'Henri IV.

Ces mercenaires portèrent des noms variés, tels que arnautes, capelets, corvals, génétaires ; on les désignait généralement sous le nom de cavalerie grecque ou albanaise. Ils mirent en honneur la forme de la cavalerie légère qui jusque-là n'était pas sérieusement organisée en France.

VII.— *Espagnols*

Nous avons dit que Philippe de Valois traita avec Alphonse XI de Castille pour que celui-ci lui fournit des troupes. En 1427 Charles VII eut en Languedoc une compagnie de 140 hommes d'armes venus d'Aragon. Ce sont là des faits isolés qui n'eurent pas de suite durable. Il est fait mention de cavaliers espagnols dans l'extraordinaire des guerres du temps de Henri II. L'armée de Henri IX en possédait un assez grand nombre, mais ils ne formaient pas de corps séparés. Ils étaient seulement réunis à des compagnies de cheveu-légers. Attachés à chaque compagnie au nombre de 30 à 50 environ, ils étaient soumis au capitaine, mais avaient un lieutenant spécial. Henri IV

en fit entrer dans sa garde une compagnie de 128 hommes.

Les carabins furent formés en régiments distincts sous le règne de Louis XIII. En 1643 on en comptait 12 régiments dans l'armée française. Mais leur caractère étranger ne se maintint pas. Ils se mêlèrent de Basques et de Gascons, et devinrent en grande partie Français.

Il n'y eut guère de troupes vraiment espagnoles dans l'armée française avant 1700. Les rivalités et les guerres qui séparèrent les deux nations s'opposaient à toute convention de ce genre. Cependant, lorsque la Catalogne opprimée s'était donnée à Louis XIII, beaucoup d'Espagnols avaient demandé du service en France et plusieurs régiments s'étaient formés ; tels ceux de Senister, du marquis d'Aguilar (1647), de Joseph d'Ardenes d'Aragon, comte d'Illes, du baron de Caramines (1657) appelé plus tard Royal-Catalan ; les régiments de cavalerie d'Aguilar, du comte d'Illes et de Calvo. Ces régiments perdirent peu à peu leur caractère étranger, par l'introduction de Français ; mais l'avènement du duc d'Anjou au trône d'Espagne fut le prélude de fréquents échanges de troupes, Louis XIV eut recours aux Espagnols pour reconstituer son armée, et les chargea spécialement de l'occupation des Pays-Bas. Ces régiments, qui, pour la plupart, étaient entretenus concurremment par les deux royaumes, devinrent très nombreux à la fin du règne

de Louis XIV. L'infanterie comprenait les régiments de Billand, Bourré, Caetano, Coupigny, Hamal, Kerkem, Letterio, Las Sierras devenu Léon, Oudenhoué, Pasfeuquières, Pratamano devenu Caraffa, Sepeaux, Storff, Treffert, Villesca. Guzman, Amensuaga ; dans la cavalerie figuraient les régiments de don Carlos de Zuniga, Drouhot, Frezin, Losrion, Prince de Chimay. Tous ces corps, passés du service de l'Espagne à celui de Louis XIV étaient composés de sujets espagnols ou flamands. Cependant il s'y mêlait quelques Italiens ; et un certain nombre d'entre eux étaient commandés par des Français. Les troupes espagnoles disparurent toutes dans le courant du XVIII^e siècle.

VIII. — *Suédois*

Louis XIII en 1635 prit à sa solde un régiment de cavalerie suédoise venu de Suède avec Jean de Gassion, après avoir servi Gustave-Adolphe. Au cours du règne suivant fut créé le régiment de Leister (1690) qui prit en 1742 le nom de Royal-Suédois, et figura parmi les régiments allemands jusqu'à la Révolution.

IX. — *Danois*

Le Danemark fournit à la France en 1690 un régiment qui porta le nom de Royal-Danois et fut donné

en 1692 au comte de Guldenlew, fils naturel du roi de Danemark ; il fut licencié en 1698.

X. — *Polonais*

Le régiment d'infanterie polonaise de Pryemski vint en France en 1646, eut Mazarin pour colonel en 1649 et fut licencié en 1654. Le régiment de Platner fournit une carrière semblable. Ces corps constituèrent avec quelques autres régiments d'infanterie et de cavalerie originaires de Pologne, les troupes polonaises dont le prince de Radziwill fut nommé colonel-général en 1648.

XI. — *Hongrois, Croates, Turcs, Valaques, Tartares et Nègres*

En 1637 apparaît dans l'armée française un corps de cavaliers hongrois. Richelieu écrivait à ce sujet au cardinal de la Valette : « Nous allons maintenant faire 2000 chevaux de la nouvelle cavalerie hongroise dont vous m'avez écrit. . . Je crois qu'elle s'appellera cavalerie hongroise, si ce n'est que M. Hebron voulût nous mander un autre nom qui fût plus idoine. » Ce nom plus idoine ne leur fut donné que cinquante ans plus tard : ce fut celui de hussards qu'ils portaient déjà dans l'armée autrichienne où ils servaient depuis longtemps. En 1692 plusieurs d'entre eux ayant déserté

les rangs des impériaux se mirent au service d'officiers français. Le maréchal de Luxembourg, les voyant «de bonne mine, l'air fier et un peu féroce, et équipés d'une manière extraordinaire», en forma quelques compagnies et envoya deux d'entre eux en France, pour les présenter au roi. En arrivant à Fontainebleau ils trouvèrent au cabaret le baron de Corneberg, bâtard d'une grande maison d'Allemagne, buveur et joueur acharné, menant alors joyeuse vie avec l'argent à lui confié par le Cerele de Souabe pour lever une compagnie. Le baron se chargea de présenter les deux hussards à la cour où ils suscitèrent un tel enthousiasme que Corneberg fut aussitôt chargé d'aller à Strasbourg lever un régiment de ces cavaliers. Il perdit au jeu une partie de la somme qu'on lui avait remise et ne réussit à lever que trois mauvaises compagnies composées surtout d'Allemands. Elles servirent assez mal sous les ordres de Corneberg qui en avait été nommé colonel avec une pension de 2000 livres ; mais au bout de six mois ayant perdu sa pension au jeu, et proposé à l'ambassadeur de Venise de passer avec ses hussards au service de la République, il fut jeté à la Bastille ; son régiment fut porté à six compagnies, et licencié peu après.

Les Hongrois entrèrent plus nombreux au service de la France avec le régiment de Saint-Geniez que le duc de Bavière donna à Louis XIV en 1701 et qui devint successivement Rattsy, puis Linden.

Sous Louis XV de nouveaux corps hongrois s'y ajoutèrent : Bercheny, levé en 1720 en Turquie, Esterhazy, en 1734, Polleresky en 1743 qui furent tous trois spécialement réservés aux Hongrois, puis Beausobre et Raugrave en 1743, Ferrary en 1745 et Royal-Nassau en 1756 qui se recrutèrent d'Allemands mélangés de quelques Polonais et Turcs. Ces corps se recrutaient d'ailleurs d'éléments si divers qu'ils ne furent pas longtemps considérés comme étrangers ; à la fin du XVIII^e siècle, on comptait dans les hussards quantité de Français, recrutés surtout dans les provinces françaises du Rhin où l'on parlait allemand. Pour compléter la vraisemblance, on leur apprenait à jurer en langue hongroise, ce dont ils s'acquittaient fort bien.

Une autre cavalerie légère, les uhlands, fut introduite en France par Maurice de Saxe ; une ordonnance du 30 mars 1743 autorisait la levée d'un corps de ce genre sous le nom de Saxe-Volontaires . Il se recruta de Hongrois, Polonais, Allemands, Turcs, Tartares, Alsaciens. Maurice de Saxe y joignit même une brigade de nègres de la Guinée, du Congo, de Cayenne, du Sénégal, de Madagascar, de l'Arabie, de Saint-Domingue et de Pondichéry. Cette brigade fut réformée la première sur les représentations des colonies qui attiraient l'attention du gouvernement sur le danger d'apprendre le maniement des armes à des esclaves

qui avaient déjà sur les blancs l'avantage de la force corporelle et du nombre.

Après la mort du maréchal de Saxe, le régiment passa à son neveu, puis à Schomberg; mais il n'y restait que des Alsaciens; les Hongrois, Polonais et Tartares avaient disparu.

En 1789 quelques-uns de ces régiments subsistaient encore: les hussards de Bercheny et d'Esterhazy, le Royal-Cravates; mais on n'y trouvait plus ni Hongrois, ni Croates. C'étaient des régiments français, et leur nom seul indiquait qu'à l'origine ils avaient été composés d'étrangers.

XII. — *Corps étrangers*

Quelques régiments figurèrent dans l'armée française sous le nom de corps étrangers, sans affection spéciale à aucun pays. Tels furent, sous Louis XIV, Royal-Étranger, les dragons étrangers de Catinat, de Lassalle et d'Asfeld et quelques compagnies franches des nations déjà au service de France.

Sous Louis XV et Louis XVI, quelques corps eurent un caractère étranger plus ou moins durable: les volontaires de Geschray devenus volontaires d'Alsace, les volontaires de Fischer, de Clermont-Prince, de

Wurmser et de Vignolles, les matelots étrangers de Dunkerque et plusieurs compagnies franches suisses, allemandes et croates.

SECTION II

LES CAUSES

L'examen des faits nous a montré que pendant toute la période monarchique les peuples les plus divers se sont rencontrés dans les armées françaises ; nous avons constaté que tous nos rois, suivant plus ou moins fidèlement cette politique, ont fait appel aux étrangers pour la défense du pays. Il nous faut maintenant rechercher comment ils ont été amenés à pratiquer ce mode de recrutement, et pourquoi l'habitude d'y recourir s'est conservée si longtemps.

I. — *Insuffisance des troupes nationales*

Sous le régime féodal, tout possesseur de fief était tenu au service militaire. A l'origine le roi ne pouvait en principe l'exiger que de ses vassaux directs, mais à partir du ^{xiv}^e siècle, le service d'arrière-ban lui permit de convoquer aussi les vassaux de ceux-ci. Cependant ce service resta soumis à des conditions restric-

tives qui lui enlevaient une partie de son efficacité. Sa durée était limitée à quarante jours ; encore ce délai était-il réduit quand le fief était divisé entre plusieurs propriétaires, à la moitié, au quart, quelquefois au huitième. Certains fiefs étaient même affranchis de tout service, principalement dans le midi de la France où les obligations militaires des vassaux étaient restreintes. Dans ces conditions le roi de France ne pouvait entreprendre aucune expédition sérieuse. Il se réserva d'abord le droit de prolonger le service moyennant une indemnité ; puis il adjoignit à son armée des aventuriers, en partie étrangers. Nous avons vu que les ravages causés par ces bandes irrégulières et pillardes obligèrent nos rois à s'en défaire ; c'est alors qu'ils tentèrent de leur substituer des troupes réglées et disciplinées ; ils s'adressèrent dans ce but aux souverains étrangers avec qui ils étaient liés par des traités d'amitié, et leur demandèrent des contingents armés qu'ils prirent à leur service, en leur versant une solde. Les levées d'aventuriers devenaient d'ailleurs plus difficiles à mesure que l'on s'efforçait de réprimer leur excès ; la modicité de la solde, l'irrégularité des paiements, en éloignaient les Français, et l'on n'y trouvait plus guère que des bandits étrangers.

L'essai de création d'une armée permanente par Charles VII ne réussit que médiocrement ; l'impopularité de cette institution montra bientôt que l'idée d'une infanterie nationale était prématurée. Louis XI

comprenant qu'il ne pouvait compter sur les francs-archers, en fit une sorte de réserve et s'adressa à l'étranger. Les Écossais qui avaient aidé son père à conquérir sa couronne lui proposaient leurs services ; les contrées pauvres et populeuses de la Suisse lui offraient des soldats dont il avait éprouvé la valeur ; il sut tirer parti de ces concours précieux, auxquels il dut une grande part de ses succès.

L'usage des troupes étrangères se confirma et se développa sous les règnes suivants, pour compléter l'armée toujours insuffisante. Le recrutement au sein du royaume ne pouvait se faire que par des voies odieuses. Sully nous montre les Français ne marchant aux armées que courbés sous le bâton et menacés du gibet. Une ordonnance du 6 août 1636 suspendait les travaux de bâtisse pour obliger les maçons à se faire soldats. Une autre, du 10 juillet 1643, qui ne faisait que reproduire une ordonnance de François I^{er} rédigée dans les mêmes termes, recommandait d'enrôler de force les vagabonds, gens sans aveu et fainéants. On vit même des officiers traiter avec des exempts qui tiraient des hommes des prisons pour les leur livrer. Dans les campagnes, on traquait les paysans sur l'ordre des intendants pour les incorporer. Ces faits nous montrent quelles difficultés éprouvaient les rois à former leurs armées, et nous expliquent qu'ils aient dû en chercher les éléments en dehors du royaume. La création de la

milice ne suffit pas encore à fournir les recrues nécessaires aux guerres de Louis XIV et de Louis XV. Malgré ce recrutement forcé, les chiffres prescrits par les ordonnances de composition n'étaient jamais atteints, et les vides creusés dans nos armées ne pouvaient être comblés que par le recours aux troupes étrangères.

II. — *Supériorité des troupes étrangères*

Les chevaliers français qui furent, au moyen âge, les maîtres des champs de bataille, professèrent longtemps le plus grand mépris pour les armes nouvelles et les troupes de pied. Ils refusèrent obstinément d'adopter l'arbalète, et c'est ce qui obligea Philippe-Auguste à recourir aux Génois. Un peu plus tard, lorsque l'infanterie commença à leur ravir le premier rôle, leur jalousie se traduisit par des défaites sanglantes, telles que celle de Courtrai où la noblesse provoqua le désastre en écrasant elle-même la « piétaille » française qui retardait sa marche en avant. Il fallut bien se résoudre cependant à constituer une infanterie plus solide que celle qui existait jusqu'alors. Pendant longtemps, les rois avaient délibérément négligé ce point, par crainte de voir le peuple, dans lequel l'infanterie pouvait seulement se recruter, s'émanciper par les armes. Ils s'appliquèrent si bien à le désarmer et à l'éloigner des

exercices militaires, que lorsqu'il fallut recourir à ses services, il ne se trouva plus en mesure de remplir le rôle qu'on voulut lui imposer. Or, au ^{xv}^e siècle, les Suisses étaient les meilleurs hommes de pied de l'Europe. On les estimait supérieurs aux lansquenets qui, jusque-là étaient les plus réputés, et auxquels déjà la France avait fait appel. Rien d'étonnant dès lors que Louis XI eût recours aux Suisses pour instruire ses bandes, et que ses successeurs les prissent à leur solde. En effet, leur renommée à ce moment fut universelle et toutes les nations de l'Europe formèrent leur infanterie sur leur modèle. « Ce qui faisait la gloire des Suisses, dit M. Boutaric(1), ce n'était pas leurs longues piques, mais leur discipline, leur endurcissement contre la fatigue, cet esprit vraiment militaire que leur avait donné les guerres qu'ils avaient soutenues pour l'indépendance, et la juste confiance en soi-même que leur inspirait le souvenir des victoires de Morgarten, de Sempach, de Morat et de Granson. »

Au point de vue de la discipline, la supériorité des Suisses et généralement de toutes les troupes étrangères est attestée par de nombreux historiens. Brantôme écrit à ce sujet : « Toutefois, les soldats étrangers étaient beaucoup mieux disciplinés que les nôtres, où, à la vérité, il y avait de bons hommes, mais la

1. Boutaric, *Institutions militaires de la France*, p. 329.

plupart gens de sac et de corde, méchants garniments, échapez de la justice et surtout force marquéz de la fleur de lys sur l'épaule, essorillez (1) et qui cachoient les oreilles, à dire vray, par longs cheveux hérissés, barbes horribles, tant pour cette raison que pour se montrer effroyables à leurs ennemis. » On s'accorde à reconnaître que les régiments étrangers servaient en général fort bien. Il y régnait un esprit de corps très prononcé; il s'y trouvait beaucoup de vieux soldats dont l'expérience et l'entraînement faisaient merveille, et, de plus, ils étaient fortement attachés à leurs chefs, dont les charges se transmettaient traditionnellement dans les familles, ce qui faisait dire que les officiers naissaient et mouraient dans leur régiment. Aussi, les brigandages et les crimes si souvent reprochés aux gens de guerre de ce temps, dans les troupes régulières, étaient-ils plutôt le fait des troupes nationales. Le relâchement de la discipline dans les troupes françaises empêchait l'effectivité de la répression; au contraire, dans la plupart des régiments étrangers, tout excès était puni par des lois et règlements sévères, qui étaient appliqués impitoyablement (2).

1. C'est-à-dire à qui on avait coupé l'une ou les deux oreilles pour crime.

2. Chez les Suisses, le vol d'une poule était puni de mort. Aussi, les excès étaient-ils fort rares, ainsi que Brantôme en fait foi : « ... car estans bien pollicez et reglez qu'ils sont, ilz acheptent tout, ilz vivent modestement, ne font aucune pillerie ni ravages. » (*Grands Capitaines français. Œuvres complètes*, t. V, p. 56.)

III. — *Défiance envers les nationaux*

Nous avons dit que l'état d'infériorité où se trouva longtemps l'infanterie française, eut sa cause dans l'obstination de la noblesse et de la royauté à écarter les roturiers du métier des armes. Cet état d'esprit se trouve nettement indiqué dans les lettres de Michel Suriano, ambassadeur de Venise à la Cour de France en 1561. Ce diplomate écrivait à son gouvernement que si la force de la France consistait plutôt dans la cavalerie que dans l'infanterie, il fallait l'attribuer à la crainte de donner des armes aux plébéiens qui, une fois armés, se seraient soulevés contre les nobles et les grands pour se venger des oppressions qu'ils enduraient (1). Cette défiance conduisit tout naturellement à l'appel aux troupes étrangères que l'on jugeait plus dociles et plus sûres.

Il est certain que les rois de France apprirent souvent à leurs dépens qu'ils ne devaient pas trop compter sur la fidélité et l'attachement des troupes nationales, dont le dévouement était constamment ébranlé par les manœuvres de la noblesse elle-même. En effet, les grands n'offraient pas beaucoup plus de sécurité que le peuple. Les barons gardèrent rancune au roi de les avoir combattus et humiliés, et vécurent retirés dans leurs châteaux, peu soucieux de rentrer

1. V. *Relations des ambassadeurs vénitiens*, par Tomaseo, t. I, p. 496.

dans l'armée pour y combattre aux côtés des bourgeois. De son côté, le roi pensait faire échec à la noblesse en s'entourant de mercenaires étrangers sur lesquels les gentilshommes français n'avaient aucune prise. C'est un avantage précieux des troupes étrangères que d'échapper aux discordes intestines qui dressent si souvent les uns contre les autres les fils d'une même patrie. Aussi, les guerres de Religion contribuèrent-elles puissamment au maintien et au développement de ces corps. Les agitations sans cesse renouvelées du parti protestant, les luttes sanglantes qui s'ensuivirent déterminèrent les rois à confier le soin de les défendre à des soldats dont la fidélité leur était garantie par la solde qu'ils leur versaient ; ces étrangers ne servant que dans un intérêt pécuniaire, étaient à l'abri des influences politiques, et on pouvait compter de leur part sur une obéissance aveugle. En effet, les corps étrangers et spécialement les Suisses restèrent constamment fidèles à la couronne au milieu des dissensions et bouleversements politiques. Les rares compagnies qui prirent parti pour les protestants français, furent toujours énergiquement désavouées par les Cantons et plusieurs de leurs chefs sévèrement punis. D'ailleurs, l'examen des faits montre bien que la défiance de la royauté envers ses sujets fut souvent justifiée : l'Histoire nous offre des exemples fréquents de troupes ou de grands capitaines français combattant contre leur roi, tandis

que les armées de celui-ci regorgeaient d'étrangers.

Notons aussi ce fait caractéristique que les souverains prirent de bonne heure l'habitude de faire entrer des étrangers dans leur garde ; les rois de France s'entourèrent d'Écossais et de Suisses et le dévouement que ceux-ci affirmèrent jusqu'aux dernières heures de la monarchie montra combien cette confiance était bien placée.

IV. — *Alliances résultant de l'emploi des troupes étrangères*

A côté des services rendus par leurs qualités militaires, le recours aux étrangers procurait à la France des avantages indirects, qui lui furent souvent précieux. En achetant les services des lansquenets et des bandes italiennes, les rois de France liaient à leurs intérêts les petits souverains de l'Allemagne et de l'Italie. L'alliance avec la Suisse, entretenue si longtemps par les capitulations, rendit à la France des services éminents. Seul, Louis XII tenta de s'en passer et cette rupture faillit lui coûter la Bourgogne. Au contraire, pendant les trois siècles que dura l'entente, la France y trouva un appui très appréciable. Une notable partie de sa frontière orientale était ainsi assurée, ce qui lui permit, à maintes reprises de concentrer ses armées sur les autres points et notamment sur les places du Nord, sans craindre une

invasion de ce côté. « Alliance certes très bonne, disait Brantôme, et très nécessaire aux roys de France, qu'ils doivent entretenir à perpétuité, ainsi que j'ouys dire une fois à M. le connetable que les roys de France avoient deux alliances et affinitez desquelles ne se devoient jamais distraire et despartir pour chose du monde, l'une celle des Suysses et l'autre celle du grand Turc (1). »

V. — *Nécessité d'enlever ces troupes
aux armées ennemies*

L'examen des différents peuples qui servirent dans les armées françaises nous a montré que beaucoup de nations et surtout les petits États avaient coutume de vendre des troupes aux gouvernements voisins qui avaient besoin de renforcer leurs armées. Les régiments refusés par l'un devaient donc fatalement entrer au service d'un autre. C'était une sorte de mise aux enchères où les souverains cherchaient à s'arracher à prix d'or les combattants les plus réputés. En vertu des traités d'alliance avec la Suisse, le roi de France avait toujours la priorité dans la levée des contingents ; s'il avait renoncé à son privilège, ces troupes seraient allées immédiatement grossir les rangs de ses ennemis. Le mouvement une fois commencé, il eût été très

1. Brantôme, *Grands Capitaines françois* (Œuvres complètes, t. X, p. 55).

difficile, et il devenait de plus en plus dangereux d'y renoncer, et ce n'était pas là un des moindres arguments des partisans des troupes étrangères.

VI. — *Heureuse influence des étrangers dans l'armée*

Entre les troupes nationales et les troupes étrangères, il se produisait une sorte d'émulation très favorable à la bonne tenue de l'armée. Celles-ci cherchaient à se montrer à la hauteur de leur réputation, et à prouver leur dévouement au prince qui les soldait et à la cause qu'elles avaient embrassée ; de leur côté les Français avaient à honneur de ne pas se laisser surpasser par les étrangers et de se conduire avec un égal courage. Du reste, ce ne sont pas seulement des avantages moraux que nos troupes gagnèrent à ce contact. Au point de vue de la tactique et de la technique militaire, beaucoup de progrès sont dus à l'influence des corps étrangers, qui s'exerça heureusement sur toute l'organisation militaire de la France. L'infanterie allemande introduisit la pique dans nos armées, comme les Génois y avaient apporté l'arbalète ; l'infanterie suisse enseigna à nos troupes cette fameuse ordonnance compacte qui fit si longtemps sa gloire, et le système des masses encore en vigueur aujourd'hui. Les Italiens et les Espagnols apportèrent l'usage des armes à feu portatives, les Albanais

l'emploi de la cavalerie légère ; et les cavaliers espagnols l'ordre profond dont on attribue la paternité à Charles-Quint. Enfin c'est encore aux troupes étrangères que nous sommes redevables en partie d'une institution actuellement florissante, les musiques militaires. La plupart des instruments encore en usage aujourd'hui nous sont venus des pays voisins par l'intermédiaire de ces troupes (1).

VII. — *Économie des forces nationales*

L'admission des étrangers dans l'armée avait encore pour avantage d'économiser le sang français et les forces actives de la nation. Au lieu d'envoyer leurs sujets se faire tuer sur les champs de bataille, le roi préférait exposer des mercenaires qu'il pouvait remplacer suivant les besoins sans que le pays en souffrit. Autant il enrôlait d'étrangers, autant il conservait de citoyens à la France qui pouvaient consacrer leur activité à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, et travailler à la prospérité nationale. C'est ce que M. de Choiseul exprimait par ce raisonnement, souvent répété depuis, que l'acquisition d'un soldat étranger équivalait à celle

1. L'arigot et le fifre ont été empruntés aux Suisses ; le tambour aux Italiens, la musette aux Piémontais, la trompette aux Maures, les timbales aux Orientaux, le hautbois aux Allemands ; et plus tard la clarinette aux Allemands de Nuremberg, le cor aux Hanovriens, le basson aux Italiens, la grosse caisse aux Turcs, par l'intermédiaire des troupes du Nord (*Le Spectateur militaire*, t. XV, p. 512).

de trois hommes : celui qu'on achète, celui qu'on enlève à une puissance rivale en l'empêchant de l'acheter, et celui que l'on conserve à l'agriculture ou au commerce.

Ces raisons expliquent l'usage constant que firent les rois de France des troupes étrangères. Pendant toute la période monarchique, elles servirent en nombre plus ou moins considérable ; c'est au xviii^e siècle qu'elles atteignirent leur apogée ; en 1748, elles comptèrent jusqu'à 52. 315 hommes. Ce chiffre ne se maintint pas, mais la proportion resta importante jusqu'à la Révolution : en 1788, l'armée française comprenait encore 41. 063 étrangers.

SECTION III

LES CRITIQUES

De ce que nous avons rencontré à toutes les pages de l'histoire de la monarchie française, un emploi constant des troupes étrangères, il ne faudrait pas conclure que ce fût un mode de recrutement unanimement approuvé et admis sans conteste. De tout temps au contraire cette question fut l'objet de vives discussions, et beaucoup d'écrivains se prononcèrent contre une pratique qu'ils déclaraient injuste ou nuisible. Dans l'antiquité plusieurs auteurs avaient déjà jugé sévèrement les gouvernements qui l'avaient adoptée : Thucydide, Xénophon, Polybe, Tacite avaient condamné l'emploi des troupes étrangères. Dès que la mode se fût établie en Europe d'en introduire dans les armées, c'est-à-dire dès le commencement du xvi^e siècle, des voix s'élevèrent pour juger et critiquer ce système, souvent avec sévérité.

Machiavel fut un des premiers à en signaler les dangers. Il les accusait d'être désunies, ambitieuses,

et sans discipline, infidèles, braves en temps de paix, lâches à la guerre. « En paix, elles te dépouillent, dit-il ; vienne la guerre, ce sont tes ennemis » (1). Il en voit la raison dans le fait que ces troupes ne sont retenues dans le devoir que par ce qu'il appelle « une chétive paye », et ce lien ne lui paraît pas suffisant pour leur inspirer le courage de risquer leur vie pour qui les emploie. A l'entendre, lorsque la guerre éclate, les étrangers ne songent qu'à se débander et à fuir, et, à l'appui de sa thèse, il tire des exemples de l'histoire des différents peuples : Rome dont la décadence coïncida avec le moment où elle commença à prendre des Goths à sa solde ; Carthage qui après sa première guerre contre les Romains fut sur le point de succomber à la révolte de ses mercenaires. L'histoire de l'Italie lui fournit aussi des faits qui corroborent son opinion. Il admet que les Vénitiens et les Florentins se soient agrandis grâce à des armées de cette sorte, mais c'est qu'ils ont été spécialement favorisés de la fortune ; et il montre au contraire la reine de Naples abandonnée par Sforza, les Milanais trahis par son fils ; enfin, l'Italie tellement envahie par les étrangers que Charles VIII put la prendre « avec de la craie » (2), et qu'elle devint un champ de courses et de batailles

1. *Le Prince*, chapitre XII.

2. C'est-à-dire que, suivant un mot d'Alexandre VI, le roi de France n'avait eu qu'à marquer sur la carte les étapes de son armée.

pour l'Europe entière. Machiavel arrive ensuite à la France et critique fort l'erreur du roi Louis XI et de ses successeurs qui, en prenant des Suisses à leur solde « ont mis leur royaume en péril ». Ils n'ont fait pour lui que donner de la réputation aux Suisses, et déprécier le reste de leurs armées, qui, s'étant accoutumées à faire la guerre avec les Suisses, s'imaginent ne plus pouvoir vaincre sans eux. Dans un autre ouvrage Machiavel revient encore sur cette question, pour signaler les dangers des troupes étrangères et mercenaire. « Si elles sont nombreuses et renommées, elles se rendent intolérables ou suspectes, et si elles sont en petit nombre, ou sans réputation, elles ne sont d'aucune utilité » (1).

Ce jugement sévère fut partagé par plusieurs écrivains de la même époque. Du Bellay, le célèbre capitaine de François I^{er}, se montrait dans ses Mémoires l'adversaire déclaré des troupes étrangères. Il en avait expérimenté lui-même les inconvénients ; il les avait vues se refuser aux corvées et aux assauts, prétendant n'assister qu'aux batailles, et y tenir les places d'honneur ; aussi, signale-t-il « l'inconvénient qu'il y a d'avoir des forces d'une armée de nation étrangère qui est pour vous bâiller la loi ». D'autres auteurs se plaçant à un point de vue différent, flétrissaient le

1. Provision pour l'institution d'une milice nationale dans la république de Florence. Machiavel, *Œuvres complètes*, éd. Buchon, t. I, p. 405.

métier de mercenaire au nom de la morale et du patriotisme ; Grotius écrivait à ce sujet : « Nullum vitæ genus est improbius quam eorum qui sine causæ respectu, mercede ducti, militant. »

Brantôme semble plus favorable aux Suisses, qui furent d'après lui très bons et utiles à la France. Mais il ajoute que beaucoup de ses contemporains ne pensent pas comme lui : « Aucuns pourtant tiennent qu'ilz n'y sont tant utiles ny de service qu'on diroï bien, et qu'ilz coustent plus qu'ilz ne servent... » (1). Les rois de France eux-mêmes ne semblent pas tous avoir apprécié à la même valeur les services des étrangers. Charles VII n'en était pas partisan ; il ne soudoya que des Écossais et refusa toujours d'en accepter d'autres. Henri IV en voulait le moins possible, et Brantôme nous dit « qu'il a fait et parfait son royaume sans ces gens-là, fors quelques troupes que Turenne lui amena et qui nè servirent guères ; aussi il s'en défist bientôt. en quoi il montra son grand cœur et sa grande sagesse ». Brantôme rapporte également que Charles IX voyant les Suisses se mutiner au siège de la Fère parce qu'ils n'étaient pas payés, s'écria : « Laissez-les aller ; ilz me coustent plus qu'ilz ne valent ny qu'ilz me font de service. » Cela n'empêcha pas le même roi de les garder à sa solde et de reconnaître leur dévouement jusqu'à son lit de mort, où il pria le lieutenant

1. Brantôme, *Grands capitaines françois*, Œuv. comp., t. V, p. 69.

de ses gardes Suisses « de faire ses recommandations à tous MM. les Cantons ses bons compères et de garder toujours cette bonne amitié et fidellité que de si longtemps ilz avoient portée à la France » (1).

Au xvii^e siècle le nombre des troupes étrangères se trouva tellement accru que Louis XIV pouvait écrire ces mots rapportés par Dangeau : « ...l'armée française, ou plutôt l'armée de France, puisqu'elle se compose de toutes nations... ». Nous avons dit qu'en effet, à cette époque, le nombre des étrangers fut considérable ; les Suisses seuls comptaient dans l'armée 32.000 hommes et le total des troupes étrangères dépassait 50.000. Une réaction devait nécessairement se produire. Le patriotisme français s'indigna de voir les intérêts de la nation aux mains des étrangers, et les attaques se firent de plus en plus vives, surtout au cours du xviii^e siècle. La question de l'opportunité de ces troupes fut agitée dans plusieurs ouvrages et mémoires traitant des questions militaires, tant en France, qu'à l'étranger. Montecuculli déclarait dans ses *Mémoires* (2) que l'action d'une armée composée de plusieurs nations ne peut être ni vigoureuse, ni secrète, ni prompte, et qu'avec tant de sortes de gens, elle ne peut qu'avec peine « contracter cette union étroite, si nécessaire pour le succès des grands desseins ». M. de Folard,

1. Brantôme, *Œuv. comp.*, t. V, p. 270.

2. Montecuculli, *Mémoires*, l. II, ch. IV.

dans son *Commentaire sur Polybe*, paru de 1727 à 1730, traite incidemment de ce sujet. Polybe signalait déjà les difficultés de l'emploi de troupes mercenaires à propos des Carthaginois qui en éprouvèrent les dangers. Il indiquait leur promptitude à la révolte, et l'impossibilité pour les généraux de les haranguer et de communiquer facilement avec elles. Folard ajoute que les troupes étrangères ne résistent jamais à une longue guerre ; au bout d'un certain temps l'argent vient à manquer, et elles se débandent faute de paie ; si elles attendent, dans l'espoir de toucher plus tard leur solde, la dette s'augmente et grossit, et l'État n'arrivant pas à trouver des fonds suffisants pour s'acquitter, elles se révoltent (1). Pour des raisons semblables le marquis de Santa-Cruz, dans ses *Réflexions militaires*, se prononçait dans le même sens (2). En Suisse plus que partout ailleurs la question était à l'ordre du jour. Une polémique des plus vives était engagée entre M. Loys de Bochat, professeur de droit et d'histoire à Lausanne, qui avait fait paraître un ouvrage nettement favorable aux services étrangers, et un adversaire anonyme qui combattait son opinion. M. de Bochat, en 1738, fit paraître un livre intitulé : *Ouvrages pour et contre les services militaires étrangers*, qui répondait à son contradicteur.

1. Folard, *Histoire de Polybe*, 1729, l. I, ch. XV.

2. Santa-Cruz, *Réflexions militaires*, 1738, t. I.

Le P. Daniel, dans son *Histoire de la milice française*, expose les avantages des troupes étrangères, mais il n'en cache pas les inconvénients. Il déclare que c'était de son temps un problème souvent discuté entre les hommes d'État et les gens de guerre de savoir s'il était de l'avantage du royaume d'avoir tant d'étrangers dans les armées françaises. Il expose à ce sujet les reproches le plus généralement adressés à ces sortes de troupes. Ces reproches se retrouvant sous la plume de la plupart des auteurs qui ont traité de cette question, nous allons les passer en revue rapidement.

On opposait généralement à l'emploi des troupes étrangères une première objection d'ordre financier. Ces troupes avaient, il est vrai, l'inconvénient de coûter fort cher. Au début les rois s'étaient contentés de levées temporaires ; les compagnies étaient réunies en cas de besoin et licenciées dès que leur concours était devenu inutile. Ce système était moins avantageux qu'on ne pourrait le croire au premier abord : les enrôlés savaient profiter de la situation pour exiger une solde élevée en retour de leurs services ; se sentant nécessaires ils élevaient des prétentions excessives et se faisaient accorder des prérogatives et des sommes d'argent considérables. Lorsque les corps soudoyés devinrent permanents, l'habitude était prise ; le soldat avait appris le goût du luxe et de la dépense : il continua à exiger les mêmes avantages. On a calculé qu'un corps de Suisses coûtait

toujours un tiers de plus que le même nombre de nationaux et qu'ainsi, avec la solde et l'équipement de 18.000 étrangers on pouvait avoir 24.000 soldats indigènes. Les sommes énormes qu'il fallut verser à ces troupes obérèrent lourdement le Trésor royal qui souvent même ne put suffire à les acquitter. Les réclamations des Cantons par la voie diplomatique sont nombreuses à ce sujet ; souvent leurs ambassadeurs protestèrent auprès du gouvernement royal, pour obliger la Couronne à tenir ses engagements.

Les corps étrangers en général et les Suisses en particulier se montraient intraitables sur le paiement de leur solde, et c'est là aussi un des reproches qu'on leur a le plus souvent adressés ; cette exigence d'un paiement régulier chez les Suisses est même passée en proverbe et a conduit beaucoup d'écrivains à les condamner. D'autres cependant ont fait ressortir que le principal mobile de leur service étant précisément cette solde, on ne pouvait leur faire grief de tenir à l'exécution d'une promesse qui était en somme la condition expresse de leur engagement. De cet état d'esprit des corps d'origine étrangère, on pouvait tirer contre eux un argument plus grave que leurs adversaires ne manquaient pas d'invoquer ; il était toujours à craindre, puisque ces troupes ne servaient que par intérêt, que des offres plus avantageuses ne leur fissent oublier leurs promesses. De fait, si elles ne furent pas toujours aussi faciles à débaucher qu'on a voulu le dire, il faut reconnaître

qu'on pouvait citer plusieurs exemples de cas où leur fidélité avait fort laissé à désirer. En dehors même des désertions individuelles ou collectives qui étaient assez fréquentes, on énumérait les circonstances où leur dévouement avait été pris en défaut. On disait que les secrets des généraux avaient été souvent trahis par les officiers de ces corps, qui ne recherchaient que leur gloire personnelle. Aussi exigeaient-ils toujours pour leurs troupes des postes d'honneur au détriment des Français qui se voyaient enlever les missions importantes où leur valeur aurait pu se manifester. Par contre les troupes étrangères refusaient, disait-on, de concourir aux expéditions hasardeuses ou obscures. Aussi avaient-elles plus d'une fois fait défection dans des circonstances décisives, et compromis gravement le succès du parti qu'elles servaient. On rappelait à ce propos la désertion en masse des lansquenets abandonnant dans le royaume de Naples le duc de Montpensier à la merci des Espagnols qui le contraignirent à une capitulation honteuse. On citait encore le désastre de la Bicoque où M. de Lautrec avait été forcé par les Suisses de livrer bataille et de courir à une défaite certaine ; la perte du duché de Milan causée par les mêmes troupes qui y abandonnèrent le même général ; on flétrissait la conduite indisciplinée des Grisons, au moment de la bataille de Pavie ; enfin on rapportait nombre de cas où la conduite des étrangers avait été fatale à l'armée française, et à la suite desquels nos rois désireux de

mettre sur pied une solide infanterie nationale se décidèrent à créer les légions.

A côté de ces critiques d'ordre général, on reprochait aux régiments étrangers du xviii^e siècle de ne répondre aucunement au but qu'ils devaient remplir par suite des abus qui s'étaient introduits dans leur recrutement. Si l'on considère que les troupes étrangères ont pour principaux avantages d'épargner le sang des nationaux, de priver l'ennemi de défenseurs, et de créer des liens avec les pays étrangers, il est évident que la composition de ces troupes doit être soigneusement conservée, et qu'on doit n'y admettre que des étrangers. L'infanterie étrangère à la fin de l'ancien régime était loin de répondre à ces conditions. L'infanterie allemande était recrutée en grande partie d'Alsaciens et de Lorrains, que leur accent faisait facilement passer pour Allemands. La paie n'était pas assez forte pour attirer des étrangers, sauf quelques coquins et vagabonds qui venaient chercher un refuge sous les drapeaux français et ne pouvaient que donner l'exemple de l'indiscipline et du désordre. Aussi les désertions étaient-elles continuelles. Dans les régiments de Vierzet et Bouillon, l'abus était plus criant encore : comme ils étaient recrutés dans le pays de Liège, pays de langue française, tout Français y était accepté. On voyait même sur les murs de la capitale des affiches énumérant les avantages assurés à ceux qui s'y engageaient. La solde de ces régiments étant plus élevée

que celle de l'infanterie nationale, un grand nombre de Français cherchaient à y entrer. Les officiers eux mêmes saïssaient tous les prétextes de se dire étrangers pour pouvoir y servir. C'est ainsi que la plupart des officiers de l'infanterie irlandaise et écossaise appartenaient à des familles depuis longtemps fixées en France et étaient même parfois naturalisés. Quant aux soldats de ces corps, on n'y comptait pas dix étrangers par bataillon. L'Irlande ne fournissant plus d'hommes au racolage, on assurait l'effectif des régiments en les recrutant sur les bords de l'Aa, aux environs de Saint-Omer.

Les régiments suisses avaient mieux conservé leur caractère étranger. Cependant de nombreuses compagnies, n'étant pas avouées, ne pouvaient se recruter dans le pays que furtivement et avec peine ; de plus on y comptait un grand nombre d'Alsaciens que les ordonnances autorisaient à y entrer.

Ces renseignements nous sont fournis en grande partie par un mémoire manuscrit présenté à M. de Choiseul en 1762 (1) dans lequel l'auteur signalait ces abus et présentait les régiments étrangers comme des ramassis de vagabonds et de déserteurs coûtant fort cher et rendant peu de services. Cependant il ne demandait pas leur suppression. Il se contentait de réclamer les réformes qui devaient, dans son esprit,

1. *Essay sur l'infanterie étrangère* (Archives nationales. M. 640, pièce n° 3).

porter remède à la situation. Il concluait à une diminution d'effectif : avoir moins de troupes étrangères et les payer plus cher, tel était le moyen de les rendre meilleures. Il demandait qu'il n'y eût que 24 bataillons au lieu de 36, mais que la composition en fût vraiment étrangère. Quant aux Suisses, il proposait de réformer les compagnies non avouées et de s'en servir pour porter au complet les compagnies avouées qui, pour la plupart, ne comptaient que 80 hommes au lieu de 120.

Le gouvernement royal essaya toujours de maintenir la composition primitive des régiments étrangers et d'en interdire l'accès aux Français ; un grand nombre d'ordonnances furent rendues en ce sens (1) et des essais furent tentés pour recruter à l'étranger, mais la chose n'était pas toujours facile. En 1759, un M. de la Touche fut chargé d'établir un dépôt de recrues dans les cercles de Franconie et de Souabe, mais la Cour de Vienne se plaignit et Choiseul fut obligé de supprimer cet établissement. Une ordonnance du 1^{er} février 1763 (2) créa à la frontière pour chacun des régiments allemands, italiens et irlandais, un dépôt particulier pour recevoir les recrues et leur donner une instruction sommaire avant de les diriger sur

1. V. ordonnances, 28 mars 1730, 30 octobre, 10 et 26 décembre 1748, 1^{er} et 3 décembre 1750, 23 mai 1752.

2. Archives nationales. Carton ADVI 20 B.

les régiments. La même ordonnance permettait d'accorder aux militaires de ces régiments pendant l'hiver des congés limités, pour retourner dans leur pays, mais à condition qu'ils ramenassent au moins un homme de recrue à leur retour. Cette disposition nous montre que le recrutement étranger ne devait pas être facile et que le pouvoir royal ne reculait devant aucun moyen pour l'assurer. Jusqu'aux derniers jours de la monarchie, nous trouvons les traces de cette préoccupation. Une ordonnance du 17 mars 1788 déclarait encore que l'intention de Sa Majesté était que les régiments allemands, irlandais et liégeois ne fussent composés à l'avenir en bas officiers et soldats que d'hommes nés hors des pays de sa domination. En conséquence tous les sujets du roi engagés dans ces régiments postérieurement à cette ordonnance étaient déclarés libres ; les commandants des régiments français pouvaient réclamer les nationaux qu'ils découvraient dans les régiments étrangers et réciproquement les commandants des régiments allemands, irlandais et liégeois pouvaient réclamer les soldats de leur nation qu'ils découvraient dans les régiments français. Dans les deux cas il devait être payé une somme de 50 livres par homme réclamé.

Malgré ces efforts, le recrutement de l'infanterie étrangère devint de plus en plus difficile et de plus en plus mêlé ; en même temps leur impopularité grandissait : aux approches de la Révolution le peuple

commençait à voir d'un œil hostile ces étrangers dont le roi semblait vouloir s'entourer comme d'un rempart contre lui. Les cahiers des États généraux de 1789 nous montrent bien ces préoccupations. Les députés de Brest et de la banlieue de Paris avaient pour mandat de « garantir les citoyens des effets de l'obéissance militaire » et de « régler qu'en aucun cas les troupes ne pourront abuser de leurs armes contre la liberté et la sûreté des citoyens ». Mais les troupes étrangères, et principalement celles de la Maison militaire du roi, étaient celles qui paraissaient les plus dangereuses pour la liberté. De nombreux cahiers portent la marque de cet état d'esprit. Ceux de Besançon, Tours, Limoges et Château-Thierry demandaient que l'égalité régnât dans tous les corps militaires, que tous les régiments fussent chargés tour à tour de la garde du souverain, que celui-ci ne s'entourât que de Français. La noblesse ne songeait pas encore à porter atteinte aux capitulations existantes, mais elle entendait qu'il n'en soit pas conclu de nouvelle sans le consentement des États généraux et que jamais les mercenaires étrangers ne pussent être employés contre les citoyens, même révoltés (1). Plus audacieux, le Tiers n'hésitait pas à condamner expressément les troupes étrangères. « toujours nuisibles et ruineuses » ; les cahiers de Calais, Angers, Rennes déclaraient que l'armée devait être uniquement composée de troupes nationales.

1. V. cahiers du Bas-Vivarais.

Ces revendications étaient l'indice d'un nouvel esprit ; elles permettaient déjà de prévoir qu'avec la chute de la monarchie, la question des troupes étrangères allait entrer dans une phase nouvelle.

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION

Avec la Révolution les tendances hostiles aux troupes étrangères, dont les manifestations avaient été jusque-là purement théoriques, prennent un caractère aigu, et sous la poussée des faits on passe de la théorie aux actes. Les régiments étrangers sont licenciés ; l'idée d'une armée nationale commence à se faire jour. Pourtant, par une singulière contradiction, en même temps qu'elle se privait volontairement des services étrangers, la Révolution adressait un large appel à toutes les nations et les invitait à venir s'enrôler sous ses drapeaux.

Nous examinerons successivement la marche et les effets de ce double mouvement.

PREMIÈRE SECTION

MOUVEMENT HOSTILE AUX TROUPES ÉTRANGÈRES

En 1789, les idées révolutionnaires avaient déjà conquis le peuple ; elles ne tardèrent pas à gagner l'armée. De toutes parts, à cette époque on signale

des actes d'indiscipline, des refus d'obéissance, des révoltes contre les officiers, dont beaucoup restaient fidèles à la royauté. Au mois de juin, la situation s'aggrave : deux compagnies de gardes-françaises consignées aux casernes pour refus de service violent la consigne et se rendent au Palais-Royal. rendez-vous des patriotes qui s'accrochent à eux, les acclament, « les débauchent à la barbe de leurs officiers. Une société secrète s'est formée dans le régiment et tous ont juré de ne rien faire contre l'Assemblée nationale. Dans les autres corps la discipline est pareillement ruinée ». « Hier, écrit Desmoulins, le régiment d'artillerie a suivi l'exemple des gardes françaises, il a forcé les sentinelles et est venu se mêler aux patriotes dans le Palais-Royal. » Des dragons disent à l'officier qui les mène à Versailles : « Nous vous obéissons, mais quand nous serons arrivés, annoncez aux ministres que si l'on nous commande la moindre violence contre nos concitoyens le premier coup de feu sera pour vous (1). »

Le danger parut pressant aux partisans de la résistance. Le parti de la reine et des frères du roi décida Louis XVI à tenter un coup d'État.

Ne pouvant compter sur la fidélité de ses troupes, le roi eut recours aux régiments étrangers qui, jusque-là, avaient à peu près échappé à la contagion.

1. Taine, *Origines de la France contemporaine*, II, p. 45-50.

Les uns furent placés aux environs de Paris pour menacer la ville : Royal-Cravate à Charenton ; Reinach et Diesbach à Sèvres ; Nassau à Versailles ; Salis-Samade à Issy. D'autres furent appelés dans la capitale ; les hussards de Bercheny et d'Esterhazy, Royal-Allemand, Châteauvieux, Rœmer campèrent à l'École militaire, au Champ-de-Mars, et dans l'avenue des Champs-Élysées.

Ces précautions maladroites ne firent qu'exciter la défiance des Parisiens et augmenter l'irritation populaire contre les étrangers. « Tous ces soldats allemands, dit Michelet, présentaient l'aspect d'une invasion autrichienne et suisse (1). » Les régiments français, mécontents de la défiance qu'on leur portait, excitèrent eux-mêmes la foule contre les uniformes suspects.

« Dès que paraît un hussard, écrit Desmoulins, on crie : voilà Polichinelle, et les tailleurs de pierre le lapident. Hier au soir, deux officiers de hussards, MM. de Sombreuil et Polignac sont venus au Palais-Royal... on leur a jeté des chaises et ils auraient été assommés s'ils n'avaient pris la fuite. »

Le 7 juillet on craint déjà pour la Bastille, et c'est aux Suisses qu'on en confie la garde. Le colonel de Salis-Samade reçoit l'ordre d'y envoyer un détachement de 32 hommes avec un officier de choix pour soutenir la garnison.

1. Michelet, *Histoire de la Révolution*, I, p. 167.

Le 12 juillet le bruit court du renvoi de Necker et c'est la journée de Camille Desmoulins au Palais-Royal : on y porte en triomphe les bustes de Necker et du duc d'Orléans. Le cortège rencontre place Vendôme un détachement de Royal-Allemand commandé par le prince de Lambesc qui charge la foule et blesse plusieurs personnes. Les gardes françaises, dont l'un est parmi les victimes, font feu sur Royal-Allemand. Le prince de Lambesc se replie sur les Tuileries et veut faire évacuer le jardin ; il charge la foule et tue un vieillard. Pendant ce temps les gardes suisses, les régiments de Diesbach, Châteaueux, Bercheny, Esterhazy, Royal-Cravate et Royal-Dragons se concentrent au Champ-de-Mars. Des coups de feu sont encore échangés avec les gardes françaises.

A ce moment la fureur est à son comble et l'indignation contre les troupes étrangères est universelle. Cet état d'esprit se manifeste même dans l'Assemblée.

Le 13 juillet, M. Guillotin demande le rétablissement de la garde bourgeoise et M. de Gouy d'Arcy déclare : « Aujourd'hui l'on entend de tous côtés des cris d'épouvante et d'horreur. Le despotisme rassemble autour de nous des troupes étrangères comme s'il méditait contre la patrie quelque coup dont les troupes nationales ne voudraient pas se rendre les complices (1). »

1. Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. VIII, p. 228.

Le lendemain la Bastille est prise et plusieurs Suisses sont massacrés par la populace irritée contre les uniformes rouges. Louis XVI, n'osant plus compter même sur ses troupes étrangères, dut capituler.

Le 15 juillet, tandis que le peuple démolissait la Bastille, le roi annonçait à l'Assemblée le renvoi des troupes. Le coup d'État tenté par la Cour avait échoué.

Il n'avait servi qu'à changer en haine la défiance du peuple pour les troupes étrangères. La foule apprit à y voir des ennemis et des instruments du despotisme. De là à les supprimer, il n'y avait qu'un pas, et cette idée ne tarda pas à se faire jour.

Le 18 septembre 1789, le vicomte de Noailles déclarait à l'Assemblée nationale, dans une motion concernant le recrutement de l'armée : « L'expérience a prouvé que les corps étrangers ne connaissent qu'une obéissance aveugle. De pareils corps contraires, par leur constitution, à l'intérêt des peuples sont d'autant dangereux que plus le despotisme sera consumant et avide et plus il y aura de moyens de se les attacher et de les mouvoir à son gré. Il n'est donc pas admissible, dans une constitution dont le bonheur national doit être le seul but, d'attirer dans son sein des étrangers armés, il sera donc établi qu'il n'y aura plus à l'avenir de troupes étrangères en France. »

Une exception était faite, cependant, en faveur des Suisses « attachés à la France depuis de longs siècles », aussi l'article 15 du projet était-il ainsi

conçu : « Qu'à l'avenir il n'y ait plus de troupes connues sous le nom de corps étrangers si ce n'est des troupes suisses avec lesquelles il sera fait un traité suivant l'intérêt des deux puissances (1). »

Cette motion n'eut pas de suite immédiate, mais elle est significative des idées qui commençaient à se répandre. On n'ose pas encore porter atteinte aux régiments suisses protégés par les capitulations, mais pour la première fois le principe d'une armée nationale apparaît dans les débats de l'Assemblée. Il se manifeste beaucoup plus nettement à la séance du 12 décembre suivant dans la proposition de Dubois-Crancé. M. de la Tour du Pin, ministre de la Guerre, dans son rapport sur l'organisation de l'armée, concluait avec la majorité des membres du comité militaire au maintien de l'ancien état de choses, du recrutement habituel par des enrôlements à prix d'argent. Quant aux troupes étrangères, il proposait de les réduire de 24.000 à 22.000 hommes, déclarant que les raisons politiques qui rendaient leur admission nécessaire ne paraissaient pas permettre une plus forte réduction. Dubois-Crancé répondit en préconisant le service obligatoire et personnel. C'était là le plus sûr moyen de ruiner le système des corps étrangers et d'arriver à leur suppression complète. C'était lier étroitement la qualité de soldat à celle de citoyen ainsi que le disait lui-même

1. *Archives parlementaires*, IX, p. 36.

l'orateur : « J'établis par axiome qu'en France tout citoyen doit être soldat et tout soldat citoyen où nous n'aurons jamais de constitution. » Il insistait tout spécialement sur cette nécessité d'avoir une conscription vraiment nationale et il flétrissait en ces termes le recours à l'étranger : « L'exemple de tous les siècles nous apprend les malheurs qu'une force aveugle a su accumuler sur la tête des peuples et le premier qui en a soudoyé un autre pour défendre ses foyers et sa liberté, a forgé le premier anneau de la chaîne dont il a fini par être accablé. » Cependant le respect des capitulations suisses l'emportait encore sur le désir de purger l'armée de tout élément étranger. Dubois-Grancé faisait l'éloge des gardes suisses et proclamait en ces termes la nécessité de les conserver : « Certainement la nation a le plus grand intérêt à ne pas mettre dans la main du pouvoir exécutif des forces capables de détruire ses droits et sa liberté, mais la nation a un égal intérêt à maintenir la décence du trône et à garantir son souverain des convulsions d'une ville immense que le caprice ou l'intrigue pourrait diriger » (1). En conséquence, il proposait de décréter « que les conventions et traités faits avec les Suisses et Grisons seront respectés, que la nation les approuve et que le roi sera supplié de les renouveler au besoin ». A part cette exception, toute l'armée devait être organisée en régiments nationaux répartis

1. *Archives Parlementaires*, t. X, p. 558.

et recrutés dans chaque département et dans lesquels les officiers et soldats étrangers, alors au service de la France, pourraient s'incorporer à leur choix et suivant leur grade. Mais à mesure que leurs emplois viendraient à vaquer, ils seraient remplacés par des Français.

L'Assemblée nationale ne voulut pas ou n'osa pas établir le service obligatoire et personnel. On conserva le recrutement par engagement volontaire et la question des troupes étrangères resta en suspens. Elle était cependant l'objet des préoccupations de nombreux membres de l'Assemblée.

Dans ses *réflexions sur l'établissement des milices nationales* Custine en fait une étude attentive. Il commence par mettre à l'écart les Suisses, alliés trop précieux pour songer à rompre les traités. Pour les autres régiments étrangers, il propose d'en conserver cinq ou six sur le pied des troupes allemandes et cela selon que l'on trouverait des princes de l'Empire disposés à les laisser recruter dans leurs États. Il voudrait qu'on choisît dans ce but les corps réellement composés d'Allemands, tels que : Nassau, Hesse-Darmstadt, Royal Deux-Ponts, Royal Liégeois. Les autres régiments allemands seulement de nom seraient incorporés dans les corps conservés. Custine donne les raisons du maintien de ces régiments : «qui appartenant à des princes étrangers, nous fournissent des recrues de leurs sujets au moyen de

légers subsides». Il ajoute que ces régiments dans les guerres offensives faites en Allemagne s'augmentent immédiatement de deux bataillons, qu'ils économisent des hommes à la nation, qu'ils sont faciles à tenir au complet et que par eux on peut attirer au service de la France l'élite des officiers des armées allemandes. Pour les régiments irlandais, Custine les considère comme Français de fait. Ils doivent donc simplement être incorporés dans les régiments français. Ces réflexions nous montrent que Custine, comme la plupart des hommes de son temps, désirait réformer les abus qui s'étaient introduits dans la composition et l'organisation des troupes étrangères, mais ne songeait nullement à porter atteinte au principe d'un système de recrutement présentant à ses yeux de précieux avantages.

Le principe lui-même devait cependant être attaqué bientôt directement à la tribune de l'Assemblée.

Le 9 février 1790 Alexandre de Lameth dans la discussion des rapports du comité militaire, sur la constitution de l'armée proposait d'enlever aux ministres le droit de faire appel au concours de troupes étrangères, c'est-à-dire à « des hommes qui ne seraient liés ni par les intérêts, ni par les devoirs qui attachent les Français à leur patrie ». Il ajoutait : « J'aurais voulu, Messieurs, qu'il me fût possible de vous engager à consacrer en ce moment une grande vérité : c'est qu'une nation de vingt-six millions d'hommes doit se

suffire à elle-même et n'être pas réduite à appeler des étrangers pour se défendre. Je crois, Messieurs, que l'établissement de ce principe intéresse également et la liberté et l'honneur national (1). » Le principe d'une armée nationale est ici clairement posé, mais l'orateur recule devant son application rigoureuse. Il ne croit pas que les circonstances permettent la mise en pratique de son idée. L'état de l'Europe, la fermentation qui y règne, les événements qui s'y préparent, les impressions diverses produites par la Révolution sur les autres nations, et les projets qui peuvent en être la suite sont pour lui autant de motifs qui défendent de « retrancher la portion si considérable et si essentielle que forment les troupes étrangères dans l'armée française et qui irait accroître encore les forces ennemies ». Pour le moment l'orateur se borne à proposer de réserver au pouvoir législatif le droit de statuer sur l'admission des troupes étrangères au service de l'État.

Le projet de décret déposé par le duc de Liancourt à la même séance contenait des dispositions identiques.

Malgré les progrès des idées hostiles aux services étrangers, personne n'osait toucher aux capitulations suisses. Les régiments allemands étaient les plus attaqués et on envisageait déjà la possibilité de leur suppression. Une voix s'éleva pour les défendre, celle du

1. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 522.

baron Félix de Wimpfen. Le 17 février 1790, il consacra une partie de son étude sur la question militaire à ce problème politique (1). Il rappelle d'abord les services éminents rendus à la France par les régiments allemands, qui lui ont amené des hommes tels que Rosen, de Saxe, Lowendahl, et les avantages trouvés par le pays dans les alliances avec les princes d'Allemagne, auxquelles ces échanges ont servi d'amorces. Mais ce ne sont pas là les raisons sur lesquelles s'appuie Wimpfen pour le maintien des régiments étrangers. Le motif qui doit à ses yeux le faire conserver, c'est l'obligation d'enrôler dans des corps spéciaux les déserteurs des armées étrangères : « Voisine de la Hollande, de l'Allemagne, de la Savoie, de l'Italie et de l'Espagne, la France ne peut se dispenser de s'assurer des coureurs et déserteurs qui lui arrivent de ces diverses contrées et qui faute de service, deviendraient des vagabonds dangereux, et comme il n'est pas de la sagesse de les recevoir dans les régiments nationaux, elle doit avoir un certain nombre de régiments étrangers, où ils puissent être contenus par la discipline. » L'orateur vante les avantages de telles recrues, il fait remarquer que chaque homme ainsi enrôlé en vaut trois à la France, « un homme en diminution chez l'ennemi, un homme de plus chez vous, et un homme de moins que vous enlevez à votre agriculture ». De plus ces régiments peuvent

1. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 624.

rendre de grands services « par l'usage de la langue et leurs relations avec les pays, où la plus belle des causes peut nous faire porter la guerre ». Cependant Wimpfen apporte une restriction importante à son opinion : les officiers de ces régiments doivent être tous Français, les régiments suisses seuls pourront être commandés par des étrangers. On voit que les défenseurs des troupes étrangères apportaient eux-mêmes des tempéraments à leur opinion. Le mouvement hostile gagnait chaque jour du terrain et l'on sentait qu'il fallait passer de la discussion aux actes.

Un premier résultat fut atteint le 28 février 1790 par l'article 3 de la constitution militaire, adopté en ces termes : « Il ne peut être introduit dans le royaume ni admis au service de l'État aucun corps de troupes étrangères qu'en vertu d'un acte du Corps législatif sanctionné par le roi. »

La discussion ne souleva pas de grosses difficultés⁽¹⁾. Dubois-Crancé appuya la motion qui eut l'assentiment de tous. Cependant une petite discussion s'ouvrit sur l'utilité des régiments étrangers, ce qui nous montre qu'ils comptaient encore des partisans. L'abbé Maury fit remarquer que la discipline s'établissait bien mieux dans ces régiments que dans les nôtres, à quoi M. Destutt de Tracy répondit que les troupes françaises n'avaient pas besoin des régiments

1. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 739.

étrangers pour leur donner l'exemple de la discipline, ajoutant que « les chefs des régiments étrangers font parade d'une rigidité extrême dans des bagatelles de tenue qui ne font rien à la discipline, mais qui frappent le vulgaire ».

Tout le monde s'accorda d'ailleurs à reconnaître que les régiments étrangers avaient en diverses circonstances bien mérité de la patrie.

L'Assemblée nationale, en se réservant le droit d'admettre les troupes étrangères dans l'armée, avait pris des mesures pour l'avenir, mais tous les corps existants subsistaient dans la même situation.

Les idées qui avaient cours, et que nous avons signalées, faisaient prévoir des attaques prochaines contre cet état de choses. Le 5 mai 1790, M. Bureau de Pusy présentait à l'Assemblée un mémoire de M. de Peyssonel qui constituait un véritable réquisitoire contre les troupes étrangères (1).

L'auteur s'étonne qu'il en subsiste encore ; il lui semble inconcevable qu'après ce qui s'est passé en juillet 1789, on n'ait pas sur-le-champ pensé à incorporer ces troupes ou à changer totalement leur régime. En effet, alors que les régiments nationaux sont tous sincèrement dévoués à la Révolution, les régiments étrangers constituent le dernier espoir de l'aristocratie agonisante. L'auteur insiste sur cette idée : « Il

1. *Mémoire sur la nécessité de mettre sur le pied français ou d'incorporer les troupes étrangères* (Arch. parl., t. XV, p. 403).

serait absurde de douter que l'aristocratie ne regarde les troupes étrangères comme le moyen le plus puissant et le plus certain qu'elle puisse mettre en usage pour opérer une contre-révolution. » M. de Peyssonel commence ensuite la critique des régiments eux-mêmes et de leur organisation. Il leur reproche d'abord d'être mal connus en France : leur esprit de corps, leur administration intérieure, leur langue spéciale forment autour d'eux une manière de voile qui leur permet de cacher aux officiers généraux qui les commandent et les inspectent tout ce qu'ils veulent dérober à leur connaissance. De cette situation résultent « des abus innombrables, un despotisme sans bornes et l'arbitraire le plus odieux ». Le mémoire signale ensuite les inconvénients résultant du costume : son prix est plus élevé que celui des uniformes français et il imprime à ces corps « une sorte de marque distinctive qui les sépare des troupes nationales, les caractérise étrangers, les dévoue à une existence différente et leur donne des intérêts distincts de ceux de la nation qu'ils sont destinés à servir ». M. de Peyssonel fait remarquer qu'il n'existe chez aucune puissance d'Europe des troupes dans la situation des régiments allemands, c'est-à-dire des régiments « qui, sans être ce qu'on nomme auxiliaires, aient un rang dans l'armée, dont ils portent le numéro, le même colonel, la même manière de se recruter, et à côté de cela un autre uniforme, un autre commandement, des tambours qui

battent des marches différentes, des usages, des privilèges particuliers qui les affranchissent sur une foule d'objets du joug des lois militaires de la nation ». Des régiments ainsi constitués ne peuvent en aucune façon s'adapter à la nouvelle Constitution. C'est ce que M. de Peyssonel cherche à prouver par une foule de raisons politiques et militaires. Si suivant le vœu du Conseil de la guerre on les compose en entier d'étrangers, de déserteurs et de vagabonds, les régiments allemands peu solides en temps de paix, dangereux à la guerre ne sauront subsister. Si on les donne à des princes de l'Empire pour les recruter chez eux, et en faire des corps auxiliaires comme les Suisses on augmentera inutilement le nombre des étrangers à la solde de la France, on sera forcé de leur donner une plus haute paie, et d'accorder des avantages à leurs souverains pour obtenir des corps qui, différents des autres, seront d'un mauvais exemple pour le reste de l'armée. Enfin si on rendait aux troupes allemandes leur ancien régime en y mélangeant Français et Allemands on soumettrait nos nationaux à un régime antinational, on les livrerait à des colonels étrangers qui deviendraient leurs maîtres et leurs juges. Au sujet de ces chefs, tous princes et seigneurs étrangers, l'auteur du mémoire rapporte ce mot de l'un d'entre eux qui caractérise, selon lui, leur sentiment à tous. Cet officier déclarait « qu'il quitterait le service de la France dès l'ins-

tant où son régiment deviendrait français ». M. de Peyssonel admettait, du reste, qu'on ouvrit les régiments nationaux à tous ceux qui voudraient servir la France, mais il ne voulait pas de ces « corps particuliers séparés, distingués les uns des autres auxquels on s'efforçait d'imprimer le caractère d'étrangers, comme si l'on craignait qu'ils l'oubliassent, et qui, perpétuant dans ces troupes privilégiées leur langue, leurs usages, ne peuvent jamais être regardés comme Français et que l'on force à ne plus tenir à la nation par d'autre lien que celui de l'argent qu'elle leur donne ». Pour remédier aux maux qu'il exposait, le mémoire proclamait la nécessité d'incorporer les régiments étrangers ou de changer entièrement leur régime, c'est-à-dire de leur donner le caractère national en les mettant sur le pied français et en les recrutant comme les autres.

Ce réquisitoire violent qui semble comprendre dans une même réprobation tous les services étrangers ne s'adressait cependant qu'aux régiments allemands. Les régiments helvétiques en étaient exceptés, parce qu'ils étaient considérés comme auxiliaires servant depuis trois siècles en vertu de traités antiques et sacrés donnés par une nation libre, alliée utile et nécessaire. Les régiments allemands, au contraire, étaient la propriété des despotes ennemis naturels de la liberté des peuples, essentiellement intéressés au renversement de la nouvelle Constitution. L'auteur du mémoire rappelle en terminant le rôle odieux

joué en 1789 par ces mêmes régiments qu'on voulut forcer « à porter une main sacrilège sur le berceau de la Révolution ». Pour toutes ces raisons M. de Peyssonel formulait cette conclusion que l'Assemblée devait se hâter d'ordonner par décret provisoire que tous les régiments étrangers ou sur le pied étranger, à l'exception des Suisses, soient mis sur le pied français. Que l'on fasse adopter à leur infanterie l'uniforme blanc et à tous la discipline et les marches françaises. Que les officiers et les soldats soient admis à prêter individuellement le serment civique. Ceux qui accepteraient seraient regardés comme citoyens, les autres recevraient leur congé et ces corps seraient à l'avenir composés de nationaux comme tous les autres.

L'Assemblée ne suivit pas ces conseils; elle ajourna toute décision sur ce point et se borna à égaliser la paie dans tous les régiments d'infanterie français, allemands, irlandais et liégeois, et dans tous les corps de cavalerie « en attendant qu'il ait été statué sur l'organisation de l'armée et sur l'admission des troupes étrangères (1) ».

Le règlement de cette question soulevait, en effet, de grosses difficultés, car les opinions les plus diverses se faisaient jour sur ce sujet. Le comité militaire ne semblait pas disposé à se priver du secours des étrangers. L'un de ses membres, M. Emmery, déclarait le

1. *Arch. Parl.*, t. XVI, p. 450.

26 juin 1790 que non seulement on devait conserver les Suisses, mais qu'il convenait de garder aussi 5.000 à 6.000 étrangers pour recevoir à la guerre les déserteurs ennemis ; « Si nous avons à notre solde, ajoutait l'orateur, 10.000 à 11.000 Suisses et 5.000 à 6.000 étrangers nous n'avons plus besoin de lever chez nous que 184.000 hommes pour avoir une armée forte de 200.000 hommes ». Peu de temps après un autre membre de comité, M. Louis de Noailles (1), chargé de l'exposé général et du rapport sur le nombre des troupes, leurs dépenses, leurs solde et appointements se prononçait très nettement en faveur des troupes étrangères (2) Dans ce rapport il prévoit d'abord une objection qui peut lui être faite. Il rappelle les expressions d'un ministre célèbre signalant les dangers que les troupes étrangères font courir à la liberté. Necker, ainsi visé, écrivait en effet : « L'utilité peut être dont il est à un souverain d'avoir dans des temps de troubles ou d'effervescence une certaine quantité de troupes étrangères, a pu faire envisager comme une disposition sage l'entretien d'un corps de troupes suisses assez considérable. »

Tout en reconnaissant le bien-fondé de l'objection, le rapporteur ne croit pas devoir s'y arrêter. Il fait remarquer que jamais les troupes ne partagèrent l'erreur de ceux qui se flattaient de s'en servir contre

1. *Ibidem*, p. 493.

2. *Ibidem*, p. 74.

le peuple, et il assure que la proportion dans laquelle il propose de les admettre répond à jamais de leur fidélité. Il ne reste donc plus qu'à considérer les avantages de leur admission et M. de Noailles les énumère avec complaisance. Il y voit un moyen de détourner le moins de bras possible de la culture et des arts, et il rappelle ce mot du roi de Prusse, qui semble contenir un conseil à cet égard : « Si j'eusse été roi de France, j'aurais donné moins de soins à mon armée pour faire fleurir les arts, l'agriculture et le commerce. » Il voit encore dans les troupes étrangères le moyen de nous faire connaître les systèmes des autres nations et de nous tenir toujours à leur hauteur. Enfin, il fait remarquer que si la France se trouvait forcée à une guerre, qui d'après les principes établis ne pourrait être qu'injuste de la part des puissances qui la déclareraient, il serait utile d'avoir des régiments prêts à recevoir une foule d'hommes qui ne cherchent qu'un heureux hasard pour échapper des mains de la tyrannie et de ne compléter ainsi une partie de notre armée qu'aux dépens des armées étrangères ou des pays hors de nos frontières. Pour donner plus de poids à son raisonnement le rapporteur fait ensuite un tableau des services rendus à la France par les étrangers. Il rappelle la valeur des Irlandais qui en cent années ont fait 34 campagnes et se sont distingués par 37 actions glorieuses. Il vante le courage et l'exactitude des troupes allemandes

dont il cite les hauts faits. Enfin il trace un éloge pompeux des Suisses. Il énumère les actes de courage de ces alliés fidèles, de ces serviteurs vaillants, modestes dans la victoire, énergiques dans la défaite et pour peindre « ce peuple brave et libre », d'un trait qui frappe l'Assemblée et la nation entière il rappelle qu'auprès du lac de Morat, « on trouve encore sur des ossements accumulés cette inscription sublime : « Les Bourguignons ont voulu conquérir un peuple libre, voilà ce qu'ils ont laissé. »

M. de Noailles conclut en faveur de l'admission des troupes étrangères dans l'armée française dans la proportion de 1 à $8\frac{3}{5}$ environ en temps de paix et en temps de guerre dans la proportion de 1 à $4\frac{4}{5}$. Il voit dans ce doublement des corps étrangers en temps de guerre un avantage précieux qui lui permet d'affirmer qu'il n'y a pas de troupes qui coûtent moins cher à la France que les troupes étrangères, puisque ce doublement se produit sans aucun frais. D'après ces propositions l'armée française devait comprendre sur 204.619 hommes 24.581 étrangers.

Après la discussion cette proportion se trouva encore augmentée, puisque le décret du 18 août 1790 fixait la composition de l'armée à 150.848 hommes dans lesquels l'Assemblée autorisait un maximum de 26.000 étrangers (1).

1. *Arch. Parl.*, t. XVIII, p. 142.

Comme pour donner tort à cette confiance, des troubles se produisirent à ce moment dans les troupes étrangères ; après avoir résisté aux idées nouvelles, elles commençaient à s'y laisser gagner, et des actes d'indiscipline, des excitations à la révolte étaient signalés de divers côtés. Le régiment allemand de Salm-Salm se mit en insurrection au sujet du remboursement de la masse, et il fallut toute l'énergie du marquis de Bouillé pour le faire rentrer dans l'ordre. En même temps le régiment de Lullin-Châteauvieux, qui faisait partie de la garnison de Nancy, se révoltait contre ses officiers pour les forcer à faire droit à ses revendications. Le 16 août l'Assemblée rendit un décret rigoureux auquel ils se soumirent, mais quelques jours après, la révolte, éclatait à nouveau et le marquis de Bouillé dut faire le siège de la ville pour s'emparer des rebelles. Le 4 septembre le conseil de guerre rendait contre 138 soldats une sentence terrible : 21 étaient pendus, 41 envoyés pendant trente ans comme forçats sur les galères du roi, 1 roué vif, les autres détenus.

Ces événements jetèrent d'abord un jour défavorable sur les troupes étrangères ; ils ne devaient pas tarder à produire un effet contraire, car l'opinion fit bientôt des coupables des victimes, puis des héros. En 1791, l'Assemblée écrivit aux Cantons, dont les condamnés étaient justiciables, pour obtenir leur grâce. Il y fut répondu par un refus, mais l'Assemblée passa

outre et les remit en liberté. Après un voyage triomphal de Brest à Paris, ils entrèrent dans la capitale coiffés du bonnet phrygien et y reçurent un accueil enthousiaste.

Au commencement de 1791, la question des troupes étrangères ne semblait avoir fait un pas ni dans un sens ni dans l'autre. Dans son rapport sur le recrutement, M. de Boutillier déclarait que le comité militaire avait pensé que les régiments français ne devaient être formés que de Français et que les étrangers et les déserteurs des nations voisines devaient être incorporés dans des régiments spéciaux.

Il insistait sur l'utilité qu'il y a de se servir de tels hommes qui « en valent trois pour nous ». Ces idées ne sont autres que celles qui avaient inspiré les ordonnances royales à ce sujet. Mais la discussion du rapport donna lieu à des propositions nouvelles et à des attaques directes contre le principe même des services étrangers.

Le débat s'ouvrit le 10 février (1) sur le point de savoir si les régiments allemands, irlandais et liégeois pourraient recruter en France comme le proposait le rapporteur. « Si vous décidez l'affirmative, dit M. du Châtelet, vous n'avez plus besoin de régiments allemands, irlandais et liégeois. » M. de Noailles fit ressortir la nécessité de mélanger des Français aux étrangers pour sauvegarder la discipline dans ces régi-

1. *Arch. parl.*, t. XXII, p. 173 et suiv.

ments. Mais M. de Choiseul-Praslin fit dévier la question en faisant remarquer que l'Assemblée nationale n'avait pas décrété constitutionnellement qu'il y aurait des troupes étrangères au service de la France. M. de Crillon le jeune en affirma nettement l'inutilité : « Je crois, dit-il, que dans une nation aussi nombreuse que la nôtre, il n'est nullement nécessaire d'avoir des troupes allemandes. Nous avons des régiments suisses, nous avons des provinces où l'on parle allemand et par ces provinces nous aurions le même moyen de recruter en temps de guerre des déserteurs étrangers, si jamais, *contre mon avis*, il était nécessaire d'avoir des étrangers pour défendre le royaume de France. » La majorité ne sembla pas se ranger à cet avis. En effet, sur une observation du président qui contestait qu'il existât constitutionnellement d'autres troupes étrangères que les régiments suisses qui seuls avaient été admis par un décret du Corps législatif, plusieurs députés protestèrent que l'Assemblée n'avait jamais cru réformer un seul régiment étranger. M. de Croy fit même remarquer que le décret sur l'avancement déclarant que les régiments suisses feraient une arme et les régiments allemands une arme les avait implicitement reconnus.

Plusieurs députés demandèrent alors l'ajournement, trouvant la question insuffisamment éclairée. Mais M. Emmery, quittant le fauteuil de la présidence pour prendre part aux débats, donna son avis. Pour lui, la

France ne devait avoir à son service d'autres troupes étrangères que les Suisses. D'ailleurs, il contestait absolument la dénomination des régiments allemands et affirmait que depuis que l'Assemblée en avait retiré la propriété aux princes étrangers des Deux-Ponts, de Salm, de Darmstadt et autres, aucun lien ne les attachait plus à aucune puissance étrangère. Aucune puissance ne les avouait, ils n'étaient soumis à aucun traité, à aucune capitulation. On pouvait donc les considérer comme étant dans une situation semblable à celle des régiments français. En leur donnant le droit de recevoir dans une certaine mesure des étrangers, on leur permettait en temps de guerre de se recruter aux dépens de l'ennemi.

C'était là une solution intermédiaire entre les deux opinions extrêmes reprises immédiatement par leurs partisans. M. Dillon soutint que les régiments étrangers devaient conserver leur caractère étranger, leur composition et leur uniforme, parce qu'étant déjà connus des armées ennemies ils attireraient ainsi plus facilement les déserteurs. M. de Crillon reprit avec beaucoup de force l'opinion contraire : « Je ne crois pas, s'écria-t-il, qu'une puissance telle que la France ait besoin de troupes étrangères pour sa défense. » Et il rappela les mauvais services des troupes hessoises qui comptaient 16.000 hommes à la solde du Congrès américain.

L'Assemblée ne pouvant se mettre d'accord et se

jugeant trop peu nombreuse prononça l'ajournement.

Le 7 mars 1791 la discussion fut rouverte. M. de Wimpfen reprit les arguments en faveur des services étrangers et insista particulièrement sur l'avantage qu'ils offrent d'enlever à l'étranger des soldats et des cultivateurs pour s'en enrichir soi-même et conserver des bras au commerce, aux arts et à l'agriculture. M. de Crillon formula de nouveaux arguments. Il n'était pas, selon lui, de bonne politique de chercher l'avantage d'une nation dans le tort qu'elle fait aux autres. D'ailleurs, en soldant des étrangers, la France se faisait tort à elle-même parce que cette solde aurait pu être gagnée par des Français. M. de Tracy appuya ces dires et marqua le danger que faisaient courir ces troupes aux libertés nationales. Il invoqua à ce sujet l'expérience de tous les peuples et de tous les temps.

Il reconnaissait d'ailleurs que les régiments étrangers offraient un asile toujours ouvert aux déserteurs des autres nations et étaient même « un appât qui les attire parce qu'ils ont l'avantage de changer de pays et de se trouver toujours parmi des compatriotes ». Mais c'est là une ruse de guerre « peu digne d'une nation à qui l'artifice n'est pas permis puisqu'elle peut vaincre toujours par le génie et par la force ».

Ces discussions passionnées se terminèrent par l'adoption pure et simple du projet du comité. Le décret du 9 mars 1791 en consacre les idées. Il conserve l'ancien mode de recrutement mais cherche à en

réformer les abus. Il défend, en outre, d'enrôler des étrangers dans d'autres régiments que les ci-devant allemands, irlandais et liégeois.

L'infanterie étrangère subsista, mais les attaques avaient été vives et elle resta fortement ébranlée dans l'esprit de l'Assemblée. Son triomphe fut donc éphémère. Au mois de juillet, le ci-devant régiment d'Alsace demanda à l'Assemblée nationale d'être uniquement composé de Français, nés sur les bords du Rhin, à être associé à tous les avantages des régiments français, à en prendre l'uniforme et à quitter à tout jamais la qualité d'étranger dont son patriotisme s'offensait et dont sa composition ne fournissait plus le prétexte. Le 12 juillet, au nom du comité militaire, M. de Broglie présenta cette demande à l'Assemblée qui n'hésita pas à y donner satisfaction. Le décret fut adopté sans discussion. Peu après, le 96^e régiment d'infanterie ci-devant Nassau, ayant été refusé comme suspect par les trois villes de Sedan, Thionville et Sarrelouis (1), où les commissaires de l'Assemblée avaient voulu l'envoyer, 500 hommes de ce régiment arrachèrent les boutons de Nassau et déchirèrent les retroussis de leurs habits, déclarant qu'ils ne combattraient plus sous l'uniforme étranger, qu'ils étaient Français et voulaient être considérés comme tels. Pour prouver leur soumission ils se désarmèrent d'eux-mêmes et

1 L'impopularité de ce régiment venait de ce qu'il avait été chargé par le marquis de Bouillé de protéger la fuite du roi en juin 1791.

prêtèrent le serment civique. Le 21 juillet, M. Emmercy rapporta ces faits à l'Assemblée et proposa de considérer comme français tous les régiments qui n'étaient pas avoués par une puissance étrangère. C'était la suppression de l'infanterie étrangère, qui fut consommée en ces termes par le décret du 21 juillet 1791 :

« L'Assemblée nationale décrète que le 96^e régiment d'infanterie, ci-devant Nassau, et tous ceux désignés sous le nom d'infanterie allemande, irlandaise et liégeoise, font partie de l'infanterie française, qu'en conséquence ils ne forment avec elle qu'une seule et même arme, qu'ils prendront l'uniforme français, qu'ils suivront la même discipline que les autres troupes françaises, et qu'à compter du 1^{er} de ce mois ils seront traités de la même manière relativement à la solde, aux appointements et à la fixation des différentes masses. »

Ce décret fut en quelque sorte l'arrêt de dissolution des troupes étrangères au service de la France. A partir de ce moment, il n'y eut plus dans l'armée que les régiments suisses dont le caractère fût distinct de celui des troupes nationales.

Ils ne devaient pas tarder à disparaître à leur tour.

Déjà beaucoup d'esprits considéraient avec une défiance marquée les corps helvétiques et spécialement les gardes-suisses, qui étant directement sous les ordres du roi paraissaient plus dangereux pour

les libertés publiques. La Constitution du 3 septembre 1791 dut régler la question de la garde du roi. Le projet du rapporteur, M. Thouret, laissait subsister la garde, mais en fixait le chiffre maximum à 1200 hommes à pied et 600 à cheval. Le roi conservait le droit de les choisir lui-même parmi les troupes de ligne et les gardes nationales. Lors de la discussion (1) plusieurs députés abordèrent la question des Suisses soit pour les défendre comme M. d'Estournel, soit pour les attaquer comme M. Regnaud. Mais ce sujet ne fut qu'effleuré.

Beaucoup voulaient que la garde fût fournie à tour de rôle par tous les régiments d'infanterie française. M. Regnaud demanda qu'en tout cas le soin de garder le roi fût réservé aux Français, mais l'Assemblée passa outre et adopta le projet du comité (2). Le roi était libre de choisir à son gré les hommes de sa garde, mais le régiment des gardes suisses s'en trouvait quand même exclu du moins en grande partie puisqu'il se composait à lui seul de 2.600 hommes.

Aussi quelques jours après le vote de la Constitution Fréteau Saint-Just pria l'Assemblée de fixer son attention sur le sort du régiment qui allait se trouver sans emploi et rappelait les services qu'il avait rendus pendant la Révolution par son inviolable attache-

1. *Arch. parl.*, t. XXIX, p. 691 et suiv.

2. Acte Constitutionnel, 3 sept. 1791. Sect. I, article 12, titre III, chap. II.

ment à la discipline militaire. L'Assemblée décida par le décret du 15 septembre 1791 que le roi serait prié de faire présenter au Corps législatif une nouvelle formation du ci-devant régiment des gardes suisses, d'après les conventions et capitulations agréées par le Corps helvétique.

Sur amendement de M. d'André, l'Assemblée décerna aux gardes suisses une marque particulière d'estime : « Considérant que le régiment s'est comporté de la manière la plus satisfaisante et a bien mérité de la nation par sa conduite, l'Assemblée décrète qu'il sera entretenu sur l'ancien pied, jusqu'à ce qu'il ait été statué autrement sur sa destination et le mode de son service. » Ce décret permit à Louis XVI de conserver ce corps à sa disposition jusqu'à ce que la question fût définitivement réglée.

La Constituante avait laissé subsister les régiments suisses. Cependant plusieurs capitulations étaient expirées et n'avaient pas été renouvelées ; d'autres approchaient de leur terme, et la question se posait devant la Législative du renouvellement ou de l'abandon des traités. Ce grave problème fut bientôt abordé à l'Assemblée et il sembla dès l'abord que la discussion serait chaude. M. de Narbonne, ministre de la Guerre, défendait ardemment la cause des Suisses : « Il s'agit de 12.000 hommes de troupe enviés par toute l'Europe, disait-il (1), le 11 février 1792, et dont

1. *Arch. parl.*, t. XXXVII, p. 412.

la perte serait double, puisque nos ennemis se hâteraient de s'en servir pour nous les opposer. » Il ajoutait que la France serait obligée de fortifier et de défendre une frontière étendue et n'hésitait pas à proclamer que l'Assemblée devait considérer comme traître à la nation quiconque travaillerait à la priver d'un appui si nécessaire. Peu de temps après M. Aubert-Dubayet demandait que le ministre des Affaires étrangères fit connaître où en étaient les négociations avec les Suisses (1). Lorsqu'il exposa que les capitulations arrivaient à terme et ne seraient peut-être pas renouvelées, une voix s'écria : « Tant mieux », et déclencha un tumulte qui montre combien l'Assemblée portait d'intérêt à cette grave question. Cependant le régiment des gardes suisses restait toujours attaché à la personne du roi et certains députés saisissaient toutes les occasions d'en signaler les dangers. M. Kersaint conseillait à ses collègues de ne pas laisser des armes aux ennemis du dedans. Tout en protestant qu'il ne faisait pas l'injure au brave régiment des Suisses de le considérer comme ennemi, il signalait qu'il pouvait devenir l'instrument d'un parti coupable et s'écriait : « Pourquoi existe-t-il encore un régiment composé d'étrangers auprès du roi ? Le roi n'a-t-il pas une garde composée de Français

1. *Arch. parl.*, t. XLII, p. 160.

déterminée par la Constitution (1) ? » Ces inquiétudes avaient leur répercussion dans le peuple. Le 29 avril une délégation de cinq citoyens de Paris se présentait à la barre de l'Assemblée pour dénoncer la « violation d'un article constitutionnel », et dire que le roi conservait illégalement outre les 1800 hommes de sa garde, le régiment des gardes suisses. Ils demandaient l'incorporation de ce régiment dans les troupes de ligne. Mais les négociations entamées avec le Corps helvétique ne permettaient pas la solution rapide que réclamaient ces farouches gardiens de la Constitution.

En attendant l'issue de ces négociations, les gardes étaient payés sur les fonds de l'État et non sur la liste civile. M. Carnot-Feuleins, au nom du comité militaire, demanda, le 12 mai 1792, de prolonger cette situation provisoire jusqu'au renouvellement des capitulations, et faisant l'éloge des Suisses il pria l'Assemblée de leur décerner une marque particulière et authentique de l'estime de la nation française à leur égard, en déclarant qu'ils avaient « bien mérité de la Patrie » (2). Cette motion fut accueillie par des applaudissements, malgré les dispositions hostiles d'un grand nombre de députés qui savaient le régiment fort dévoué au roi. Les craintes devinrent plus vives lorsqu'on apprit quinze jours après que les

1. *Arch. parl.*, XLII, p. 378.

2. *Arch. parl.*, XLVI, p. 574.

gardes suisses casernés à Courbevoie avaient arboré la cocarde blanche, ce qui avait amené une rixe entre les soldats et les citoyens. L'Assemblée nationale adressa ses félicitations à la municipalité de Neuilly qui avait dressé les procès-verbaux et remit au Pouvoir exécutif le soin de punir les coupables. La situation se prolongea jusqu'en juillet. Le 13 de ce mois, l'Assemblée prétextant la défense des frontières, en réalité pour s'assurer une liberté entière, chargea le Pouvoir exécutif de faire sortir de Paris les troupes de ligne qui y étaient en garnison. M. d'Affry, colonel des gardes suisses, écrivit à l'Assemblée pour demander qu'on ne renvoyât qu'un tiers de son régiment. Pour appuyer sa protestation il joignait à sa lettre des extraits du préambule du règlement concernant les gardes suisses du 1^{er} juin 1763 et de la capitulation du 3 novembre 1764 et il déclarait qu'en cas de refus de l'Assemblée, il en ferait part au Corps helvétique et attendrait ses ordres. L'Assemblée décréta le 17 juillet que le Pouvoir exécutif serait tenu de faire passer pour la défense des frontières, au-delà de 30.000 toises de la résidence du Corps législatif, les deux tiers formant deux bataillons du régiment des gardes suisses. Le départ du troisième bataillon était ajourné jusqu'après le rapport du comité diplomatique, auquel on renvoyait la question (1).

1. *Arch. Parl.*, XLXI, p. 574.

M. Ramond, qui présenta ce rapport le 20 juillet, en profita pour faire un long panégyrique des régiments suisses et se déclarer partisan convaincu du renouvellement des capitulations. Il considérait d'ailleurs l'entente comme à peu près certaine. Pour lui la question avait été déjà préjugée par la Constituante, qui avait eu ce renouvellement en vue : « déjà préjugée par le désir de la partie la plus saine des deux nations, déjà préjugée par l'inébranlable fidélité de ces bataillons qui ont traversé les désordres inséparables de notre Révolution comme les majestueux fleuves de leur patrie, traversant les lacs de ces monts sans y mêler leurs eaux, déjà préjugée par l'ancienne politique des deux peuples unis dès l'origine de la liberté helvétique contre la maison d'Autriche ».

L'orateur se demande pourquoi ces traités salutaires ne sont pas encore signés ? C'est que nos ennemis ont tout tenté pour les faire échouer et prendre à leur solde ces hommes aguerris qu'ils nous envient. Mais il croit fermement à l'échec de ces manœuvres et atteste le génie de la Liberté : « qu'elles s'entendront ces deux nations que tant de pervers veulent diviser ». Sans doute beaucoup des membres de l'Assemblée partageaient cette confiance et auraient affirmé volontiers leur foi dans cette entente qu'ils désiraient. Ils ne se doutaient pas qu'un mois plus tard jour par jour, ils voteraient d'un commun

accord l'arrêt de mort de tous les régiments suisses. C'est que la voix des faits va parler, et ce que le discussions n'avaient pu faire en de longs mois, d'un seul coup une journée sanglante va l'accomplir.

Malgré la décision du Corps législatif, le comte d'Affry avait pu garder presque tout son régiment à Paris. Le ministre de la Guerre écrivait à l'Assemblée, le 4 août, les raisons pour lesquelles il avait cru devoir céder aux instances de M. d'Affry et différer l'exécution du décret du 17 juillet. Plusieurs députés protestèrent et demandèrent qu'on éloignât les Suisses pour calmer les esprits.

Des bruits fâcheux circulaient dans le peuple qui craignait de voir ce régiment se tourner contre lui. Les aristocrates contribuaient à entretenir ces craintes et on les entendait sans cesse se vanter d'employer bientôt les étrangers à châtier le peuple. Dans le plus important des journaux royalistes, *Le Petit Gauthier*, on relève des phrases comme celle-ci, écrite le 22 juillet : « Les puissances étrangères comptent prendre nos Suisses à leur service et les employer contre nous. Comme ils sont tous rendus, ils ne veulent pas leur donner la peine d'aller les joindre pour les faire revenir ensuite, c'est autant de temps et de dépense d'épargnés. » Ces propos irritaient le peuple et sa colère contre les Suisses croissait chaque jour. L'arrivée des Marseillais mit le feu aux poudres.

Dans la nuit du 9 au 10 août trois bataillons de la garde nationale ayant passé à l'émeute il ne resta aux Tuileries qu'un bataillon de gardes nationaux et 900 Suisses environ. Au matin Røederer parcourt leurs rangs et ordonne de repousser la force par la force. Louis XVI les passe une dernière fois en revue et tous s'apprêtent à la résistance. La multitude armée se présente avec 50 canons. La garnison des Tuileries n'en a que 2, bientôt abandonnés par les canonniers de la garde nationale aux cris de : « Vive la Nation ! A bas les Suisses ! » Ceux-ci rangés en bon ordre sur le grand escalier attendent les assaillants qui leur demandent de capituler ; on leur promet de ne pas les désarmer. Ils sont prêts à céder, déjà plusieurs jettent leurs cartouches par les fenêtres en signe de conciliation. Mais les officiers ordonnent de tirer et une décharge éclate des fenêtres du premier étage. Les Suisses n'hésitent pas à obéir et le combat s'engage, sanglant et acharné. Le roi qui avait dû chercher un refuge au sein de l'Assemblée, entendant Røederer annoncer que le château était forcé, fait porter aux Suisses l'ordre de cesser le feu et de gagner l'Assemblée. Quelques-uns d'entre eux purent y arriver ; les autres furent victimes de la fureur populaire. Le peuple se vengea sur ceux qu'il ne craignait plus : 60 gardes conduits à l'Hôtel de Ville, et désarmés furent lâchement égorgés. Les officiers et soldats qui survécurent à cette journée furent le soir

même mis en état d'arrestation et l'Assemblée les déclara placés « sous la sauvegarde de la loi et des vertus hospitalières du peuple français ». Le lendemain quelques Suisses protestèrent de leur fidélité, affirmant qu'ils n'avaient pas tiré sur le peuple et demandèrent à prêter le serment. Mais l'Assemblée déclara le régiment entier en état d'arrestation et ordonna la formation d'une cour martiale à Paris pour les juger. Sur les observations du ministre de la Guerre et de plusieurs députés le décret fut rapporté le 14 août et le jugement et l'instruction des crimes imputés aux gardes suisses furent confiés aux tribunaux ordinaires.

Tandis que la répression pénale s'organisait, le comité diplomatique réuni à la commission extraordinaire des Douze examinait la situation et proposait de soumettre à l'Assemblée le licenciement de tous les régiments suisses au service de la France.

Le projet fut présenté le 20 août par Brissot de Warville qui exposa dans son rapport les motifs de cette décision. Il fit remarquer que l'armée française comptait encore 12 régiments suisses qui devaient se monter à 13.494 hommes, mais n'en comprenaient en réalité que 11.000, dont la composition était très altérée. Il s'y trouvait beaucoup d'Allemands, de Savoisiens, d'Italiens, de Dauphinois, de Francs-Comtois et surtout de Lorrains que l'affinité de langage faisait aisément passer pour Suisses.

Les capitulations étaient pour la plupart expirées où sur le point de l'être et le comité avait déjà fait son rapport sur les bases à donner aux négociations relatives au renouvellement : « Mais la journée du 10 août déclara l'orateur, doit changer toutes ces mesures. Le sang français acoulé sous le fer des gardes suisses, qui ont consenti à se couvrir d'une honte ineffaçable. Vous ne pouvez plus accorder à ces régiments étrangers une faveur incompatible avec les principes de notre Constitution. » Le rapporteur reprend ensuite l'argument souvent invoqué contre les troupes étrangères d'être la barrière que placent les tyrans entre eux et le peuple. Il considère l'alliance avec les Suisses comme un véritable marché de despotisme « qui avait bien moins pour but de défendre la nation contre les puissances étrangères que le roi contre les Français eux-mêmes ». D'ailleurs ces capitulations sont pour lui non seulement inutiles, mais impossibles désormais. L'aristocratie suisse ne pardonnera jamais au peuple français la vengeance qu'il a exercée contre un de ses régiments. L'intérêt de la France est donc de prévenir, par le licenciement, le rappel qui ne manquerait pas de se produire de la part des Cantons ; aussi le rapporteur ne s'arrête-t-il pas à l'objection qu'on pourrait trouver dans le danger de licencier au milieu d'une guerre un si grand nombre de corps. Il semble qu'un peuple qui a un million d'hommes armés ne doit pas fonder

son espoir sur une nation qui compte à peine 50.000 combattants. Et si les Suisses sont de bonnes troupes rien n'empêche d'incorporer dans les régiments français ceux qui y voudront prendre du service. L'orateur estime que beaucoup de soldats suisses, contrairement à leurs officiers sont dévoués à la cause de la liberté, et compte que les deux tiers continueront à servir la France. Le rapporteur conclut en ces termes qui emportent l'assentiment de l'Assemblée : « Le licenciement mettra le comble à la hardiesse des mesures politiques que vous venez de prendre. L'armée d'un peuple libre, c'est lui-même. Les citoyens ne peuvent confier leur défense qu'à des citoyens qui fraternisent avec eux. Il faut que l'on ne voie plus dans nos armées que les couleurs nationales. Toute autre couleur doit être proscrite, surtout la couleur rouge puisqu'elle rappelle une trahison et le massacre des Français. »

La proposition ne souleva pas de difficultés et l'Assemblée vota immédiatement la teneur du décret qui débutait ainsi : « Article premier. — L'Assemblée nationale, fidèle aux principes de la liberté française qui ne lui permettent pas de tenir au service de la France des troupes étrangères sous un régime particulier et différent de celui des troupes françaises, et vu d'ailleurs l'expiration du terme des capitulations, décrète que les régiments suisses ou de pays alliés de la Suisse cessent d'être comme tels au service de

la France. » Les autres articles réglaient les rengagements de ceux qui voulaient rester au service de la nation et la question, pour ceux qui le quittaient, des retraites et pensions qui devaient être fixées conformément à l'esprit des capitulations. Des vœux étaient exprimés pour la continuation entre les deux nations des relations d'amitié, de fraternité, de commerce et de bon voisinage établies par les traités.

Un certain nombre d'officiers et de soldats licenciés consentirent à entrer dans les régiments français d'infanterie légère. Un décret du 24 août 1772 fixa le mode d'incorporation qui fut soigneusement réglé pour empêcher toute reconstitution des corps disparus. Il était spécifié que les incorporations seraient faites de façon à mêler tellement les individus qu'aucune subdivision du régiment ne se trouvât différenciée par la distinction de nation, mais qu'au contraire elles fussent toutes également composées de Suisses incorporés et de Français.

A la vérité, un certain nombre de Suisses demandaient l'incorporation pour toucher la prime qui leur était accordée et désertaient ensuite. Une lettre du commandant de Sarrelouis à la Convention (14 octobre) exposait que c'était là la tactique de la plupart des Suisses qui venaient dans cette ville (1).

Quoi qu'il en soit, le ressentiment du peuple contre les Suisses resta très vif et se manifesta aux mas-

1. *Arch. parl.*, t. LII, p. 494.

sacres de Septembre. La plupart des gardes suisses emprisonnés tombèrent sous les coups des égorgeurs. La Diète helvétique protesta auprès du ministre des Affaires étrangères, et demanda la mise en liberté de ceux qui étaient encore détenus. Elle écrivit en même temps aux chefs de corps qui se trouvaient encore en France de faire toute diligence pour ramener dans leurs foyers les troupes qu'ils avaient sous leurs ordres.

A partir de ce moment il n'y eut plus dans l'armée française aucun des corps étrangers, qui y avaient servi si longtemps. Il subsistait cependant quelques vestiges de l'infanterie étrangère. Les anciens régiments allemands, irlandais et liégeois, bien qu'assimilés aux régiments français, existaient encore, mais ils ne comprenaient à cette époque qu'un petit nombre d'officiers et de soldats d'origine étrangère. On en retrouve quelques-uns avec La Fayette et Custine à l'armée des Ardennes : Salm-Salm, Royal-Liégeois, Royal-Allemand. D'autres servaient sous les ordres de Luckner aux armées du Rhin, du Nord et de la Moselle : La Marck, Berwick, Royal-Suédois, Royal-Hesse-Darmstadt, Nassau, Bouillon, Royal-Deux-Ponts. Mais au cours de ces campagnes, l'élément étranger s'élimina peu à peu, de sorte que ces corps déjà déclarés français par le décret du 21 juillet 1771 ne tardèrent pas à le devenir effectivement.

On peut donc dire que la dernière heure sonna pour les troupes étrangères en même temps que pour la monarchie. Cependant ce serait une erreur de croire que la Révolution ait donné à la France une armée purement nationale. A l'heure même où elle renonçait avec éclat aux services des étrangers qu'elle avait à sa solde, elle édictait une série de mesures qui furent le prélude de nombreux enrôlements, grâce auxquels toutes les nations devaient bientôt se retrouver sous les drapeaux français.

SECTION II

APPEL AUX ÉTRANGERS

La Révolution faisait la guerre à l'Europe au nom de la Liberté et dans le but hautement proclamé d'en imposer les bienfaits à tous les peuples. Elle devait logiquement laisser venir à elle tous ceux qui partageaient ses idées et qui désiraient, avec elle, secouer le joug du despotisme et abolir les privilèges. Elle devait les admettre à combattre dans ses armées pour aider à faire reconnaître partout les principes nouveaux.

C'est ce que M. Lásource exposait en ces termes à l'Assemblée en 1792 : « Puisque vous avez admis au titre de citoyens français tous les philosophes étrangers qui ont combattu les tyrans par la force de

la raison, vous devez aussi admettre au nombre des citoyens français tous les étrangers qui subjuguent les tyrans par la force des baïonnettes (1). » Lorsqu'en février 1792, l'Assemblée décida la formation de légions, le rapporteur déclara qu'il fallait admettre les étrangers dans les troupes légères : « Il se trouvera chez nos ennemis mêmes des hommes hardis, courageux, entreprenants, qui, attirés par l'appât qu'offre ce genre de service, viendront se ranger sous nos drapeaux et, entourés des soldats d'une nation libre, ils apprendront d'eux à connaître les droits de l'homme et à vaincre ou à mourir pour la Liberté (2). »

Ces idées soulevèrent les récriminations de plusieurs députés qui signalèrent le danger d'admettre indistinctement la moitié ou presque les deux tiers d'étrangers dans des corps d'où dépend souvent la sûreté de l'armée entière.

M. Carnot se demandait ce que deviendraient les légions à la paix et exprimait ses craintes de voir rester à la solde de la France des soldats recrutés en dehors du pays. Mais dès que la guerre fut déclarée, l'Assemblée se hâta de voter le projet tel qu'il lui avait été présenté. Cette décision confirmait d'ailleurs les principes énoncés dans la déclaration de guerre du 20 avril qui portait ces mots :

1. *Arch. parl.*, t. XLIX, p. 41.

2. *Arch. parl.*, t. XXXVIII, p. 613.

« La nation française adopte d'avance tous les étrangers qui, abjurant la cause de ses ennemis, viendront se ranger sous ses drapeaux et consacrer leurs efforts à la défense de sa liberté, elle favorisera même par tous les moyens qui sont en son pouvoir leur établissement en France. »

A partir de ce moment toute une série de décrets autorisent l'admission dans l'armée d'officiers et de soldats étrangers.

Le 29 mai l'Assemblée, « Considérant que la guerre que fait la nation française intéresse tous les peuples et qu'il peut être utile d'attacher à son service quelques officiers étrangers qui désirent combattre pour la liberté » admet à servir avec leur garde quatre officiers généraux des armées étrangères (1).

Le 8 juillet, le ministre de la Guerre dépose un message au roi demandant la création d'une Légion batave. Il fait ressortir les avantages militaires et politiques qu'il y a à utiliser les nombreux officiers qui se sont réfugiés en France après la Révolution de Hollande. Ce corps qui fut autorisé le 26 juillet, et tous les étrangers y furent admis, reçut la dénomination de légion franche étrangère, mais il fut surtout composé de Hollandais. Au même moment la Belgique qui venait de secouer le joug de l'Autriche et de chasser les troupes de Joseph II réclamait la protection de la

1. Duvergier, t. VI, p. 214.

France. Beaucoup de Belges et de Liégeois vinrent en France pour s'enrôler sous nos drapeaux. Ils formèrent trois légions, d'abord soldées par les réfugiés belges qui constituaient le comité de la Belgique. Bientôt les ressources de ces patriotes s'épuisèrent par suite de l'augmentation des corps. Pour remédier à cette situation, l'Assemblée autorisa le ministre des Affaires étrangères à prélever, pour leur entretien et armement, une somme de 500.000 francs prise sur les fonds secrets de son département. Elle déclarait que la France « s'honorait toujours de recevoir dans son sein et sous ses drapeaux, les soldats de la Liberté qui viendraient s'y ranger pour la défendre » (1) Sur une pétition signée de nombreux Savoisien^s qui demandaient, « la cause des Français étant celle de tous les hommes » à former une légion sous le nom de Légion des Allobroges, l'Assemblée en décréta la création le 1^{er} août (2).

Les demandes se multipliaient. Le 2 août, un décret fut rendu concernant tous les sous-officiers et soldats qui abandonneraient leurs drapeaux pour ceux de la France. Ce décret parut si pressant au comité militaire qu'il ne put le faire précéder d'un rapport et reprit dans le préambule les principes déjà invoqués : « L'Assemblée considérant que les hommes libres seuls ont une patrie ; que celui qui abandonne une

1. 28 juillet 1792, *Arch. parl.*, t. XLVII, p. 225.

2. *Arch. parl.*, t. XLVII, p. 377.

terre asservie pour se réfugier sur celle de la Liberté ne fait qu'user d'un droit légitime. « Considérant qu'elle ne doit négliger aucun moyen pour terminer une guerre que la nation n'a entreprise que pour défendre sa constitution et son indépendance; Que parmi ces moyens, elle doit préférer avant tout ceux qui par cela seul qu'ils épargnent le sang des hommes, s'accordent le mieux avec ses principes (1)... » Ces explications nous montrent que l'Assemblée considérait comme un précieux avantage militaire les secours étrangers. Aussi, ne se contentait-elle pas de les accueillir, elle s'efforçait de les attirer par des appels pressants et des promesses avantageuses.

Le décret du 2 août réglait les conditions de l'enrôlement et accordait aux recrues d'importantes gratifications.

Le 27 août, un nouveau décret étendit ces avantages aux officiers étrangers, désireux d'embrasser la cause de la Liberté (2).

Une légion étrangère, qui porta le nom de Germanique fut formée, le 4 septembre 1792 (3), sur la demande du représentant Anacharsis Clootz, baron prussien. « orateur du genre humain ». Elle comporta

1. Duvergier, t. IV, p. 33.

2. Duvergier, t. IV, p. 33.

3. *Arch. parl.* t. XLIX, p. 349.

principalement des Allemands, des Prussiens, des Hollandais, mais aussi des Français.

La Convention suivit sur ce point l'exemple de la Législative. Le 2 décembre, elle admettait à sa barre plusieurs soldats suédois, qui exposèrent par la bouche de leurs officiers, que le ministre de la Guerre avait refusé de les employer sous prétexte qu'ils étaient étrangers. La Convention renvoya la question à son comité militaire. Laurent Lecointre présenta bientôt un rapport favorable dans lequel il développait les avantages de ce qu'il appelait lui-même « une espèce de noviciat révolutionnaire ». Il considérait comme un devoir pour la France d'accueillir les étrangers et de leur enseigner les principes de la Révolution, afin qu'ils puissent montrer à leurs concitoyens la voie à suivre et « guider les traits que leurs bras incertains lançaient contre les tyrans » (1).

La Convention, cependant, ajourna la discussion.

La Savoie ayant été annexée le 27 décembre 1792, la légion des Allobroges fut bientôt convertie en corps français.

Par décret du 26 janvier 1793 (2), la Convention décida que les trois légions belges et liégeoises, dont la situation n'avait pas encore été réglée, seraient

1. *Arch. parl.*, t. IV, p. 151.

2. *Idem*, t. LVII, p. 692.

provisoirement réunies aux armées de la République et soldées de la même manière.

Une légion batave fut formée le 25 mars 1793, sur la demande d'un certain nombre de Hollandais, qui s'étaient offerts « pour seconder de tous leurs moyens la Révolution française ». D'autres corps étrangers furent encore admis à la solde de la République, dans le cours de 1793 : les Hussards noirs de la Mort, les bataillons allemands des chasseurs à pieds de Müller.

Cependant, une réaction commençait à se dessiner contre l'abus de ces troupes diverses qui nuisaient à l'unité de l'armée. Au mois d'avril, Carnot et Duquesnoy écrivaient au Comité du Salut public, qu'ils éprouvaient beaucoup de difficultés pour le complètement des corps belges, bataves, etc. Ils ajoutaient qu'il faudrait, s'il était possible, « supprimer ces mille et un corps étrangers » (1).

Déjà, le décret du 21 février 1793, sur l'organisation générale de l'armée, avait soumis au même régime tous les étrangers qui étaient en France et dont l'organisation, la discipline et la solde n'avaient pas été réglées spécialement. Les légions franches étrangères avaient été, de ce fait, incorporées aux troupes françaises. Les décrets des 24 février et 23 août déclarant tous les Français en état de réquisition permanente permirent de continuer le mouvement. Grâce

1. *Correspondance générale de Carnot*, t. II, 22 avril 1793.

au nouveau recrutement, on pu remplir les cadres en ayant recours aux seuls Français. On commença même à envisager les moyens de supprimer les éléments étrangers ou, tout au moins, de les faire disparaître en les mélangeant aux Français. Dans les derniers mois de 1793, on constate une tendance très marquée vers la nationalisation des troupes. C'est l'époque des décrets de la Convention contre les étrangers, qui commencent à devenir suspects. Aussi, dès avant la fin de l'année, plusieurs corps avaient disparu. La suppression de la légion batave avait été décrétée le 6 novembre. A la suite de ce décret et de celui du 10 novembre, les divers corps d'infanterie belge, liégeoise, ou batave se rassemblèrent à Péronne où Duquesnoy, représentant du peuple près l'armée du Nord, leur annonça leur suppression. Ils furent aussitôt convertis en cinq nouveaux bataillons de chasseurs-tirailleurs s'élevant à 5.422 hommes qui furent répartis entre les divers corps français. Il restait encore un certain nombre d'étrangers provenant, en majeure partie, de déserteurs des armées ennemies dont la Législative et la Convention avaient empli l'armée, en glorifiant la désertion.

Depuis longtemps, les généraux avaient signalé les inconvénients de ces troupes plus onéreuses qu'utiles. Les avantages promis les attiraient en foule et devenaient une lourde charge qui n'était plus en

rapport avec les services rendus. Les abus résultant de cet état de choses décidèrent le Comité de la guerre à proposer à la Convention un décret qui fut adopté le 12 frimaire an II (2 décembre 1793). Aucun déserteur français ne serait plus admis dans les armées de la République (1) ; le Comité du Salut public devait proposer les moyens d'utiliser ces militaires encombrants. La Convention qui semblait honteuse d'avoir appelé à la défense de la Patrie d'autres hommes que des soldats français, continua à travailler à chasser de l'armée les éléments étrangers qui l'avaient envahie.

Dans la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), cette politique se trouva officiellement consacrée. L'article 269 portait en effet : « Aucune troupe étrangère ne peut être introduite sur le territoire français, sans le consentement préalable du corps législatif. »

Cette disposition n'introduisait rien de nouveau puisque nous l'avons déjà rencontrée dans la Constitution de 1795, mais la question se trouvait résolue beaucoup plus nettement dans l'article 287, ainsi conçu : « Aucun étranger qui n'a point acquis les droits de citoyen français ne peut être admis dans les armées françaises, à moins qu'il n'ait fait une ou plusieurs campagnes pour l'établissement de la République (2). »

1. Duvergier, t. VI, p. 389.

2. *Moniteur*, 10 fruct. an III, t. XXV, p. 374.

Cette disposition aurait dû, semble-t-il, mettre obstacle à toute introduction nouvelle de corps étrangers dans l'armée française. Néanmoins, sous le Directoire et le Consulat, nous voyons un grand nombre d'auxiliaires étrangers formés en légions portant le nom du pays qui les avait fournis. Après un rapide examen de ces corps et de leurs origines, nous rechercherons comment le gouvernement put concilier cet état de choses avec les principes constitutionnels.

Nous avons vu qu'à la fin de 1793, les corps belges et liégeois avaient été supprimés et incorporés aux demi-brigades. Le 1^{er} octobre, la Belgique, le pays de Liège et tout le territoire conquis sur la rive gauche du Rhin, réunis à la France formèrent neuf départements nouveaux. Dès lors, les troupes tirées de ces régions devenues françaises furent réparties indistinctement dans les divers régiments et nous n'avons pas à nous y arrêter. Il en fut de même des corps de la Flandre hollandaise, après la réunion des Pays-Bas à la France.

Les six départements du Piémont, cédés par le roi Charles Emmanuel en 1798, formèrent des demi-brigades qui conservèrent leur nom de piémontaises, mais qu'on ne peut considérer comme étrangères. Un petit peuple voisin, les Vaudois, arma une légion pour le service de la République. Elle porta le nom de légion vaudoise et de chasseurs vaudois ; après quoi, elle fut réunie aux troupes du Piémont en 1800 sous

le titre de première demi-brigade légère piémontaise.

Le royaume de Sardaigne fut chargé par le premier Consul, le 18 mai 1803, de fournir quatre légions recrutées dans ses possessions continentales. Une seule légion put être organisée et porta le nom de première légion piémontaise, puis, en 1804, de légion du Midi. L'Italie, aux jours de la Révolution, était divisée en un grand nombre de républiques : cisalpine ou italienne, ligurienne, romaine, parthénopienne, lucquoise, qui ne manquèrent pas de prendre une part active à la guerre dont elles étaient le théâtre. En 1799, les troupes de la république cisalpine, dont les frontières étaient occupées par les Autrichiens, passèrent à la solde de la France qui reçut ainsi cinq demi-brigades, deux régiments de hussards et un bataillon d'artillerie. Le 8 septembre 1799, le Directoire créa une légion italique qui se recruta de Piémontais, de Cisalpins, de Romains et de Napolitains. De 1799 à 1800, l'armée française reçut encore des bataillons liguriens, une demi-brigade et un régiment de hussards de Naples, la 2^e légion d'infanterie romaine, le 1^{er} régiment de dragons romains et quelques compagnies d'artillerie de Rome et de Lucques. Enfin, en 1803, une compagnie française fut tirée de l'île de Capraïa.

Lorsque la Pologne disparut de la carte d'Europe, en 1795, le général Dobrowski, désireux de travailler à la reconstitution de sa patrie, vint à Paris et proposa

au Directoire la création de légions polonaises qui, tout en servant la France, constitueraient le noyau de la future armée polonaise. Deux légions furent organisées au commencement de 1797 et combattirent en Italie avec les troupes lombardes. En 1800, leurs débris formèrent la première légion polonaise qui fut officiellement admise à la solde de la République française. Un décret du 8 septembre 1799 (6 fructidor an VII), avait créé une seconde légion polonaise sous le nom de légion du Danube, en même temps que les légions italique et des Francs du Nord. En 1800, ces légions furent converties en trois demi-brigades polonaises.

Dans le but de porter un coup fatal à l'Angleterre, le général Hoche entreprit, en 1796, une expédition pour venir en aide aux Irlandais rebelles. Avec l'autorisation du Directoire, il réunit un corps expéditionnaire comprenant surtout des soldats et des officiers irlandais. Ces projets ayant échoué, les régiments furent licenciés, le 21 février 1799. Mais le grand nombre d'Hollandais émigrés en France permit de constituer, le 31 août 1803, un bataillon irlandais qui continua à servir sous l'Empire.

A la rupture de la paix d'Amiens, le gouvernement consulaire créa, le 5 octobre 1803, une compagnie de guides interprètes pour l'armée d'Angleterre, qui devait être recrutée parmi les hommes ayant habité le pays. Beaucoup d'Irlandais y entrèrent. Mais la compagnie perdit bientôt tout caractère étranger et devint, en 1807,

la compagnie des guides du prince de Neuchâtel.

Lorsque le roi de Sardaigne céda à la France tous ses droits sur le Piémont, il se trouvait, dans les troupes qu'il lui légua, une compagnie de cent Suisses et cinq régiments helvétiques : Bellermont, Ernest Peyerrimhoff, Bachmann et Zimmermann. Ils furent organisés, le 6 novembre 1798, en deux légions helvétiques. Un mois après, une capitulation était conclue directement avec la République helvétique pour une levée de 18.000 hommes qui formeraient six demi-brigades. En 1800, le premier Consul leva, également en Suisse, le bataillon du Léman chargé de garder le Saint-Bernard et deux compagnies de chasseurs carabiniers éclaireurs qui servirent jusqu'en 1804. Dans la cavalerie, la réunion de deux compagnies de hussards suisses forma, en 1803, la compagnie helvétique de chasseurs à cheval. Enfin, on organisa une compagnie d'artillerie helvétique.

Le bataillon de chasseurs francs de Cassel, créé en 1793 pour recevoir les Allemands, avait été supprimé deux ans après. Le 8 septembre 1799, la légion des Francs du Nord fut créée « pour utiliser le dévouement et le courage des habitants des pays situés entre Meuse et Rhin et Rhin et Moselle ». Elle reçut un grand nombre de Hollandais, de Belges, de Prussiens, de Hongrois, mais ces territoires étant devenus départements français, le 14 mai 1800, la légion fut incorporée dans les demi-brigades françaises. Signa-

lons encore le régiment allemand de Brempt qui passa du service du roi de Sardaigne à celui de la France, lors de la Révolution du Piémont en 1798.

Au cours de l'expédition d'Égypte, Bonaparte comprenant qu'il ne devait pas compter sur des renforts français, résolut de demander aux pays mêmes où il portait les armes, les ressources dont il avait besoin. Dès la prise de Malte, il eut soin de constituer une légion maltaise qui passa avec lui en Égypte. Là Bonaparte et, après lui, Kléber continuèrent cette tactique. Les Turcs prisonniers à la bataille des Pyramides et un certain nombre de volontaires formèrent une compagnie à pied qui fut adjointe aux guides de l'armée d'Orient.

La légion grecque et la légion cophte furent ensuite organisées et formèrent, en 1802, le bataillon de chasseurs d'Orient. Kléber compléta la 21^e brigade d'infanterie légère avec des nègres achetés aux caravanes d'Éthiopie. C'est également au cours de cette expédition que Bonaparte créa le premier escadron de Mameluks avec quelques déserteurs des armées de Mourad et d'Ibrahim auxquels il joignit des Syriens qui avaient servi les Français au siège de Saint-Jean-d'Acre. Ce corps entra, en 1802, dans la garde consulaire et se recruta de cavaliers originaires du Caire, de Syrie, de Géorgie, d'Arménie et de Circassie.

En dehors des troupes déjà énumérées, la République entretenait des corps étrangers mélangés de divers

pays. Un bataillon de déserteurs étrangers composé surtout d'Autrichiens et commandé par des officiers français fut formé par un arrêté du 27 janvier 1801, et embarqué pour Saint-Domingue, le 18 janvier 1802. Un autre bataillon de déserteurs allemands, créé le 21 juillet 1802, reçut la même destination. La même année, il se forma deux bataillons étrangers et quatre compagnies de déserteurs étrangers. Enfin, trois compagnies composées d'hommes de couleur et de nègres provenant des prisons d'Angleterre, composèrent, par arrêté du 11 mai 1803, un bataillon de pionniers noirs qui passe, en 1806, à la solde du roi de Naples où il reçut le nom de Royal-Africain.

On voit que malgré les principes consacrés par la Constitution, le Directoire recourut largement au recrutement étranger.

Sans doute, la plupart des légions furent commandées par des officiers français ; il n'en est pas moins vrai que l'existence de ces corps paraît en contradiction avec la Constitution de l'An III. Lorsque le général Dobrowski offrit au Directoire de constituer des légions polonaises, le gouvernement se trouva dans un cruel embarras. Le projet lui semblait avantageux, mais la Constitution lui défendait de l'accepter. Le 28 octobre 1796, le Directoire écrivait à Bonaparte : « Aux termes de la Constitution, le gouvernement français ne pouvant prendre à sa solde aucune troupe étrangère, la proposition devient inacceptable.

Néanmoins, comme il pourrait n'être pas indifférent à l'intérêt de la République de faciliter aux Polonais, aujourd'hui au service de l'Autriche, les moyens de désertter, le Directoire vous engage à voir s'il ne serait pas possible de déterminer le gouvernement provisoire du Milanais, du Modenais, de les prendre à leur solde. » Bonaparte comprenant l'utilité d'un pareil secours, répondit que la « brave nation polonaise méritait d'être accueillie par un peuple qui aspirait à la liberté ». Il écrivit au congrès d'État de Lombardie, en le priant de prendre ces légions dans ses troupes. La proposition ayant été acceptée par la Convention du 9 janvier 1797, les légions polonaises purent ainsi entrer indirectement dans l'armée française, dont elles portèrent la cocarde.

Bientôt, les besoins devenant plus pressants, ces détours furent abandonnés et les légions furent mises ouvertement à la solde de la République. Lorsque la capitulation de 1798 assura à la France 18.000 Suisses, le Conseil des Cinq-Cents prétendit rester dans la légalité et il expliqua ainsi cette opinion : « En rendant la loi relative aux 18.000 Helvétiens, nous n'avons dû et pu dire que ceci : il sera payé au gouvernement helvétique une somme de..., à condition qu'il tiendra à la disposition du Directoire 18.000 hommes organisés et soldés à l'instar des troupes françaises (1). » Dans le rapport auquel nous emprun-

1. Rapport de J.-G. Lacuée, au nom de la commission du personnel de

tons ces lignes, Lacuée s'élevait de toutes ses forces contre la formation des troupes piémontaises que le Directoire avait cru pouvoir approuver de sa propre autorité.

Il protestait en ces termes contre cet abus de pouvoir : « Quoi ! il a existé un moment où le Directoire s'est cru assez puissant, ou par notre faiblesse ou par sa force, pour oser approuver, sans l'intervention des représentants du peuple, la formation d'un nouveau corps militaire composé, il est vrai, de patriotes, mais cependant d'étrangers. Il s'est cru assez puissant pour accorder une solde à ce corps, pour la lui accorder sur des fonds donnés pour entretenir des Français ; il s'est cru enfin assez puissant pour substituer des étrangers à des citoyens français. Certes, représentants, sans se montrer amants trop jaloux de la liberté, on est effrayé des suites que de pareilles entreprises pourraient avoir ! Si vous n'étiez point sortis de la torpeur dans laquelle vous étiez plongés, on aurait pu, avec de pareils systèmes, vous amener à votre insu à n'avoir que des étrangers pour défenseurs, et la Constitution veut, au contraire, qu'aucun étranger qui n'a point acquis les droits de citoyen français ne soit admis dans les armées françaises, à moins qu'il n'ait fait une ou plusieurs campagnes pour l'établissement de la République. » Si

l'armée de terre, pour les dépenses de l'an VIII. Conseil des Cinq-Cents.
Séance du 23 novembre an VII.

le rapporteur se montrait si sévère, c'est qu'il était ennemi des troupes étrangères qui « ont, dans tous les temps, dans tous les pays et particulièrement dans les républiques, anéanti l'amour de la gloire chez les citoyens et fini par renverser la liberté elle-même ».

Les partisans des corps étrangers surent résoudre l'objection résultant de l'article 287. Au moment de la création des légions italique, polonaise et des Francs du Nord, la question fut examinée dans un rapport présenté au Conseil des Anciens par Dentzel, qui soutint qu'on devait considérer l'esprit, non la lettre de la Constitution : « En effet, citoyens représentants, écrivait le rapporteur, en voulant qu'aucun étranger ne fit partie de la force publique de la République, la Constitution y a mis cette restriction : à moins qu'il n'ait fait une ou plusieurs campagnes pour la liberté et qu'il ait acquis le droit de citoyen. Or, peut-on refuser l'un ou l'autre de ces titres à ces exilés qui fuient leur patrie, parce que le despotisme y opprime tout sentiment national et toute dignité, à ces victimes honorables de la tyrannie russe et autrichienne qui n'ont d'espoir que dans la République française, d'asile que sur son sol, de patrie que celle que leur donneront nos triomphes ou leur offrira notre générosité ? Les refusera-t-on à ces habitants d'un pays en deçà du Rhin, qui s'indignent de la seule possibilité de passer sous le joug d'un maître, après avoir goûté la liberté et qui n'attendent que votre

signal pour prouver, par leur enthousiasme, qu'ils méritent de faire partie de la grande famille de ce peuple à qui ses triomphes, ses vertus, ses revers même assignent la première place parmi les nations ? (1) »

A l'aide d'un tel raisonnement, il était facile de légitimer la création de tous les corps étrangers qui parurent utiles. Le Conseil des Cinq-Cents, aussi bien que celui des Anciens n'hésita pas à adopter cette politique et proclama que « si les rois coalisés déploient des armées nombreuses contre les peuples libres, il importe à ceux-ci d'admettre dans leurs rangs tous les hommes qu'un élan sublime appelle à combattre pour la cause sacrée de la Liberté ».

Avec l'organisation de la conscription, le recours à l'étranger devint moins nécessaire. Aussi, les troupes auxiliaires tombèrent-elles en décadence sous le Consulat. Il restait beaucoup d'étrangers dans les armées, mais dépouillés de leur caractère primitif, disséminés dans les corps nationaux. D'ailleurs, une grande partie des troupes étrangères qui servaient la République furent envoyées à Saint-Domingue où elles furent presque totalement anéanties.

Si la suppression des troupes étrangères de l'ancien régime fut bien l'œuvre de la Révolution, on ne peut

1. Rapport Dentzel au Conseil des Anciens, 22 fructidor an XII. *Archives nationales*, A D VI, 84.

dire, cependant, que l'armée française soit devenue nationale à la chute de la royauté. Nous avons vu, au contraire, les étrangers entrer en foule dans les armées de la République. La contradiction est, à la vérité, plus apparente que réelle. Ce que la Révolution entendait faire disparaître, c'étaient les troupes privilégiées qui, protégées par les capitulations, jouissaient d'une solde plus élevée, d'une indépendance plus grande, que les troupes nationales dont elles excitaient la jalousie. La situation des corps étrangers créés après 1789 était bien différente ; c'étaient, pour la plupart, des partisans de la Révolution qui, désireux de mettre leurs bras au service de sa cause, demandaient d'eux-mêmes à entrer dans l'armée française. Ils y étaient reçus sur un pied d'égalité avec les troupes nationales dont ils prenaient l'organisation et auxquelles ils étaient complètement assimilés.

Un grand pas était fait vers le système des armées nationales ; mais l'adoption devait en être retardée par l'Empire dont les guerres continuelles allaient nécessiter des armements formidables et mettre en œuvre tous les moyens de recrutement.

CHAPITRE III

L'EMPIRE

PREMIÈRE SECTION

LES CORPS ÉTRANGERS DANS L'ARMÉE IMPÉRIALE

Si l'on examine la composition de l'armée napoléonienne, on est frappé, dès l'abord, de sa diversité. On y trouve une variété innombrable de corps et, dans cette foule infiniment bigarrée, on retrouve sous les uniformes de tous les genres et de toutes les couleurs, des représentants d'un grand nombre de nations. Cependant, la conscription appelait sous les drapeaux tous les citoyens de l'Empire dont les limites dépassaient de beaucoup celles de la France. Mais la consommation d'hommes était telle, que Napoléon dut sans cesse recourir aux secours étrangers. On peut se rendre compte de l'importance de ces secours par le chiffre total des étrangers qui furent employés dans les armées impériales, chiffre qui s'éleva à 393.000 hommes.

Examinons rapidement l'origine et la composition de ce formidable effectif.

Suisses. — Une capitulation avait été signée entre les Cantons et le Consulat, le 27 septembre 1883, mais elle ne fut mise à exécution que sous l'Empire. La France devait entretenir un corps de 15.000 Suisses en quatre régiments. La solde était celle de l'infanterie française, mais un système de primes favorisait les engagements. Ces quatre régiments, dont le premier fut formé, le 15 mars 1805, des débris des trois demi-brigades helvétiques, et les trois autres, le 10 octobre 1806, servirent sans interruption jusqu'en 1815. La capitulation fut renouvelée le 28 mars 1812, avec quelques modifications ; l'effectif était abaissé à 12.000 hommes, mais les Cantons s'engageaient à n'avoir aucun régiment au service d'une autre puissance et, en conséquence, à rappeler tous les Suisses qui servaient à l'étranger.

Une autre capitulation fut conclue entre la France et la République du Valais, en vertu de laquelle un bataillon valaisan fut formé, le 8 octobre 1805. En 1811, à la suite de la réunion du Valais à l'Empire français, ce bataillon fut dissous et incorporé dans le 11^e régiment d'infanterie légère.

Un décret impérial, du 11 mai 1800, créa le bataillon du prince de Neuchâtel dont le maréchal Berthier fut commandant ; il se composa de Neuchâtelois, de Suisses et de Valaisans, et fut licencié le 1^{er} juin 1814.

Italiens. — Les annexions à l'Empire commencèrent, en Italie, dès 1805, par la République ligurienne qui forma trois départements français ; en 1808, les grands-duchés de Toscane, de Parme et de Plaisance en fournirent quatre, et les États romains, deux en 1810 ; tous versèrent leurs contingents militaires dans les régiments français.

Un certain nombre de corps distincts furent formés et vinrent s'ajouter aux troupes déjà admises au service de la France, sous la République. Tels furent le régiment de la Méditerranée, les dragons toscans, les husards de Jérôme Napoléon, les chasseurs auxiliaires génois, les bataillons de vélites, les vétérans romains et liguriens, et les compagnies de sbires,

Polonais et Tartares. — Les Polonais avaient toujours l'espoir que la France reconstituerait leur patrie. A l'arrivée des Français sur leur territoire, en 1816, ils s'armèrent et leur offrirent leurs services. Deux légions du Nord, créées en 1806, passèrent, l'année suivante, à la solde du roi du Saxe. En 1807, Napoléon constitua en Pologne, avec les débris de l'ancienne légion polonaise, une légion polacco-italienne qui s'appela, en 1808, légion de la Vistule. Une deuxième légion de ce nom, fut créée, le 8 juillet 1809.

Un décret du 20 septembre 1812, daté de Moscou, autorisa la levée d'un régiment lithuanien qui fut commandé en partie par des officiers polonais.

Deux régiments de cheveu-légers polonais, appelés

lanciers de la légion de la Vistule, furent mis à la solde de la France en 1808 et 1811.

De 1807 à 1814, un régiment de lanciers polonais servit dans la garde impériale : un second régiment y entra en 1812, et quatre compagnies de gardes d'honneur polonais, en 1813.

La Pologne fournit encore à Napoléon des bataillons d'artillerie et de sapeurs et un grand nombre de régiments de lanciers lithuaniens, de chasseurs et de hussards polonais.

Un escadron de Tartares qui avait été attaché aux lanciers polonais en 1812, en qualité d'éclaireurs, fut presque entièrement anéanti en Russie.

Portugais. — Après l'envahissement du Portugal en 1807, la moitié de l'armée fut licenciée ; l'année suivante, le décret du 10 mai 1808 organisa ce qui restait, en une légion portugaise qui servit jusqu'en 1813.

Un bataillon de pionniers portugais exista aussi de 1812 à 1814.

Espagnols. — En 1807, Napoléon obtint, du roi d'Espagne, une division de troupes auxiliaires, qui fut placée sous les ordres du marquis de la Romana. Le régiment Joseph-Napoléon, qui fut mis à la charge du Trésor français par le décret du 13 février 1809, sortit des débris de ces corps des troupes. Il fut désarmé par le décret du 25 novembre 1813.

Un corps de pionniers et un corps de vétérans

espagnols, créés en 1811, servirent jusqu'à la Restauration. A la même époque, les prisonniers espagnols étant devenus très nombreux, Napoléon les fit entrer dans les 30 bataillons formés dans ce but, par le décret du 23 février 1811. La même année, la Catalogne étant devenue française, un décret du 7 février 1811 créa un régiment de Catalogne. Enfin, un certain nombre de régiments espagnols passèrent en France en 1813, à la suite de Joseph ; ils furent, pour la plupart, désarmés, et formèrent deux bataillons de pionniers au commencement de 1814. Quelques mois après, Talleyrand négocia le retour dans leur pays des Espagnols qui avaient servi la France.

Ioniens, Grecs, Albanais.— Les îles Ioniennes, données à la France en 1807, fournirent, le 1^{er} juillet 1809, un régiment albanais qui eut un bataillon de chasseurs à pied grecs. Un bataillon septinsulaire fut également affecté à leur défense et fut complété par des Dalmates, Italiens, Napolitains et des prisonniers autrichiens. Les corps ioniens, qui comprirent encore un escadron de chasseurs à cheval ioniens, une compagnie d'artillerie, et des compagnies de sapeurs ioniens, de vétérans et de gendarmerie septinsulaires, furent licenciés en 1814.

Illyriens, Dalmates, Croates. — Les provinces illyriennes ne furent pas réunies constitutionnellement à l'Empire, mais les traités de Presbourg et de Vienne les placèrent sous le régime français. La Croatie qui

en faisait partie, était occupée par six régiments d'infanterie croate qui furent conservés et réorganisés en 1809.

En 1810, trois bataillons croates furent formés à Dôle, Besançon et Leybach, avec les prisonniers de guerre autrichiens originaires de la Croatie. En vertu du décret du 16 novembre 1810, Marmont leva un régiment d'Illyrie qui servit jusqu'en 1813.

Un régiment de hussards croates, levé par le décret du 23 février 1813, devint, la même année, un bataillon de pionniers croates qui fut supprimé en 1814.

A citer encore un bataillon de pandours albanais ou de Cattaro, et les pandours de Raguse ou de Dalmatie, créés le 1^{er} juin 1810.

Tous les régiments croates furent dissous par le décret du 25 novembre 1813.

Confédération du Rhin. — Les deux régiments de Hesse-Cassel, levés en vertu du décret impérial du 14 décembre 1806, passèrent au service de la Westphalie, à la fin de 1807. Napoléon, en qualité de protecteur de la Confédération du Rhin, reçut des princes allemands qui en faisaient partie, des contingents armés qui servirent tantôt comme corps auxiliaires, tantôt comme troupes à la solde de l'Empire.

Une partie des États de la Confédération germanique et les villes libres de Brême, Lübeck et Hambourg formèrent en 1810, avec des parcelles du Hanovre et de la Westphalie, la 32^e division militaire.

Le décret du 3 février 1811 y leva trois régiments d'infanterie avec un tiers d'officiers français. Les dragons hambourgeois qui devinrent successivement le 30^e régiment de chasseurs, et le 9^e régiment de cheval-légers de France, comprenaient des cavaliers westphaliens, hongrois, russes, bohémiens, prussiens, suisses, belges, hollandais, polonais, saxons, mecklembourgeois.

Les pays allemands fournirent encore les régiments de la Tour d'Auvergne, d'Isembourg et de Prusse qui reçurent des étrangers de tous pays.

Hanovriens et Westphaliens.— A la fin du Consulat, le général Mortier avait créé une légion hanovrienne qui se maintint sur pied jusqu'en 1811 ; elle fut composée d'éléments très divers : on y trouvait des sujets de Hanovre, Autriche, Prusse, Espagne, Naples, Pologne, Suisse, Russie, Suède, Hollande, villes hanséatiques, Dalmatie, Istrie, Frioul, États romains, Gênes.

Un régiment de Westphalie passa au service de France, en vertu du décret du 3 janvier 1889, et fut versé dans la légion hanovrienne.

Grand-Duché de Berg.— Le Grand-Duché de Berg qui appartint successivement à Murat, en 1806, et au prince Napoléon-Louis, fils du roi de Hollande, fournit un régiment de chasseurs qui, à partir du 17 décembre 1809, marcha avec la garde sous le nom de régiment des lanciers de Berg.

Un décret du 20 novembre 1813 décida que le 1^{er} régiment d'infanterie du Duché, réuni au 1^{er} bataillon du 2^e régiment, passerait à la solde de la France. Mais ce décret ne fut pas appliqué, car, cinq jours après, la plupart des corps étrangers furent licenciés. Mentionnons encore une compagnie de sapeurs mineurs pontonniers du Grand-Duché de Berg.

Belges. — La Belgique annexée fournit à l'armée impériale des contingents qui furent incorporés dans les régiments français; quelques corps gardèrent une composition exclusivement belge: le 112^e régiment de ligne, le régiment de Walscheren créé en 1811, et le régiment de cheveau-légers belges.

Hollandais. — La Hollandene fut réunie à la France que le 9 juillet 1810. A l'abdication du roi Louis-Bonaparte, son armée comptait 19.592 Hollandais, 1.687 Français, 5.481 Allemands, 15 Russes, 335 Polonais, en tout, plus de 27.000 hommes qui furent incorporés dans les troupes de France, par le décret du 18 août 1810. En vertu du décret du 14 septembre 1810, le régiment des grenadiers de la garde royale devint le 2^e régiment de grenadiers à pied de la garde impériale, et le régiment de hussards de la garde hollandaise devint le 2^e régiment de cheveau-légers lanciers de la garde impériale.

Cependant, les troupes hollandaises ne furent pas mélangées avec les régiments français. Napoléon tenait beaucoup à leur conserver leur nationalité,

ainsi que le prouve une lettre adressée de Fontainebleau au duc de Feltre, ministre de la Guerre, à qui l'Empereur écrivait, le 4 octobre 1810 : « Prenez pour règle que je veux que les deux régiments de cavalerie, les cinq régiments d'infanterie et le régiment d'artillerie hollandais soient composés de Hollandais, hormis le nombre d'Allemands que j'ai déterminé. »

Les vélites et pupilles qui servaient à recruter l'armée hollandaise, furent mis à la solde de la France, le 1^{er} septembre 1810, et entrèrent dans la garde en vertu du décret du 30 mars 1811, qui leur donna le titre de pupilles de la garde impériale. Deux bataillons et une compagnie d'artillerie expéditionnaires des Indes furent levés en Hollande en 1810, et un bataillon de pionniers fut organisé en janvier 1814.

Peuples divers. — Quelques-uns des corps dont nous venons de parler reçurent exceptionnellement des soldats de divers pays, mais il y eut aussi des régiments étrangers qui se recrutèrent de militaires de toutes les nations. Le régiment de la Tour d'Auvergne et le régiment d'Isembourg, créés tous deux en 1805, devinrent, en vertu du décret du 3 août 1811, les premier et deuxième régiments étrangers qui se composèrent de Hongrois, Bohémiens, Prussiens, Suédois, Russes, Autrichiens, Polonais, Hanovriens, Saxons, Bavares, Suisses, Belges, etc.

Un bataillon irlandais, créé le 3 août 1803 et appelé, dans l'usage, légion irlandaise, forma en 1809,

avec trois bataillons recrutés en tous pays, un régiment qui reçut, le 3 août 1811, le nom de 3^e régiment étranger. Un décret du 25 novembre 1813 en fit sortir les Russes et les Allemands, et y versa le 4^e régiment étranger. Ce dernier avait été tiré lui-même, en 1811, du régiment de Prusse qui existait depuis 1806. Il fut dissous, le 25 novembre 1813, et les Russes, Allemands, Danois et Suédois qui s'y trouvaient, passèrent dans le régiment de pionniers étrangers formé, le 19 décembre, à Arras.

Aux deux bataillons étrangers existant depuis 1802, un troisième vint s'ajouter en septembre 1809. Ils furent tous licenciés, le 25 novembre 1894.

Un régiment de pionniers blancs, créé en 1806, fut dissous par le décret du 1^{er} septembre 1810, et réorganisé en cinq compagnies de pionniers volontaires étrangers qui s'augmentèrent encore de trois compagnies en 1811.

Les prisonniers de guerre furent même employés par Napoléon : un décret impérial, du 23 février 1811, les organisa en trente bataillons, dont quinze pour les travaux de fortification et quinze pour ceux des ponts et chaussées.

SECTION II

SITUATIONS DIVERSES DES CORPS ÉTRANGERS

Il est facile de se rendre compte, d'après l'énumération que nous venons de faire, du nombre considé-

nable d'étrangers qui servirent dans les armées napoléoniennes.

En parcourant cette liste imposante, on s'étonne qu'un homme ait pu réunir dans sa main une masse armée où se mêlaient des nations et des races si diverses, et on se demande comment il est arrivé à développer jusqu'à l'excès, au lendemain même de la Révolution, un système qu'elle avait condamné.

Il nous faut d'abord remarquer que les corps que nous avons passés en revue ne furent pas tous, à proprement parler, des troupes étrangères. Au cours des campagnes de Napoléon, l'Empire s'agrandit sans cesse aux dépens des États voisins dont un grand nombre virent leurs territoires annexés, en tout ou en partie, aux possessions françaises (1). Au fur et à mesure de ces agrandissements, les contingents militaires des territoires absorbés étaient incorporés dans les régiments français auxquels ils se mélangeaient intimement. Cependant, un certain nombre de corps restèrent distincts et continuèrent à porter des noms qui révélaient leur origine. Nous avons vu que les Hollandais en particulier furent absorbés dans les troupes françaises et que Napoléon conserva soigneusement leurs régiments nationaux.

Il est évident que nous ne devons pas considérer comme troupes étrangères les contingents fournis

1. En 1811, l'Empire français comptait 130 départements.

par les pays annexés. Du moment où ces territoires faisaient partie de l'Empire, il était naturel que la conscription s'y appliquât, ou qu'ils fournissent, sous une forme quelconque, leur participation à l'armée impériale.

Une seconde distinction doit être faite entre les régiments étrangers proprement dits et les corps auxiliaires qui servaient sous le drapeau de leur gouvernement, sans être à la solde de l'Empire. Ces troupes étaient fournies soit par les États vassaux qui, sans être annexés, étaient tenus de joindre à l'armée française tout ou partie de leurs effectifs, soit par les États alliés qui, par des traités d'alliance offensive, s'étaient engagés à soutenir l'empereur au moyen de contingents plus ou moins importants.

C'est ainsi que la Confédération du Rhin, les royaumes d'Italie, de Naples, et d'Espagne, le Grand-Duché de Varsovie et toutes les autres principautés créées par Napoléon durent en qualité d'États vassaux mettre des troupes à sa disposition. D'autre part, des traités assurèrent à l'empereur, à diverses reprises, des contingents alliés prussiens, bava-rois, saxons, autrichiens, danois.

Tous les corps qui servirent ainsi à titre auxiliaire, ne peuvent être classés dans la catégorie que nous avons appelée « troupes étrangères ». Ils étaient englobés dans l'armée française, mais ils restaient sous la dépendance de leurs États respectifs qui conti-

nuaient à les entretenir. Cependant, un certain nombre de corps fournis par les États vassaux furent mis « au compte du Trésor impérial ». Napoléon prit ainsi à sa solde certaines unités de la Confédération rhénane et une partie de l'armée du Grand-Duché de Varsovie qui n'était pas assez riche pour l'entretenir.

Ces corps se trouvèrent alors dans une situation identique à celle des régiments suisses qui servaient en vertu de capitulations conclues avec la République helvétique, et des autres régiments étrangers qui étaient à la solde de la France.

Malgré les distinctions que nous venons de faire il restait encore un assez grand nombre de corps dans cette dernière situation. Napoléon ajouta aux troupes étrangères une longue suite de corps qui furent tous créés par des décrets rendus en vertu de la seule volonté impériale. Dès l'année 1800, le Pouvoir exécutif avait commencé à disposer à son gré, sans appel à la législature, des hommes, des cadres, des services, de la paie et du Trésor, et l'empereur ne fit que consacrer cette habitude du premier Consul.

D'ailleurs, à ce moment, personne ne songeait à protester contre ce recours incessant aux services étrangers. La France s'épuisait à fournir à la conscription et la nation ne pouvait suffire à combler les vides des armées impériales sans cesse décimées. Ce fut donc presque une nécessité pour l'empereur que l'introduction des étrangers dans ses armées. Déjà, dès la

campagne d'Egypte, Bonaparte avait dû lever des troupes dans les pays qu'il combattait ; plus tard il continua à demander une partie de ses ressources aux régions qu'il avait conquises. Nous avons vu qu'il alla même jusqu'à se servir des prisonniers de guerre dont il forma des bataillons destinés aux travaux de la défense.

Beaucoup d'historiens ont reproché à Napoléon cette composition de ses armées qu'ils considèrent comme une de ses plus grandes fautes. Il semble bien qu'il s'en rendit compte lui-même, car lorsque la fortune commença à l'abandonner, il chercha à se débarrasser des troupes étrangères qu'il avait appelées en si grand nombre, et ses dernières armées furent presque entièrement nationales.

SECTION III

DÉSARMEMENT DES CORPS ÉTRANGERS

À partir de 1810, Napoléon témoigna à plusieurs reprises une certaine méfiance envers les troupes étrangères. Ayant formé le projet de lever deux régiments d'infanterie dalmate, il chargea Marmont de le renseigner sur la dépense qui en résulterait. Lorsque le compte lui fut communiqué il inscrivit en regard du total : « Je n'ai pas besoin de cela : c'est trop cher. » Dans une lettre à son frère Joseph, l'empereur écrivait : « Les Suisses sont les seuls soldats étrangers qui

soient braves et fidèles. » Lorsque le même Joseph quittant son royaume d'Espagne lui demanda l'incorporation de sa garde dans la garde impériale, Napoléon refusa d'acquiescer à ce projet qu'il jugea trop précipité. « Il y aurait là, ajouta-t-il, quelques Espagnols dont je ne me souciera guère. »

Depuis que la victoire lui devenait infidèle, la défiance de Napoléon pour les étrangers augmentait sans cesse. Il est vrai que les faits n'étaient pas pour le rassurer : une grande partie de ses alliés s'était détachée de lui ; les défections d'York, de Bulow, de Schwarzenberg avaient livré le Niemen, l'Oder et la Vistule ; le mouvement s'était continué par les défections successives des Saxons à Leipzig, des Bavares à Hanau, et de presque toutes les troupes de la Confédération du Rhin en Catalogne. L'empereur décida de se débarrasser de toutes les troupes étrangères qui lui donnaient des inquiétudes. L'armée qu'il avait levée au début de 1813 avait été uniquement recrutée en France ; le décret du 25 novembre 1813 la rendit nationale en prononçant le désarmement de la plupart des régiments étrangers. Par ce décret un grand nombre de corps furent supprimés : le 4^e régiment étranger dit de Prusse, le régiment d'Illyrie, les six régiments croates, le régiment de hussards croates, le régiment espagnol Joseph-Napoléon et tous les autres régiments espagnols, les troupes portugaises, celles de Westphalie, de

Bade, de Wurtzbourg, de Francfort et de Nassau. Le jour même Napoléon écrivait au ministre de la Guerre : « Il est constant que dans la position actuelle des choses, nous ne pouvons nous fier à aucun étranger. Il me tarde d'apprendre qu'on a désarmé tous les corps qui sont compris dans le décret de ce jour. Cela nous fera des fusils de plus et des ennemis de moins. »

A la fin de 1813 il n'y avait plus dans l'armée, en dehors des troupes nationales, que quelques corps ioniens et albanais, le régiment de la Vistule, les trois régiments étrangers, les pionniers formés des bataillons récemment supprimés et les régiments suisses. En décembre 1813 la Diète fédérale décida de rappeler les régiments helvétiques qui étaient au service de la France.

Ainsi Napoléon, après avoir abusé des troupes étrangères, se vit abandonné par elles ou réduit à les licencier, au moment où il en avait le plus besoin.

Cependant un certain nombre d'étrangers restèrent fidèles à l'empereur jusque dans la défaite. Le traité de Fontainebleau permettait au souverain déchu de conserver pour sa garde 400 hommes de bonne volonté ; mais ce nombre fut presque doublé par les Italiens, Piémontais et Polonais qui le suivirent à l'île d'Elbe. C'est avec ces troupes qu'il débarqua en France en 1815 et qu'il arriva à Paris le 20 mars. Les premières mesures indiquèrent une certaine défiance envers les étrangers. Par le décret du 31 mars

1815, l'empereur décida que nul étranger ne pourrait être admis dans aucun des corps préposés à la garde de sa personne (1). Le 2 avril il licencia les corps suisses créés par la Restauration. Mais les circonstances pressantes l'obligèrent à accepter tous les moyens pour reconstituer une armée ; il fallut recourir encore à l'étranger. Le 3 avril l'empereur écrivait au prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre : « Il faudrait organiser cinq régiments étrangers, piémontais ou italiens, suisses, polonais, allemands, belges, utiliser les volontaires avec l'habit sous lequel ils viendront... » Et pour hâter les opérations, il écrivait encore le 10 avril : « Mon cousin, faites publier sur nos frontières depuis Lille jusqu'à Landau que tous les anciens soldats de la rive gauche du Rhin et de la Belgique qui ont marché avec nos aigles, seront admis de nouveau à servir et dirigés sur les régiments qu'on forme pour les recevoir. Il faut faire la même chose pour nos anciens soldats du Piémont et de l'Italie. » Les trois régiments étrangers ayant été supprimés le 2 mai, leurs effectifs joints aux nouvelles levées constituèrent bientôt huit régiments au lieu de cinq : un piémontais, un suisse, un polonais, un allemand, un belge, un espagnol et portugais, un irlandais, un italien.

Napoléon n'eut pas le temps de se servir de ces régiments ; les Suisses seuls firent la campagne de Belgique.

1. Une seule exception fut faite en faveur des lanciers polonais.

CHAPITRE IV

LA RESTAURATION

La première Restauration licencia les corps étrangers qui se trouvaient encore en France. Les Polonais furent rendus à la Russie, les Croates à l'Autriche, les Hollandais, les Belges et les Allemands à leurs gouvernements respectifs. Les Suisses seuls furent maintenus avec le comte d'Artois pour colonel général. Louis XVIII reconstitua même la compagnie des Cent-Suisses par une ordonnance du 15 juillet 1814. Ce retour aux usages monarchiques ne manqua pas de soulever des protestations. Le 27 juillet, M. Hébert proposait à la Chambre des députés de « supplier humblement Sa Majesté de lui présenter un projet de loi ainsi conçu : « En temps de paix, les troupes de « toutes armes formant l'armée française salariée par « l'État ne pourront être composées que de nation-
« naux (1). » Mais cette proposition développée en comité secret n'eut pas de suite immédiate. Au contraire un nouveau corps étranger fut créé par une

1. *Arch. parl.*, 2^e série, t. XII, p. 206.

ordonnance du 16 décembre 1814 pour recevoir les militaires espagnols et portugais sortis du régiment Joseph-Napoléon et de la légion portugaise, qui étaient en état de servir ; ils formèrent le régiment colonial étranger. Quant aux trois régiments étrangers qui portaient les noms de la Tour d'Auvergne, d'Isembourg et de régiment irlandais, ils furent conservés, mais l'ordonnance du 16 décembre leur donna une nouvelle organisation sous les noms de 1^{er}, 2^e et 3^e régiments étrangers.

Au retour de Napoléon, la compagnie des Cent-Suisses suivit Louis XVIII à Béthune ; elle fut désarmée près d'Amiens, et invitée à retourner en Suisse « pour y attendre les ordres du roi ». Ces ordres ne vinrent qu'après Waterloo. La compagnie rappelée rejoignit Louis XVIII à Cambrai et pour prix de sa fidélité au roi, elle eut l'honneur d'entrer la première dans Paris. Ayant repris ses services auprès du souverain, elle fut portée à 333 gardes ou officiers, le 21 mai 1817, et prit alors le nom de compagnie de gardes à pied ordinaires du corps du roi.

La conscription étant abolie, il fallut chercher des moyens de recrutement. Une ordonnance royale du 3 août 1815 organisa des légions départementales alimentées par l'enrôlement volontaire à prix d'argent, et dans lesquelles on admit les Français et les étrangers.

Ce n'était là qu'une situation provisoire. Une loi sur le recrutement fut mise en préparation et vint en

discussion devant le Parlement au commencement de 1818. Le projet posait en principe que l'armée devait se recruter par des engagements volontaires, et en cas d'insuffisance par des appels. Il y était dit que tout Français jouissant de ses droits civils était admis à contracter un engagement volontaire, mais l'article 2 qui posait cette règle ne comportait pas l'exclusion expresse des étrangers. On ne tarda pas à le faire remarquer dans la discussion : le baron Bignon proposa de combler cette lacune (1). « La nation française veut une armée, dit-il, et elle veut une armée nationale. Pour former une armée qui soit nationale, la première condition est que l'armée ne soit composée que d'indigènes. Il faut comprendre dans l'exclusion tout étranger non naturalisé en France. » S'inspirant des données de l'histoire, l'orateur en tirait cette conclusion : « Le fond des armées est devenu meilleur à mesure qu'il s'est dégagé d'éléments étrangers ; il ne sera parfait que quand il n'en entrera plus aucun dans leur composition. » A son tour M. Dupont (de l'Eure) s'éleva contre les régiments étrangers « dont le service, si chèrement payé par le Trésor public, est un juste sujet de douleur pour tout véritable Français » (2). Il appuyait cette assertion sur des chiffres prouvant que la solde des régiments suisses s'élevait à plus de un septième de la solde de la cavalerie et

1. *Arch. parl.*, 2^e série, t. XX, p. 305.

2. *Arch. parl.*, t. XX, p. 463.

de l'infanterie nationales réunies. Enfin, lors de la discussion de l'article 2, M. de Chauvelin demanda une nouvelle rédaction qui consacra^t de façon plus explicite l'exclusion des étrangers⁽¹⁾; mais la Chambre jugeant l'article suffisamment clair puisque le mot « Français » s'y trouvait explicitement énoncé maintint la rédaction primitive. Elle fut également ratifiée par la Chambre des Pairs et figura dans la loi du 10 mars 1818⁽²⁾. Ainsi se trouva assurée pour l'avenir la nationalité des troupes françaises. Mais à côté de celles-ci il restait encore des troupes étrangères et c'est vers elles que se portèrent alors les attaques.

Les huit régiments étrangers créés par Napoléon pendant les Cent-Jours avaient été licenciés par l'ordonnance du 6 septembre 1815; tous les militaires de ces régiments, officiers, sous-officiers et soldats étaient déclarés libres de retourner dans leur patrie; mais il était formé par un choix fait parmi ceux qui désiraient rester au service une légion royale étrangère qui devint le 9 juin 1816 la légion de Hohenlohe et plus tard le régiment du même nom.

A partir de ce moment les régiments suisses furent les seuls corps étrangers conservant une nationalité définie. Une capitulation fut conclue le 1^{er} juin 1816

1. *Arch. parl.*, t. XX, p. 520.

2. Art. 2. — Tout Français sera reçu à contracter un engagement volontaire sur la preuve qu'il est âgé de dix-huit ans, qu'il jouit de ses droits civils et qu'il peut être admis dans le corps pour lequel il se présente.

avec les Cantons pour former deux régiments dans la garde royale et quatre régiments de ligne. Aux termes de cette capitulation qui fut la dernière qu'ait conclue la France, tous les officiers des corps créés devaient être suisses. Les sous-officiers et soldats pouvaient comprendre un quart d'étrangers, sauf dans les régiments de la garde qui conservaient entièrement leur composition helvétique. Ces régiments furent mis sur pied le 18 juillet, et un mois après, une ordonnance du 18 août 1816 régla les attributions du colonel général des Suisses, qui conservait toutes les anciennes prérogatives de cette fonction, « compatibles avec la constitution nouvelle de l'armée ».

C'était le retour complet à l'état de choses de 1792 et ce fait fut encore souligné par l'ordonnance du 10 août 1816 rendue le jour anniversaire de celui où les Suisses avaient marqué leur dévouement à la royauté. Il y était dit que tous les anciens officiers du régiment des gardes-suisses qui faisaient partie de ce corps à l'époque du 10 août 1792, et qui n'avaient pas pu être placés dans les deux nouveaux régiments suisses affectés à la garde royale, obtiendraient, en témoignage spécial de l'estime et de la reconnaissance du roi, le grade supérieur à celui dont ils étaient brevetés en 1892.

Ces mesures ne tardèrent pas à soulever les protestations des libéraux. Le souvenir du 10 août n'était pas effacé et les adversaires de la royauté ne manquèrent pas d'entretenir le ressentiment du peuple

contre le régiment des gardes, et par contre-coup contre toute la nation suisse. Un grand nombre de feuilles et de pamphlets firent le procès des troupes capitulées et en réclamèrent ouvertement la suppression. Ces tendances devaient bientôt se manifester à la tribune de la Chambre des députés. Il était difficile d'aborder la question directement, car la Charte, donnant tous pouvoirs au roi pour conclure et rompre les traités, ne permettait pas à la Chambre de discuter les capitulations. Mais il appartenait au pouvoir législatif de voter les crédits nécessaires à l'entretien de l'armée, et c'est sur ce terrain que la lutte s'engagea. Dans la discussion du budget de 1819, un député, M. Dupont (de l'Eure) s'éleva contre le silence du ministère de la Guerre au sujet des régiments étrangers. Il s'étonna que la Chambre ne fût pas informée de la proportion dans laquelle ces troupes entraient dans la composition de l'armée, et du chiffre qu'occupait leur solde dans les dépenses de la Guerre : « J'entends dire de toutes parts, dit-il, que la solde d'un régiment suisse est presque égale à celle de deux régiments français ; on assure même qu'indépendamment de ce premier avantage déjà si considérable, les officiers étrangers sont beaucoup mieux traités que les nationaux pour l'avancement et la retraite. » Cherchant à évaluer la perte qui résultait pour le Trésor des services étrangers, l'orateur rappelait que les uns la fixaient à 60.000 francs, d'autres à 1.500.000 fr.

et même à 2 millions. Aussi déclarait-il que la Chambre ne pouvait voter aveuglément une telle dépense et demandait-il au ministère des explications complètes sur ce sujet. Tout en se défendant de discuter le principe des capitulations, M. Dupont laissait paraître clairement son opinion personnelle : « Je n'examine pas en ce moment, disait-il, si le service des étrangers en France est commandé par la politique, ou si, il n'est pas plutôt une atteinte à la dignité nationale et à l'intérêt de nos finances ». A la fin de son discours il se montrait encore plus affirmatif : « Je forme le vœu que ce soit la dernière année où nous comptions dans notre armée d'autres soldats que des soldats français. Espérons, Messieurs, que le ministère entendra ce vœu qui, je ne crains pas de le dire, est celui de l'immense majorité de la nation, et qu'il fera disparaître du budget de 1820, une solde non moins contraire à la dignité de la France qu'onéreuse pour le Trésor public. »

Une voix s'éleva pour défendre les régiments suisses, celle de M. de Puymaurin qui, en un long discours, énuméra les avantages de la politique des capitulations. Il rappela les services rendus à la France par les troupes suisses au cours d'une alliance de trois siècles et demi. Il fit ressortir les avantages économiques résultant de cette bonne entente avec un pays qui offrait aux exportations françaises de précieux débouchés pour le sel, les grains, les vins. Au point de vue militaire, il montra la France économi

sant 10.000 soldats et des travaux de défense considérables. Il insista sur l'obligation où se trouverait le pays, en cas de rupture, de fortifier 70 lieues de frontière, « ce qui nécessiterait, au jugement des meilleurs ingénieurs, dix ans de travail et cent millions de francs », et pour assurer la garde de ces forteresses, l'orateur assurait qu'il faudrait compter en temps de paix 20.000 hommes, et en temps de guerre 100.000 combattants. Qu'était, auprès de ces ruineuses dépenses, la somme consacrée annuellement à la solde des régiments suisses ? D'ailleurs, cet argent n'était-il pas consommé en France ? ne servait-il pas à alimenter l'industrie et l'agriculture françaises ? De plus, le danger serait grave de s'aliéner les Suisses qui passeraient nécessairement au service des nations voisines ; et M. de Puymaurin, pour donner plus de force à ses arguments, reprenait l'historique des capitulations, en mettant en relief les services sans nombre qu'ils avaient rendus aux rois de France.

On voit que la Chambre était encore partagée entre les deux thèses, qui étaient soutenues avec une égale chaleur. Les royalistes défendaient avec acharnement l'usage monarchique rétabli par la Restauration (1), mais ils sentaient que l'opinion leur était contraire et bien qu'après cette discussion, aucun pas ne fût fait

1. A la même époque, le marquis de Lagroye faisait paraître un mémoire en faveur de l'alliance suisse, intitulé « Sur le projet de réformer les Suisses, projet idéalement précurseur du licenciement de la brave et fidèle garde royale. »

dans la voie de la suppression des troupes suisses, on pouvait néanmoins prévoir qu'elles ne subsisteraient pas longtemps.

En effet, le mouvement gagna du terrain au cours des années suivantes, et la question revint devant les Chambres en 1821. M. de Cormenin proposa la suppression des 5.226.000 francs affectés à l'entretien des Suisses ; et le général Sebastiani réclama l'abolition de leurs privilèges. D'autre part la plupart des écrivains de l'époque condamnaient les services étrangers. Sainte-Chapelle traduisait l'opinion générale par cette appréciation . « L'appel, la vue, l'emploi des étrangers bouleversent toute idée de constitution sociale, le souverain qu'ils protègent est esclave ; le trône qu'ils soutiennent chancelle ; l'État qu'ils occupent n'est plus ; c'est une province conquise (1). »

En 1824 les attaques devinrent plus violentes ; les journaux de l'opposition traitaient ouvertement les Suisses en ennemis du peuple et conseillaient aux patriotes de courir sus aux uniformes rouges, dès les premières émeutes, et de les exterminer. Certains assaisonnaient leurs articles de plaisanteries plus ou moins heureuses ; on lisait dans *le Libéral* : « Qu'on y prenne garde ; le mot de « suisside » n'est point un calembour, et qu'on ne nous oblige pas à une nouvelle prise d'armes qui aurait le même résultat qu'en

1. Sainte-Chapelle, *Histoire générale des institutions militaires pendant la Révolution*, 1821, t. III, p. 318.

1792. » Sur une plainte du colonel de Courten, les auteurs de cet article furent poursuivis et déférés aux assises, mais le jury les acquitta.

Au cours de la discussion du budget de 1829, le colonel Jacqueminot proposa à la Chambre des députés, à la séance du 17 juillet 1828, la suppression des corps suisses (1). Il affirma que les Suisses coûtaient annuellement à la France une somme de plus d'un million en sus de ce que coûterait le même nombre de Français. Il s'éleva avec violence contre les privilèges dont jouissaient ces troupes, déclarant que si ces privilèges s'expliquaient autrefois, ils n'avaient plus aucune raison d'être puisque les régiments capitulés ne rendaient pas plus de services que des soldats nationaux.

Il proposa le licenciement de tous ces corps, s'appuyant sur un article de la capitulation de 1816 qui prévoyait la possibilité de cette mesure, pour des circonstances imprévues. Il affirmait que le changement de volonté d'une des parties contractantes suffisait à constituer ces circonstances, et à légitimer l'abandon d'une « politique surannée ». M. de Salvandy, commissaire du roi, prit la défense des capitulations : il affirma qu'il y avait là une dépense féconde et largement compensée par les avantages qu'elle procurait à la France, et il reprit la série si souvent répé-

1. *Arch. parl.*, t. LVI, p. 194.

tée des arguments habituellement invoqués en faveur des régiments suisses. Le ministre de l'Intérieur lui-même, M. de Martignac, prit la parole pour combattre la proposition du colonel Jacqueminot et déclarer que l'honneur de la Couronne et l'honneur de la France exigeaient le maintien d'un traité formel qui n'était que la continuation d'une alliance ancienne et avantageuse. Il ajouta qu'il y avait non seulement intérêt à ce maintien, mais impossibilité d'y porter atteinte : « Oui, Messieurs, dit-il, il y a impossibilité parce qu'il y a engagement ; et en France, il y a impossibilité quand il y a engagement. » Le ministre considérait comme un devoir de bonne foi, de franchise et de loyauté de ne pas se dérober à un traité consacré par onze dispositions législatives (1).

M. Dupin attaqua spécialement le privilège qui laissait aux Suisses le libre exercice de leur justice. Il s'éleva contre cette violation de la prérogative royale et des principes du droit public et privé. Le général Sebastiani termina la discussion en déclarant qu'une si importante question ne pouvait être tranchée aussi rapidement. Il demanda à la Chambre de laisser au gouvernement le temps de l'examiner, de la mûrir, et d'ouvrir au besoin des négociations nouvelles, tout en ménageant les intérêts de la France.

Les capitulations étaient encore sauvées, mais cette

1. *Arch. parl.*, t. LVI, p. 214.

victoire ne devait pas être de longue durée. Les adversaires des services étrangers continuèrent leur campagne ; ils saisirent toutes les occasions de manifester leur opinion à ce sujet et d'appeler de leurs vœux le licenciement des troupes étrangères. Ces attaques continuelles déterminaient dans l'opinion une sourde irritation qui devint de l'hostilité en 1830. Les esprits étaient de plus en plus surexcités ; la situation se rapprochait de jour en jour de celle de 1792 ; elle devait aboutir au même résultat, elle devait finir dans le sang.

Charles X avait, malgré tout, conservé les gardes suisses auprès de sa personne ; il en avait fait les soutiens de son trône menacé. Confiant dans ses forces, il signa, le 25 juillet, les trois ordonnances qui devaient déchaîner la révolte. Le 26, le peuple s'ameute ; le 27, la lutte commence : l'Hôtel de ville étant menacé, on envoie des Tuileries un détachement de Suisses qui entre sur la place de Grève au pas de charge. A la vue des uniformes rouges, la fureur des insurgés redouble ; des barricades s'élèvent et la bataille s'engage entre le peuple et les soldats étrangers. Les Suisses sont également assiégés dans la caserne de Babylone. Au Louvre, après un semblant de résistance, ils se retirent avec l'armée du roi par les Champs-Élysées. Le souvenir du 10 août planait sur ces journées ; la crainte d'un nouveau massacre décida la retraite.

La Révolution de 1830 marqua le terme des capitulations suisses. Louis-Philippe à peine proclamé rendit l'ordonnance du 11 août qui licenciait la garde royale et la maison militaire de Charles X; et cette mesure fut immédiatement étendue à tous les régiments suisses. Au même instant, d'ailleurs, les Cantons helvétiques, considérant que leurs nationaux n'étaient plus en sûreté en France, les rappelaient à eux, et les officiers décidaient également d'eux-mêmes de reconduire leurs troupes dans leurs pays (1).

Restait à régler les rapports de la France avec ses anciens soldats. Le baron de Saint-Aignan, ambassadeur à Berne, fut chargé par le gouvernement de Louis-Philippe de régler les questions pendantes, et ses négociations aboutirent à la Convention franco-suisse signée à Lucerne le 22 avril 1831. Les officiers, sous-officiers et soldats qui avaient été au service de France recevaient des pensions fixées d'après leurs états de services.

La Charte de 1830 remit en vigueur la disposition que la Révolution avait introduite dans ses constitutions au sujet des troupes étrangères; l'article 13 porte qu'aucune troupe étrangère ne pourra être admise au service de l'État ou introduite sur le territoire

1, Un parti s'était formé en Suisse pour la suppression des capitulations. Le colonel Rillet venait de publier à Genève une brochure intitulée : *Plus de Capitulations*, et plusieurs Cantons avaient décidé de ne plus fournir de troupes aux autres nations. Cette prohibition devait être étendue à toute la Suisse par la Constitution de 1848 qui interdit définitivement les capitulations militaires.

français qu'en vertu d'une loi ou du consentement préalable de l'Assemblée nationale.

Cela n'était pas suffisant; les partisans des idées nouvelles voulaient conserver d'une façon définitive le principe de la nationalité de l'armée. Aussi le projet de loi sur le recrutement présenté à la Chambre des députés le 11 décembre 1830 par le maréchal Soult, avait-il soin d'en poser la règle expresse dès son article 2. Dans l'exposé des motifs le ministre de la Guerre appuyait ainsi son opinion : « Il est de la dignité comme de la sûreté nationale que nul étranger ne soit admis dans nos rangs. D'accord en cela avec la Charte elle-même, la loi nouvelle consacre une exclusion que vous auriez sans doute invoquée les premiers. Des considérations politiques que je n'aborderai pas à la tribune justifieraient au besoin l'introduction d'un principe dont les conséquences ne peuvent échapper à tous les esprits éclairés. » Il n'était pas besoin d'insister. La plupart des députés étaient acquis à ces idées. Ils le montrèrent clairement dans la discussion d'un autre article qui visait les individus nés en France de parents étrangers (1). Tous ces débats révèlent une crainte unanime de faire entrer dans l'armée des soldats qui ne seraient pas citoyens, et tous les orateurs saisissent l'occasion d'affirmer leur union sur ce sujet. M. de Tracy déclare : « Il n'est pas prudent ni politique de placer dans nos

1. *Moniteur* du 28 novembre 1831.

rangs des hommes qui auront toujours le cœur étranger. » M. Poulle l'approuve en ces termes : « Je suis persuadé de cette vérité que l'étranger ne doit pas être admis dans les rangs de l'armée. » Le colonel Lamy s'écrie : « Je viens ici vous supplier de conserver à l'armée ce qui fait selon moi sa force et votre sécurité : sa parfaite nationalité. »

Et M. Havin affirme : « Le service dans les armées est un droit que peuvent seuls réclamer les Français... La France n'a pas besoin de soldats étrangers pour la défendre. »

La loi du 21 mars 1832, fruit de ces discussions, consacra ces idées dans son article 2, qui figure encore aujourd'hui dans nos lois de recrutement : « Nul ne sera admis à servir dans les troupes françaises s'il n'est Français. »

CHAPITRE V

LA LÉGION ÉTRANGÈRE

Après le licenciement des régiments suisses, il ne resta plus en France qu'un seul corps étranger : le régiment de Hohenlohe qui avait succédé en 1821 à la légion du même nom, formée elle-même en 1815 de ce qu'il restait des régiments étrangers créés par Napoléon pendant les Cent jours. Lorsque survint la Révolution de 1830, ce régiment comprenait un certain nombre de Français ; de plus beaucoup d'officiers et soldats avaient obtenu des lettres de naturalisation, de sorte que ce corps avait perdu en grande partie son caractère étranger. Louis-Philippe résolut de faire disparaître ce dernier vestige des troupes étrangères, et, par une ordonnance du 5 janvier 1831 (1), déclara dissous le régiment de Hohenlohe. Pour le remplacer, il était créé un régiment d'infanterie légère sous le numéro 21, qui pouvait recevoir les officiers, sous-officiers et soldats du régiment supprimé qui étaient nés ou naturalisés Français. Une

1. Duvergier, t. XXXI, p. 3.

disposition transitoire étendait ce droit à ceux qui étaient déjà en instance pour obtenir des lettres de naturalisation, ou qui en faisaient immédiatement la demande. Mais il était fixé un délai au delà duquel ne pourraient être maintenus en activité ceux qui ne justifieraient pas de leur naturalisation. Dès lors l'armée française devenait entièrement nationale. Il n'existait plus aucun corps spécial ou privilégié qui pût recevoir des étrangers ; et nous savons que l'engagement dans les troupes régulières était, depuis la loi du 10 mars 1818, réservé aux seuls Français. Le principe de la nationalité dont nous avons suivi les progrès successifs arrivait à son application intégrale. C'était là un système trop rigoureux pour être de longue durée.

La France était à cette époque le refuge d'une foule d'étrangers ; la Révolution lui avait attiré de nombreuses sympathies dans les populations des nations voisines, qui avaient pris l'habitude de venir demander asile au sol français, qu'ils considéraient comme la terre de la liberté. C'était le cas de beaucoup d'Espagnols et d'Italiens fuyant les persécutions politiques de leur pays ; d'un grand nombre de Belges et d'Allemands, admirateurs des institutions populaires de la France ou désireux d'échapper à des poursuites judiciaires dans leur patrie. On remarquait parmi ces réfugiés beaucoup d'Allemands de la rive gauche du Rhin, restés attachés à la France dont ils avaient fait partie. On y voyait encore des Polonais compromis

dans la révolution de Varsovie ; enfin des déserteurs des diverses armées européennes qui venaient chercher un refuge en France ou offrir leurs services au gouvernement. A ceux-ci vinrent s'ajouter les Suisses sortant des régiments licenciés, qui ne retournèrent pas dans leur pays, puis les militaires du régiment de Hohenlohe qui ne furent pas naturalisés Français. Tous ces étrangers se répandirent en France, cherchant à se créer des ressources par tous les moyens, de sorte que des désordres et des troubles graves furent bientôt à redouter. Le gouvernement dut accorder des secours à ces réfugiés, mais les dépenses de ce chapitre s'accrurent rapidement et devinrent considérables. Le maréchal Soult disait à la Chambre des pairs que le ministère de l'Intérieur supportait de ce chef une dépense de 140.000 francs par mois et que le ministère de la Guerre y consacrait une somme moindre, mais qui augmentait tous les jours.

Ces faits déterminèrent le gouvernement à présenter au Parlement un projet de loi autorisant la formation d'une légion étrangère qui permit à ces réfugiés de s'enrôler sous les drapeaux de la France, et de « reconnaître ses généreux bienfaits par d'honorables services ». Mais la question des troupes étrangères était encore trop brûlante pour que l'on songeât à faire revivre un système qui venait d'être condamné unanimement par le pays et que le nouveau gouvernement se flattait d'avoir aboli à jamais. Aussi, pour mainte-

nir le principe dans son intégralité, et calmer les craintes que le projet pouvait susciter, il était dit que le nouveau corps étranger ne pourrait être employé sur le territoire continental et ne devait être affecté qu'à un service hors du royaume. C'est en ces termes que le maréchal Soult, ministre de la Guerre, présenta le projet au nom du gouvernement à la Chambre des députés, le 4 février 1831 (1). Huit jours plus tard, M. de Caux faisait, au nom de la commission, un rapport en tous points favorable. Il prenait soin d'affirmer le maintien du principe de la nationalité et de l'unité de l'armée : « Il ne s'agit plus, Messieurs, d'admettre des troupes étrangères au service de la France, au moyen de traités onéreux qui engagent l'avenir. Le mouvement national qui se manifeste avec une si grande énergie démontre jusqu'à l'évidence que la France n'a pas besoin d'auxiliaires pour défendre son indépendance (2) ». Il déclarait que les considérations d'humanité, d'ordre public et d'économie sur lesquelles s'appuyait le projet, avaient déterminé la commission à proposer à l'unanimité son adoption.

Le principe de la loi ne rencontra pas de résistance sérieuse. Quelques députés émirent des craintes et

1. Ce projet avait en même temps pour but de régulariser la position de différents corps de troupes affectés au service des colonies ou à celui des pays occupés par les troupes françaises et composés de naturels du pays, notamment les zouaves d'Afrique.

2. *Arch. parl.*, 2^e s., t. LXXVI, p. 677.

proposèrent, prétendant se conformer à l'esprit de la Charte, de ne voter la création du nouveau corps que pour un temps limité; mais cet amendement fut bientôt repoussé. Cependant la Chambre décida que les dépenses des corps de troupes étrangères formeraient un article à part du budget de la Guerre; ainsi elle se réservait d'examiner chaque année le nombre d'étrangers employés au service de l'État et les frais occasionnés de ce chef au Trésor. La discussion se porta ensuite sur la question du territoire où la légion pourrait être employée. M. Odilon Barrot demandait qu'elle pût être employée à l'intérieur en vertu d'une ordonnance du roi. Cet amendement rencontra une opposition assez vive : les uns objectèrent qu'il pourrait être un motif d'inquiétude pour les puissances étrangères qui pourraient considérer cette manœuvre comme un appel à la désertion; d'autres ajoutèrent qu'elle pourrait susciter des craintes à l'intérieur : M. de Berbis déclara que « ce serait porter atteinte au pacte fondamental qui a voulu, pour ainsi dire, exclure tout étranger de nos armées nationales » (1). M. Baudet-Lafargue ajoutait : « Il faut en revenir aux vrais principes qui sont de n'employer les étrangers que dans la plus absolue nécessité. » Mais d'autres orateurs répondirent qu'il serait inhumain d'envoyer hors de France ceux qui demandent à la servir et

1. *Arch. parl.*, 21 février, 2e sér., t. LXVII.

qu'il y avait dans la sagesse du roi une garantie suffisante pour les puissances étrangères, aussi bien que pour ses sujets. Leur avis l'emporta et la Chambre vota la loi avec l'amendement qui l'élargissait.

La Chambre des pairs refusa de suivre les députés sur ce terrain. Dès le début de la discussion les orateurs signalèrent les dangers de la prérogative accordée au roi. « Je l'avoue, Messieurs, dit le comte de Montalembert (1), je ne conçois pas comment il a pu entrer dans la pensée du gouvernement, après les terribles événements que nous avons eu sous les yeux, d'admettre dans l'intérieur du royaume l'emploi d'une légion composée d'étrangers, de déserteurs, de gens de toute espèce. » Il précisa même ses craintes en ces termes : « Et qui nous dit qu'il ne pourrait arriver tel homme au pouvoir qui trouvant dans la garde nationale de Paris un obstacle à ses projets ambitieux, ne voulut se servir de cette légion étrangère pour l'exécution et ses projets liberticides. » Le duc de Broglie signala à son tour les inconvénients qu'il voyait à employer en France cette légion où se donneraient rendez-vous non seulement les proscrits politiques, mais « toute espèce d'hommes, criminels même, qui n'auront touché le sol de la France que pour échapper à la justice des tribunaux de leur pays ». Il conclut en disant : « Je ne juge pas utile la

1. 1^{er} mars 1832, *Ach. Parl.*, 2^e s., t. LXVII, p. 818.

formation de ce corps ; mais dans tous les cas, ce ne pourrait jamais être à l'intérieur qu'il pourrait être utilement employé. »

Le maréchal Soult soutint l'amendement adopté par la Chambre, et déclara que le gouvernement n'avait aucune intention d'employer la légion étrangère à l'intérieur. Le duc de Broglie répondit que l'amendement était par conséquent inutile, et s'éleva encore contre la création du nouveau corps : « Nous avons licencié les corps étrangers il y a à peine six mois, et pour de très bonnes raisons ; il faudrait qu'on nous en donnât au moins d'aussi bonnes pour les rétablir aujourd'hui. » Le général comte d'Ambrugeac s'éleva à son tour contre la formation d'une légion d'étrangers qu'il déclara en opposition avec le mode de recrutement adopté par toutes les puissances de l'Europe, le service obligatoire et personnel, le seul qui fût conforme au vrai principe de force, principe conservateur des sociétés : « Je crois, dit-il, que la formation d'un corps de déserteurs est une chose immorale depuis la nationalité des armées. »

On voit que la Chambre des pairs se montra plus strictement attachée au principe de la nationalité. Elle revint au projet primitif, en supprimant l'amendement que la Chambre des députés y avait introduit. Celle-ci s'inclina devant cet arrêt et la loi fut promulguée le 9 mars 1831.

Dès le lendemain, un ordonnance royale réglait la formation et l'organisation de la légion étrangère. Tout étranger pouvait y contracter par devant le sous-intendant militaire un engagement volontaire dont la durée pouvait varier entre trois et cinq ans. Les conditions d'admission étaient des plus larges ; il suffisait d'avoir au moins dix-huit et au plus quarante ans, et de fournir un acte de naissance, ou une autre pièce équivalente, un certificat de bonne vie et mœurs, et un certificat d'acceptation de l'autorité militaire constatant qu'on avait les qualités requises pour faire un bon service ; encore pouvait-il être passé outre à l'absence des deux premières pièces, par décision de l'officier général commandant. Il était dit aussi que les hommes de même nation et parlant la même langue seraient groupés par bataillon (1) ; mais dès 1835 on renonça à ce système qui compromettait l'esprit de corps pour adopter le mélange absolu des éléments de recrutement sans distinction d'origine.

Ces textes semblaient réserver exclusivement aux étrangers l'entrée de la légion. Dans la pratique, il n'en fut pas ainsi ; une instruction ministérielle du 10 mars 1831 décida que les Français pourraient être admis à y contracter un engagement par autorisation spéciale du ministre de la Guerre.

1. La légion comprit à l'origine 6.000 hommes en 7 bataillons. Les trois premiers furent composés d'Allemands, le quatrième d'Espagnols, le cinquième d'Italiens, le sixième de Belges et Hollandais, le septième de Polonais.

Lorsque la légion étrangère fut cédée à l'Espagne en 1835, pour servir la reine Isabelle dans sa lutte contre les Carlistes, le gouvernement créa par ordonnance du 16 décembre 1835 une nouvelle légion étrangère qui comprit un bataillon jusqu'en 1840 et trois bataillons ensuite. En 1841, elle fut séparée en deux régiments. Après la campagne de Crimée, Napoléon III accorda des lettres de naturalisation aux légionnaires et licencia les deux régiments.

Un décret du 16 avril 1856 les remplaça par deux nouveaux régiments étrangers. Enfin, la légion établie par la loi du 13 mars 1875 a été à nouveau dédoublée par le décret du 14 décembre 1884.

Sauf ces variations d'organisation, la légion étrangère est restée jusqu'à nos jours telle qu'au moment de sa création. Les Français ont continué à y être admis au titre étranger. Cependant, une décision ministérielle du 31 janvier 1890 disposa qu'en vue de réduire les effectifs des régiments étrangers, aucun Français ne pourrait s'engager ou se rengager dans ces corps. Mais une décision du 24 mars suivant rétablit l'ancien système et déclara que les Français même mariés ou veufs avec enfants pouvaient être admis à contracter des engagements de cinq ans dans la légion étrangère, au titre étranger, en produisant une autorisation ministérielle spéciale.

Les cadres comprennent des officiers et des sous-officiers étrangers, et des officiers et sous-officiers

français servant au titre étranger, mais les officiers seuls peuvent servir au titre français ; dans ce cas ils sont soumis à tous les règlements militaires français. Les officiers étrangers et au titre étranger sont régis par des dispositions spéciales ; ils ne peuvent exercer le commandement d'une fraction constituée comprenant des troupes françaises et étrangères qu'en l'absence d'officier français de grade égal (1).

1. Ordonnance du 18 février 1844.

APPENDICE

LES CORPS FRANCS EN 1870

Depuis la Révolution de 1830, il n'y a plus en France de troupes étrangères, puisque la légion a toujours été tenue en dehors du territoire.

Cependant en 1870, pendant la guerre franco-allemande, deux bataillons en furent tirés et servirent dans l'armée de la Loire. On put voir, à ce moment, dans les troupes françaises, un certain nombre de corps dont la composition en partie étrangère rappelait celle des anciens régiments étrangers et aurait pu faire croire à un retour à cet ancien mode de recrutement. Il n'en était rien ; il s'agissait seulement de corps francs, composés de volontaires français ou étrangers qui avaient demandé à prendre part à la guerre, mais ne faisaient pas partie, à proprement parler, de l'armée française. A la suite de protestations des Allemands contre la tenue irrégulière de ces francs-tireurs qu'ils refusaient de traiter en belligérants, un décret du 11 octobre 1870 (1) décida

1. Duvergier, t. LXX, p. 346.

qu'ils seraient tous rattachés à un corps régulier et placés sous les ordres d'un commandant militaire ; mais ils conservèrent leur situation spéciale et temporaire. Ils étaient constitués uniquement pour la durée de la guerre par des lois ou décrets spéciaux qui les autorisaient à servir sous les appellations les plus diverses : volontaires de Cathelineau, Garibaldiens, chasseurs des Vosges, éclaireurs de Bombonnel et de Franchetti, bataillon de Lipowski, bataillon Nicolaï, chasseurs savoisiens, éclaireurs de l'Allier, de l'Aveyron, du Doubs, francs-tireurs de la Côte-d'Or, de Dôle, de Toulouse, etc. (1).

Ces corps comptaient beaucoup de Français, mais ils pouvaient recevoir des volontaires de toute nationalité. Quelques-uns furent même composés presque exclusivement d'étrangers, parmi lesquels les plus célèbres furent les Garibaldiens. Dès la chute de l'Empire, Garibaldi avait quitté son île de Caprera avec un certain nombre de volontaires italiens. Il débarqua à Marseille et arriva à Tours le 8 octobre proposer ses services au gouvernement de la Défense Nationale. Le 13 octobre Gambetta, alors ministre de la Guerre, le nomma commandant des compagnies franches et d'une brigade de garde mobile dans la région des Vosges. Il organisa à Dôle sa petite armée

1. Près de 400 corps francs, comprenant 80.000 hommes, prirent part à la guerre.

qui compta un grand nombre d'Italiens sous les ordres de son lieutenant Bordone et de ses fils Menotti et Ricciotti Garibaldi. Ce dernier reçut en novembre 1871 le commandement de la 4^e brigade de l'armée des Vosges qui était composée exclusivement de corps francs.

L'existence de ces troupes, créations exceptionnelles et temporaires, restant, pour ainsi dire, en marge de l'armée, ne porte pas atteinte au principe de la nationalité. D'ailleurs un grand nombre des étrangers qui prirent part à la guerre furent naturalisés : un décret du 26 octobre 1870(1) supprima pour eux le délai d'un an habituellement exigé par la loi. Ils pouvaient ainsi être naturalisés aussitôt après leur admission. Ces précautions révèlent le souci constant de sauvegarder le principe de l'armée nationale, qui restait toujours à la base du recrutement.

1. Duvergier, t. LXX, p. 351.

CONCLUSION

Il résulte de notre étude que les premiers coups ont été portés au système des troupes étrangères par la Révolution. L'état de décadence dans lequel ces troupes étaient tombées, les abus qui s'y étaient introduits, leur attachement à la cause de la royauté, leur hostilité pour les idées nouvelles leur attirèrent des attaques, de plus en plus violentes, auxquelles elles ne purent résister. Mais la véritable cause de la transformation qui commença alors à s'opérer est beaucoup plus générale. Elle fut le résultat des principes nouveaux dégagés par le mouvement des idées au XVIII^e siècle et proclamés par la Révolution française.

L'égalité devait régner dans l'armée aussi bien que dans les autres institutions ; et cette idée ne permettait pas de laisser subsister des privilèges au profit de certaines troupes et surtout d'étrangers. Mais il y a plus : le sentiment national qui s'éveillait devait conduire à réserver aux seuls citoyens le droit et le devoir de défendre le pays. La France, parvenue à l'unité territoriale et morale, voyait toutes ses provinces, dégagées de l'esprit particulariste, se grouper

et se fondre, et l'idée de Patrie s'affirmait de plus en plus. Un peuple souverain devait se suffire à lui-même et assurer l'indépendance et l'intégrité de son sol sans avoir recours aux étrangers.

Ainsi les principes de la Révolution devaient aboutir logiquement au système des armées nationales, et même au service obligatoire et personnel. On n'osa pas aller jusque-là et la Convention se contenta de proclamer la dette des citoyens envers la Patrie, et le devoir pour tous de la défendre en cas de danger. L'histoire du principe de la nationalité des armées n'est en somme que l'histoire du service obligatoire. Du jour où tous les citoyens sont astreints à servir, les étrangers jugés inutiles ou dangereux disparaissent ; dès lors tout citoyen doit être soldat et tout soldat citoyen ; l'armée est la représentation exacte de la nation, l'émanation directe de la Patrie.

Chaque époque a ses institutions ; les capitulations telles qu'elles existaient dans l'ancien droit ne sont plus compatibles avec les principes du droit des gens moderne. La stricte observation de la neutralité ne permet pas à un État de fournir des troupes à un ou plusieurs belligérants comme la Suisse l'a fait longtemps ; aussi la Constitution fédérale de 1848 a-t-elle interdit cet usage. Mais le droit actuel ne s'oppose pas à la constitution des corps d'étrangers par enrôlement individuel. L'État neutre ne doit pas tolérer sur son territoire de bureaux d'enrôlement fonctionnant au grand jour, mais il n'est pas responsable des engagements

que ses sujets peuvent contracter (1) ; c'est une prérogative essentielle de la liberté individuelle que la faculté de s'enrôler dans l'armée du peuple que l'on désire servir, quitte à encourir certaines déchéances, telles que la perte de la nationalité, dont quelques pays, et en particulier la France frappent ceux qui prennent du service à l'étranger. Par le fait de leur incorporation dans une armée régulière, les étrangers acquièrent tous les droits et contractent toutes les obligations que les lois de la guerre accordent ou imposent aux soldats de cette armée ; ils sont complètement assimilés aux troupes nationales (2).

La seconde Conférence de La Haye en 1907 semble bien avoir consacré ces principes. Elle interdit seulement de forcer les ressortissants de la partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur propre pays, même dans le cas où ils auraient été à son service avant le commencement de la guerre (3). L'Allemagne fit présenter par la délégation un projet sur le traitement des personnes neutres dans les territoires des parties belligérantes qui avait pour but l'interdiction complète d'utiliser les neutres pour des services de guerre, même con-

1. A. Pillet, *Les Lois actuelles de la guerre*. — A. Weiss, *Traité théorique et pratique de droit international privé*, t. I^{er}, p. 486. — Rivier, *Principes du droit des gens*, t. II, p. 386. — Bluntschli, *Droit international codifié*, § 758,

2. Bluntschli, *Droit international codifié*, § 569.

3. Convention de 1907, titre II, section I, art. 23.

sentis (1). D'après cette proposition, qui rencontra une vive opposition et fut rejetée, un belligérant n'aurait pu obliger les personnes neutres mêmes, qui se trouvaient déjà à son service avant la guerre, à prendre part aux hostilités.

L'Allemagne espérait ainsi atteindre notre légion étrangère qui a toujours provoqué ses critiques, à cause des nombreux déserteurs de ses armées qui y cherchent asile. Aussi les Allemands ne manquent-ils aucune occasion de manifester leur mauvaise humeur à ce sujet. Le 10 septembre 1908 le baron Haussmann déclarait aux applaudissements de tout le Reichstag qu'il espérait que le tribunal international de La Haye s'occuperait de la légion étrangère « dont le caractère mercenaire ne convient plus à notre époque ». Cependant la légion, qui n'est guère employée que dans les campagnes coloniales, pourrait, sans porter atteinte au droit des gens, servir dans une guerre européenne pourvu qu'on en fit sortir les nationaux du pays contre lequel elle combattrait.

Il est certain que l'emploi de troupes étrangères ne s'accorde pas avec les principes du recrutement actuel, mais il ne s'ensuit pas qu'on doive le condamner, et le rejeter en tout état de cause. Le système de l'équilibre européen, sur lequel repose l'organisation des États modernes, le régime de paix

1. Lemonon, *La Seconde conférence de la Paix*, p. 426.

armée qui en résulte, exigent des armements considérables que le service imposé à tous peut seul assurer.

Mais le recrutement étranger pourrait se concilier avec des armements réduits et une armée de volontaires; il présenterait alors tous les avantages qui nous sont apparus au cours de notre étude : économie du sang des citoyens, conservation de leur activité à des travaux intéressant la propriété du pays. Sans doute, on peut objecter que les auxiliaires étrangers manqueront de l'élan patriotique qui entraîne les citoyens à la défense de leur sol; mais pourquoi un pays ne serait-il pas aussi bien défendu par l'étranger qui s'est consacré volontairement à son service, en vertu de son libre choix, que par le citoyen qu'une obligation légale a enlevé à ses occupations et à ses habitudes, pour l'envoyer se battre? D'ailleurs, l'expérience est là pour nous montrer la qualité des services que peuvent rendre des troupes étrangères au pays qui les admet sous ses drapeaux. La France n'a pas oublié la reconnaissance qu'elle doit à ceux qui ont inscrit dans les annales de notre histoire militaire tant de glorieux souvenirs, et les grands noms de Maurice de Saxe, Lowendahl, Macdonald, Masséna, Poniatowski!

Vu : le Président de la thèse
MARC SAUZET

Vu : le Doyen,
P. CAUVÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- BARDIN (Général). — Dictionnaire de l'armée de terre ou Recherches historiques sur l'art et les usages militaires des anciens et des modernes, 1841-1851.
- BELLAY (DU). — Mémoires, éd. Société de l'Histoire de France.
- BERRIAT SAINT-PRIX. — Commentaire sur la Charte constitutionnelle, 1836.
- BLUNTSCHLI. — Le Droit international codifié, trad. Lardy, 1881.
- BOCHAT (DE). — Ouvrages pour et contre les services étrangers, 1731.
- BOUTARIC (E.). — Institutions militaires de la France avant les armées permanentes, 1863.
- BRANTOME. — Œuvres complètes, éd. Société de l'Histoire de France par Ludovic Lalanne, 1865.
- BURIN DES ROZIERES (M.). — Les Capitulations militaires entre la Suisse et la France. Thèse de Paris, 1902.
- CALVO (C.). — Le Droit international théorique et pratique, 1880.
- CARNOT. — Correspondance générale par Charavay, 1892.
- CHASSIGNET. — Essai historique sur les institutions militaires ou la formation, l'organisation et l'administration des armées en France depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789, 1869.
- CHASSIN (C.-L.) — L'Armée et la Révolution.
- CHAUVELAYS (DE LA). — Origine des armées permanentes

- en Europe (Revue générale d'Administration, 1884, t. II et III).
- CHUQUET (A.). — Les Guerres de la Révolution, 1886.
- CLERGET. — Tableau des armées françaises pendant les guerres de la Révolution.
- DANIEL (P.). — Histoire de la milice française, 1721.
- DELAVERRIÈRE. — Manuel de législation et d'administration militaire, 1879.
- DURUY (A.). — L'Armée royale en 1789, 1888.
- DUSSIEUX (L.). — L'Armée en France ; histoire et organisation depuis les temps anciens jusqu'à nos jours, 1884.
- DUVERGIER (J.-B.). — Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, etc.
- FIEFFÉ (E.). — Histoire des troupes étrangères au service de France, 1854.
- FOLARD. — Commentaire sur Polybe, 1729.
- GUIBERT. — Mémoire à l'armée sur les opérations du Conseil de la Guerre, 1789.
- HAUTERIVE (E. D'). — L'Armée sous la Révolution.
- ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises.
- JABLONSKI. — L'Armée française à travers les âges.
- JOMINI. — Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution.
- LAGROYE (DE). — Sur le projet de réformer les Suisses, 1819.
- LAVISSE et RAMBAUD. — Histoire générale.
- LEMONON (E.). — La Seconde Conférence de la Paix, 1908.
- MACHIAVEL. — Œuvres complètes, éd. Buchon.
- MAVIDAL et LAURENT. — Archives parlementaires. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises, 1^{re} sér., 1787-1799 ; 2^e sér., 1800-1860.
- MENTION (L.). — Le Comte de Saint-Germain et ses

- réformes. Étude sur l'armée française à la fin du XVIII^e siècle, 1884.
- MICHELET. — Histoire de la Révolution française, 1877-1879.
- MONTECUCULLI. — Mémoires, éd. Adam, 1760.
- MORIN (A.). — Les Lois relatives à la guerre, 1872.
- MULLER (J. DE). — Histoire des Suisses.
- PILLET (A.). — Les Lois actuelles de la guerre, 1898.
- QUARRÉ DE VERNEUIL. — L'Armée en France depuis Charles VII jusqu'à la Révolution, 1880.
- RABANY (C.). — Commentaire de la loi du 15 juillet 1889, 1891.
- Commentaire de la loi du 21 mars 1905-1906.
- RIVIER (A.). — Principes du droit des gens, 1896.
- SAINTE-CHAPELLE. — Histoire générale des institutions militaires pendant la Révolution, 1821.
- SANTA-CRUZ. — Réflexions militaires, 1738.
- SUSANE (Général). — Histoire de l'infanterie française.
- TAINE (H.). — Origines de la France contemporaine, 1877-1894.
- VILLEBOIS-MAREUIL. — La Légion étrangère (Revue des Deux-Mondes, 15 avril 1896).
- WEISS (A.). — Traité théorique et pratique de droit international privé, 1907.
- YUNG (T.). — L'Armée et la Révolution.
- ZURLAUBEN. — Histoire militaire des Suisses au service de la France, 1751.
- X... — Essay sur l'infanterie étrangère, 1762 (Archives nationales, M. 640, pièce n° 3).
- Le Moniteur Universel.
- Procès-verbaux de l'Assemblée nationale.
- Le Spectateur militaire.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I
I. — Enrôlement à l'intérieur.....	4
II. — Enrôlement à l'étranger.....	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Ancien Régime</i>	17
<i>Section I.</i> — Les Faits.....	17
I. — Les Aventuriers.....	18
II. — Les Troupes étrangères.....	31
<i>Section II.</i> — Les Causes.....	63
<i>Section III.</i> — Les Critiques.....	77
CHAPITRE II. — <i>La Révolution</i>	93
<i>Section I.</i> — Mouvement hostile aux troupes étran- gères.....	93
<i>Section II.</i> — Appel aux étrangers.....	133
CHAPITRE III. — <i>L'Empire</i>	153
<i>Section I.</i> — Les Corps étrangers dans l'armée impériale.....	153
<i>Section II.</i> — Situations diverses des corps étran- gers.....	162
<i>Section III.</i> — Désarmement des corps étrangers.....	166
CHAPITRE IV. — <i>La Restauration</i>	171
CHAPITRE V. — <i>La Légion étrangère</i>	187
APPENDICE. — Les Corps francs en 1870.....	197
CONCLUSION.....	201

